

Caisses de pensions publiques romandes

Analyse des résultats 2012

7e édition

Retraites Populaires
Division Actuariat et Développement
Service Recherche, Développement & Organisation
Version finale – Novembre 2013

Retraites Populaires en un coup d'œil

Spécialiste de l'assurance vie, de la prévoyance et de la gestion d'institutions de prévoyance, Retraites Populaires est une institution reconnue qui place la qualité, l'éthique, les synergies et l'engagement au centre de ses préoccupations depuis plus de 100 ans.

Retraites Populaires est également un acteur important dans les domaines de l'immobilier, des prêts hypothécaires et de la gestion de fonds institutionnels.

Retraites Populaires se distingue par son approche mutuelle, sa volonté affirmée de placer l'individu au centre de ses préoccupations et son sens aigu de la responsabilité sociale.

Les missions de Retraites Populaires sont les suivantes :

- Offrir une plate-forme de gestion personnalisée et performante pour tous les services liés à la prévoyance et l'assurance vie.
- Promouvoir la prévoyance en facilitant son accès à tous selon les principes de la mutualité.

Gestion d'institutions de prévoyance

Retraites Populaires propose sous un même toit tous les domaines de la gestion en matière d'assurance vie et de prévoyance. Chaque mandant peut définir individuellement les services dont il souhaite bénéficier. Cette collaboration peut ainsi couvrir un domaine très particulier ou restreint, ou encore couvrir l'ensemble des activités nécessaires au bon fonctionnement et au développement de l'institution.

Des synergies importantes sont développées dans les domaines de la gestion de patrimoine, qu'il s'agisse de valeurs mobilières ou immobilières, des ressources humaines, de la communication, du contrôle de gestion, de la gestion administrative et comptable, du conseil juridique, ainsi que des ressources informatiques.

Enfin, la flexibilité de Retraites Populaires permet à chaque mandant de conserver son autonomie juridique et de disposer de son propre Conseil d'administration ou de fondation.

En 2013, Retraites Populaires gère les mandats suivants :

Mandats publics : Caisse de pensions de l'Etat de Vaud (CPEV)
Caisse intercommunale de pensions (CIP)
Caisse de pensions du personnel communal de Lausanne (CPCL)
⇒ Mandat de gestion de placements des valeurs mobilières uniquement
Caisse Cantonale d'Assurance Populaire (CCAP)
⇒ Mandat de gestion de placements des valeurs mobilières uniquement

Mandats privés : Profelia, fondation de prévoyance liée au secteur parapublic romand
Forces Vives, compagnie d'assurances sur la vie

Retraites Populaires propose également :

des solutions de prévoyance pour le 2^e pilier pour les entreprises vaudoises
des produits de prévoyance liée et libre du 3^e pilier pour les particuliers vaudois

Chiffres clés au 31 décembre 2012

Fonds en gestion : CHF 17.6 milliards
Effectif du personnel : 356 + 15 apprentis
Assurés actifs, y compris mandats gérés : 115'646
Pensionnés, y compris mandats gérés : 55'313
Immeubles gérés : 508
Appartements : 12'681

www.retraitespopulaires.ch

Table des matières

| | | |
|-----------|---|----------|
| 1. | Introduction | 4 |
| 1.1. | Caisses de pensions analysées | 5 |
| 1.2. | Sources | 6 |
| 1.3. | Evolution..... | 6 |
| 2. | Liste des caisses de pensions analysées | 7 |
| 3. | Domaines analysés | 8 |
| 3.1. | Généralités | 9 |
| 3.1.1 | Système financier | 9 |
| 3.1.2 | Garantie publique..... | 9 |
| 3.1.3 | Bases actuarielles..... | 10 |
| 3.1.4 | Taux techniques..... | 11 |
| 3.1.5 | Réassurance..... | 12 |
| 3.1.6 | Mesures structurelles et d'assainissement..... | 12 |
| 3.2. | Effectifs des caisses | 14 |
| 3.2.1 | Effectifs des caisses, assurés et pensionnés..... | 14 |
| 3.2.2 | Rapport actifs/rentiers..... | 15 |
| 3.3. | Prestation de retraite | 17 |
| 3.3.1 | Primauté..... | 17 |
| 3.3.2 | Rente de retraite (âge et années de cotisation) | 18 |
| 3.3.3 | Taux de rente..... | 19 |
| 3.4. | Financement..... | 20 |
| 3.4.1 | Cotisations totales..... | 20 |
| 3.4.2 | Cotisations employés / employeurs | 21 |
| 3.5. | Eléments financiers | 22 |
| 3.5.1 | Total du bilan | 22 |
| 3.5.2 | Degré de couverture | 23 |
| 3.5.3 | Degré de couverture minimum statutaire | 25 |
| 3.5.4 | Rapport entre le degré de couverture et le degré de couverture minimum statutaire | 26 |
| 3.5.5 | Frais d'administration par assuré, actifs et pensionnés | 27 |
| 3.5.6 | Frais d'administration par assuré suivant l'effectif de la caisse..... | 29 |
| 3.5.7 | Frais de gestion de la fortune..... | 30 |
| 3.5.8 | Performance | 30 |
| 3.5.9 | Répartition des placements..... | 34 |
| 3.5.10 | Indexation des rentes..... | 38 |

4. Annexes

- 4.1 Généralités
- 4.2 Mesures structurelles et d'assainissement
- 4.3 Effectifs des caisses
- 4.4 Prestations
- 4.5 Financement
- 4.6 Eléments financiers
- 4.7 Méthodes de valorisation de l'immobilier
- 4.8 Répartitions des placements
- 4.9 Allocations stratégiques

1. Introduction

Le but du présent rapport est de fournir une analyse détaillée des caisses de pensions publiques romandes pour l'exercice 2012. Cette nouvelle édition de l'étude est toujours marquée par l'intense activité des caisses à élaborer ou mettre en œuvre des plans de restructuration. En effet, les rendements relativement faibles des marchés financiers sur ces dix dernières années, l'augmentation de l'espérance de vie ainsi que l'obligation d'atteindre un degré de couverture minimum de 80% d'ici 40 ans poussent les caisses publiques à s'assainir, et ceci les unes après les autres.

De manière générale, nous constatons que la tendance à la baisse du taux technique s'est intensifiée durant l'exercice écoulé et va encore se poursuivre. Plusieurs caisses ont en effet annoncé une baisse de leur taux technique en 2013 ou 2014. Dans le même temps, de nombreuses institutions ont introduit de nouvelles tables actuarielles (principalement LPP2010) ou sont sur le point de le faire. Nous constatons également une tendance à l'allongement du temps de travail (augmentation de la durée de cotisation, relèvement de l'âge de la retraite). Concernant le système de financement, nous n'observons pas de changement fondamental. Comme le relève l'annexe 4.2 A, la majorité des institutions vont garder le système de financement (capitalisation partielle ou complète) qui prévalait avant la réforme sur le financement des caisses publiques.

A noter également cette année le retour du troisième cotisant, les marchés financiers. Les institutions analysées ont en effet réalisé une performance moyenne de 7.42% en 2012. Malgré ce bon résultat, le degré de couverture moyen de notre échantillon n'a augmenté que de 1.78 point de pourcentage, ceci principalement en raison de la constitution de provisions en relation avec le changement de bases techniques.

On relèvera, pour terminer, que plusieurs institutions analysées ont mentionné des frais de gestion de la fortune pour les placements collectifs (frais TER) dans les comptes 2012. Avec l'objectif d'une transparence accrue dans le domaine des coûts, la Commission de haute surveillance de la prévoyance professionnelle (CHS PP) a publié de nouvelles directives relatives à l'indication des frais de gestion de la fortune. Ces nouvelles exigences s'appliqueront pour la première fois à la clôture des comptes annuels au 31 décembre 2013 et permettront de réaliser, dans le futur, une comparaison de ces frais.

Nous vous souhaitons une bonne lecture !

1.1. Caisses de pensions analysées

Cette étude repose sur dix-sept caisses de pensions publiques romandes, auxquelles s'ajoutent quatre caisses publiques bernoises et une caisse publique tessinoise. Cinq autres caisses de pensions ont également été adjointes, Comunitas, Previs, Profelia, Symova ainsi que la Caisse des hôpitaux publics tessinois (FEOC). Celles-ci sont de droit privé mais ont pour clients des communes et des institutions dites de « service public ».

| Canton | Nombre de caisses observées |
|-----------------|--|
| Fribourg | 3 |
| Genève | 5 |
| Jura..... | 2 |
| Neuchâtel | 1 |
| Valais..... | 3 |
| Vaud | 3 |
| Berne | 4 |
| Tessin..... | 1 |
| Autres | 5 |
| Total | 27 |

Les vingt-deux caisses publiques de notre échantillon représentent, à fin 2012, un total de 290'462 assurés actifs et 148'606 pensionnés, pour une fortune totale de CHF 91.9 milliards. Les statistiques suisses 2011 indiquent un total de 92 caisses de pensions de droit public pour 626'209 assurés actifs et un total du bilan s'élevant à CHF 181.5 milliards. Les caisses publiques observées représentent, ainsi, 46.4% du total des assurés actifs des caisses publiques suisses et 50.6% de leur fortune. Les cinq caisses privées comptent, quant à elles, 42'428 assurés actifs et 12'349 pensionnés, pour une fortune totale de CHF 7.3 milliards.

Les principaux éléments observés sont commentés et représentés à l'aide de graphiques pour la globalité de l'échantillon. Les chiffres de la Caisse de pensions de l'Etat de Vaud (CPEV), de la Caisse intercommunale de pensions (CIP) et de la Caisse de pensions du personnel communal de Lausanne (CPCL) sont mis en évidence. Les données détaillées de toutes les caisses sont disponibles dans les annexes.

1.2. Sources

Les sources de cette analyse proviennent principalement des rapports annuels des caisses de pensions observées. Bien que la norme comptable Swiss GAAP RPC 26 soit aujourd'hui appliquée par ces caisses de pensions, il subsiste malgré tout quelques différences dans l'interprétation de certains postes du compte d'exploitation, notamment au niveau des frais administratifs et de la performance affichée.

Afin de pouvoir compléter l'analyse de ces caisses publiques romandes, des comparaisons sont effectuées par thème avec les chiffres des données statistiques de la prévoyance professionnelle en Suisse de 2011 réalisées par l'Office fédéral de la statistique (OFS). D'autres éléments de comparaison proviennent de la 13^e enquête Swisscanto auprès des caisses de pensions publiques et privées réalisée en 2013, qui se base sur la situation en 2012 de 343 institutions de prévoyance, dont 51 de droit public dans l'ensemble de la Suisse. Des informations sont également extraites de différents communiqués et articles de presse.

1.3. Evolution

Dans cette septième édition de l'analyse des caisses de pensions publiques romandes, deux nouvelles institutions de prévoyance font leur apparition au sein de notre échantillon des caisses observées. Il s'agit de la Caisse fédérale de pensions PUBLICA ainsi que du Fonds de prévoyance en faveur du personnel des hôpitaux publics cantonaux du Tessin (FEOC). Cette dernière est de droit privé mais s'adresse à des employeurs des secteurs public et parapublic.

2. Liste des caisses de pensions analysées

| | Abréviations | Nom Complet |
|----|---------------------|--|
| 1 | CACEB | Caisse d'assurance du corps enseignant bernois |
| 2 | CAP | Caisse d'assurance du personnel de la Ville de Genève et des services industriels de Genève |
| 3 | CEH | Caisse de prévoyance du personnel des établissements publics médicaux du canton de Genève |
| 4 | CIA | Caisse de prévoyance du personnel enseignant de l'instruction publique et des fonctionnaires de l'administration du canton de Genève |
| 5 | CIP | Caisse intercommunale de pensions (Vaud) |
| 6 | CP | Caisse de prévoyance des fonctionnaires de police et de la prison |
| 7 | CPB | Caisse de pensions bernoise (canton) |
| 8 | CPCL | Caisse de pensions du personnel communal de Lausanne |
| 9 | CPDS | Cassa pensioni dei dipendenti dello Stato (canton du Tessin) |
| 10 | CPEV | Caisse de pensions de l'Etat de Vaud |
| 11 | CPJU | Caisse de pensions de la République et Canton du Jura |
| 12 | CPM | Caisse de pensions du personnel de la commune de Monthey |
| 13 | CPPEF | Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg |
| 14 | CPVAL | Caisse de prévoyance de l'Etat du Valais |
| 15 | CPVB | Caisse de pensions de la Ville de Bulle |
| 16 | CPVF | Caisse de prévoyance en faveur du personnel de la Ville de Fribourg |
| 17 | CPVS | Caisse de pensions de la Ville de Sion |
| 18 | FPTPG | Fondation de prévoyance en faveur du personnel des Transports publics genevois |
| 19 | FRED | Fonds de prévoyance et de retraite en faveur des employés de la Municipalité de Delémont |
| 20 | PREV.ne | prévoyance.ne - Caisse de pensions de la fonction publique du canton de Neuchâtel |
| 21 | PVK | Personalvorsorgekasse der Stadt Bern (Ville de Berne) |
| 22 | Comunitas | Fondation de prévoyance de l'association des communes suisses (Berne) |
| 23 | FEOC | Fondo di previdenza per il personale dell'Ente Ospedaliero Cantonale |
| 24 | Previs | Fondation de prévoyance du personnel Service public (Berne) Anciennement Caisse de retraite du personnel des communes bernoises |
| 25 | Profelia | Profelia Fondation de prévoyance |
| 26 | PUBLICA | Caisse fédérale de pensions PUBLICA |
| 27 | Symova | Fondation collective Symova |

3. Domaines analysés

Généralités

- Système financier
- Garantie publique
- Bases actuarielles
- Taux technique
- Réassurance
- Mesures structurelles et d'assainissement

Effectifs des caisses et prestations

- Effectifs des caisses
- Rapport actifs/rentiers
- Rente maximale (âge, années de cotisation)

Prestations de retraite

- Primauté
- Rente de retraite
- Taux de rente

Financements

- Cotisations

Eléments financiers

- Total du bilan
- Degré de couverture
- Degré de couverture minimum statutaire
- Frais d'administration
- Frais de gestion de la fortune
- Performance nette
- Réserve de fluctuation de valeurs
- Indexation des rentes

Répartition des placements

- Liquidités
- Obligations en francs suisses
- Obligations en monnaies étrangères
- Actions suisses
- Actions étrangères
- Hypothèques
- Immobiliers
- Placements alternatifs

3.1. Généralités

3.1.1 Système financier

La réforme du financement des institutions de prévoyance de corporations de droit public (IPDP) est entrée en vigueur au 1er janvier 2012. Celle-ci ouvre deux voies pour le financement des institutions de prévoyance de droit public : la capitalisation complète et la capitalisation partielle. Les caisses de pensions publiques doivent, dès lors, faire un choix quant à leur système de financement et se réformer d'ici à la fin du délai de mise en œuvre fixé initialement au 31 décembre 2013, et reporté au 31 décembre 2014 par le Conseil fédéral.

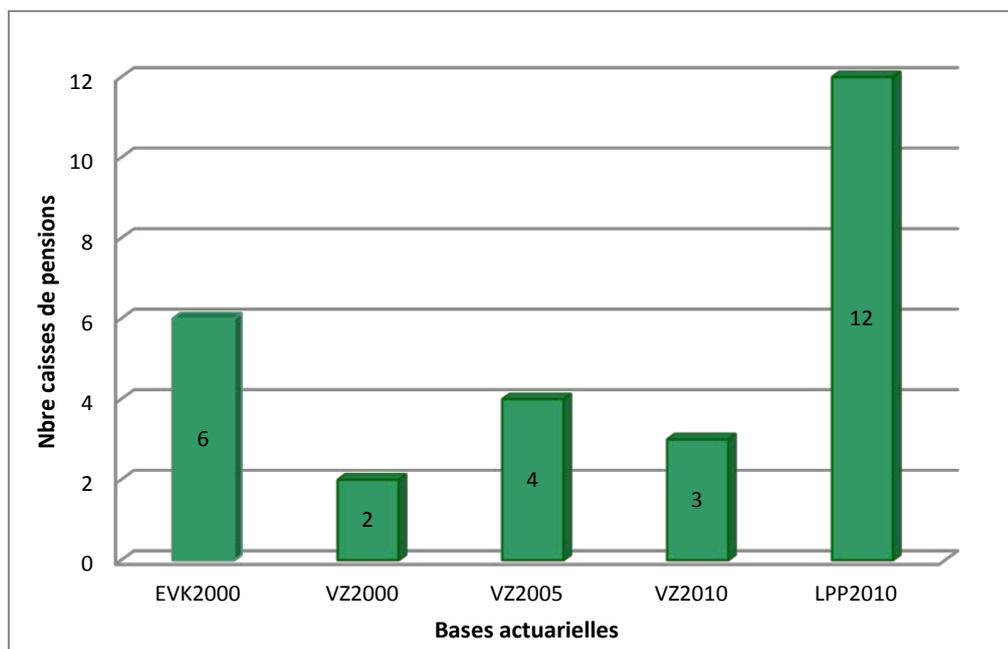
Actuellement, 16 caisses de pensions utilisent le système financier de capitalisation partielle et 11 sont en capitalisation complète, dont six caisses publiques (CACEB : enseignants bernois, CPB : canton de Berne, PVK : ville de Berne, FRED : ville de Delémont, CP : Police et prison GE et PUBLICA) et les cinq caisses privées observées (Previs, Comunitas, Profelia, Symova et la FEOC : hôpitaux publ. tessinois). Pour mémoire, la capitalisation complète indique que le degré de couverture minimum est fixé à 100%. En Suisse allemande, les grandes caisses publiques sont en règle générale en capitalisation complète, à l'instar de la ville ou du canton de Zurich.

3.1.2 Garantie publique

Excepté la ville de Delémont et PUBLICA, toutes les caisses de pensions publiques de l'échantillon bénéficient d'une garantie publique. Cela n'est naturellement pas le cas des cinq caisses privées Previs, Comunitas, Profelia, Symova et la FEOC : hôpitaux publ. tessinois. La Caisse des enseignants bernois (CACEB) dispose d'une garantie temporaire, le temps que son degré de couverture atteigne 100%, puisqu'elle est en capitalisation complète. Le degré de couverture de la CACEB a atteint 83.71% à fin 2012, contre 78.81% l'année précédente.

Au niveau suisse, 71.4% des caisses de pensions publiques bénéficiaient d'une garantie publique en 2011, ce qui représentait 62.2% des assurés actifs. La part des engagements correspondant n'est pas disponible.

3.1.3 Bases actuarielles



Bases actuarielles 2012

CPEV : EVK2000

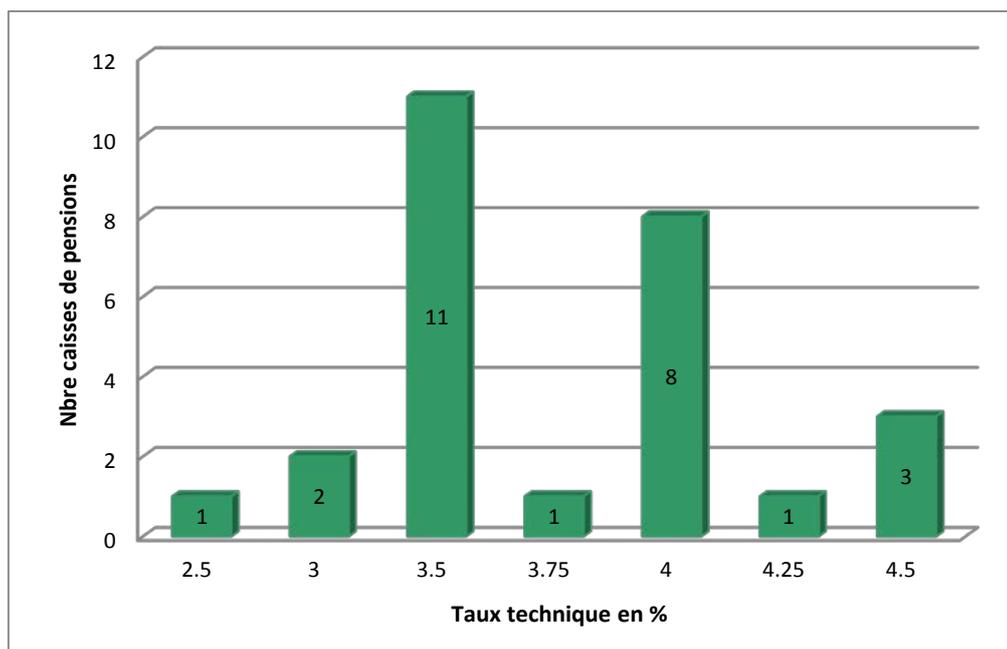
CIP : EVK2000

CPCL : LPP2010

Alors que la grande majorité des caisses de pensions observées travaillaient encore avec les bases EVK2000 lors de la première édition de notre étude en 2007, elles ne sont plus que 6 à les utiliser à fin 2012. La majorité des institutions analysées utilisent aujourd'hui les tables LPP2010, publiées en décembre 2010 et qui ont été constituées en compilant les données démographiques de quatorze grandes caisses de pensions suisses. Les tables VZ2000 et VZ2005, qui proviennent de la ville et du canton de Zurich, sont encore utilisées par 6 institutions de notre étude. Durant l'exercice écoulé, pas moins de 10 caisses ont modifié leurs bases actuarielles et ont adopté, pour beaucoup, les tables LPP2010.

Les chiffres de l'étude Swisscanto en 2012 montrent que les caisses publiques suisses utilisent principalement les bases VZ2010 (35%) et LPP2010 (22%). Publiées à fin 2011, les bases VZ2010 reposent sur les données démographiques fournies par 21 caisses d'employeurs de droit public (Confédération, cantons et communes). Les institutions de droit privé travaillent, quant à elles, très majoritairement avec les bases LPP2010 (82%).

3.1.4 Taux techniques



Taux techniques 2012

| | | | |
|-----------|-------|--------|-------|
| Moyenne : | 3.72% | CPEV : | 4.00% |
| Minimum : | 2.50% | CIP : | 3.50% |
| Maximum : | 4.50% | CPCL : | 3.50% |

Pas moins de 10 caisses ont baissé leurs taux d'intérêt technique en 2012, dont la CPB (canton de Berne), qui a abaissé son taux technique de 3.5 à 2.5%. Concernant les institutions nouvellement analysées, PUBLICA a un taux technique de 3.5% alors que la FEOC (hôpitaux publ. tessinois) a quant à elle réduit son taux technique de 4 à 3% durant l'exercice 2012.

Le taux technique moyen des institutions analysées est donc passé de 4.06% à fin 2011 à 3.72% cette année, et il s'élevait encore à 4.21% en 2008. L'écart entre les caisses est devenu relativement important, puisque la fourchette des taux s'étend désormais de 2.5% pour la CPB (canton de Berne) à 4.5% (3 caisses). Cette tendance à la baisse des taux techniques observée depuis plusieurs années va se poursuivre. En effet, plusieurs institutions de notre étude ont d'ores et déjà annoncé une réduction de leur taux technique en 2013 ou 2014 (cf. annexes 4.2 A et B).

Swisscanto relève également dans son enquête 2013, la tendance à un abaissement important des taux techniques, aussi bien en primauté des prestations que des cotisations. De plus, nous pouvons constater, dans le tableau ci-dessous, que les taux techniques des

institutions de prévoyance de droit public sont nettement plus élevés que ceux des caisses privées, surtout en primauté des prestations.

Taux techniques en Suisse 2010-2012 (source : Swisscanto)

| | Primauté des prestations | | | Primauté des cotisations | | |
|-------------------|--------------------------|-------|-------|--------------------------|-------|-------|
| | 2010 | 2011 | 2012 | 2010 | 2011 | 2012 |
| Caisses publiques | 4.06% | 4.00% | 3.65% | 3.63% | 3.49% | 3.32% |
| Caisses privées | 3.39% | 3.27% | 3.33% | 3.49% | 3.32% | 3.08% |

3.1.5 Réassurance

Seulement sept caisses de pensions sont réassurées, dont cinq en stop-loss (soit pour une partie qui dépasse une franchise convenue). La taille des institutions de droit public, qui est en moyenne nettement plus importante que celles de droit privé, explique ce constat.

3.1.6 Mesures structurelles et d'assainissement

Il suffit de passer en revue les annexes 4.2 A à C, dévolus aux mesures d'assainissement, pour se rendre compte de la multiplication des plans d'assainissement qui sont en préparation ou déjà en vigueur au sein des caisses publiques en Suisse. Les rendements relativement faibles des marchés financiers sur ces 10 dernières années, l'augmentation de l'espérance de vie ainsi que l'obligation d'atteindre un degré de couverture minimum de 80% d'ici 40 ans poussent les caisses publiques à s'assainir, et ceci les unes après les autres.

Ci-dessous un catalogue non exhaustif de mesures prises par les caisses de pensions en situation financière critique :

- Recapitalisation partielle ou complète
- Passage à la primauté des cotisations
- Augmentation de la durée de cotisation
- Augmentation des taux de cotisation
- Diminution des prestations
- Limitation ou suppression temporaire du renchérissement des rentes
- Baisse du taux d'intérêt technique
- Fusion avec d'autres caisses

Mesures de recapitalisation

Dans l'élaboration d'un plan d'assainissement, la recapitalisation partielle ou complète est très souvent l'une des mesures envisagées. Plusieurs mécanismes de recapitalisation sont néanmoins possibles, dont voici les principaux :

- Recapitalisation par un transfert de fonds : le paiement peut être effectué en un versement unique (ex. : canton de Zurich en 2013) ou encore d'une manière échelonnée (ex. : Caisse de la Ville de Sion, 5 versements de CHF 3.5 millions chacun de 2009 à 2013).
- Mécanisme financier de versement-prêt : la collectivité publique injecte un montant qui lui est directement reprêté par la Caisse contre intérêts (ex. : Caisse de l'Etat du Valais en 2010 et 2012, Caisse de la Ville de Lausanne en 2009 et 2012).
- Apport divers d'actifs tels que des immeubles, des terrains ou encore des parts de sociétés (ex. : Caisses des Villes de Lausanne en 2009 et Fribourg en 2006).
- Reconnaissance de dette avec rémunération : le découvert de la Caisse est reconnu comme une dette par l'Etat et inscrit comme créance à l'actif de la Caisse. Cette créance est ensuite rémunérée à un taux d'intérêt défini et amortie dans un délai convenu (ex. : Publica en 2003, canton du Tessin en 2013).

Vous retrouverez, dans l'annexe 4.2 C, un aperçu des recapitalisations réalisées ces dernières années au sein des caisses publiques en Suisse. Les dernières recapitalisations annoncées privilégient le mécanisme de reconnaissance de dette avec rémunération. Néanmoins, les mécanismes les plus souvent utilisés sont ceux du versement-prêt ainsi que de la recapitalisation par un transfert de fonds. Cette dernière méthode a cependant l'inconvénient d'être soumis au risque de marché. En effet, l'institution au bénéfice d'un versement d'une somme importante pourrait l'investir sur les marchés financiers au plus mauvais moment. Ce fut notamment le cas pour la Caisse de pensions d'Argovie (APK) en 2008 et celle de Bâle-Ville (PKBS) la même année qui se sont rapidement retrouvées à nouveau en sous-couverture malgré une recapitalisation complète.

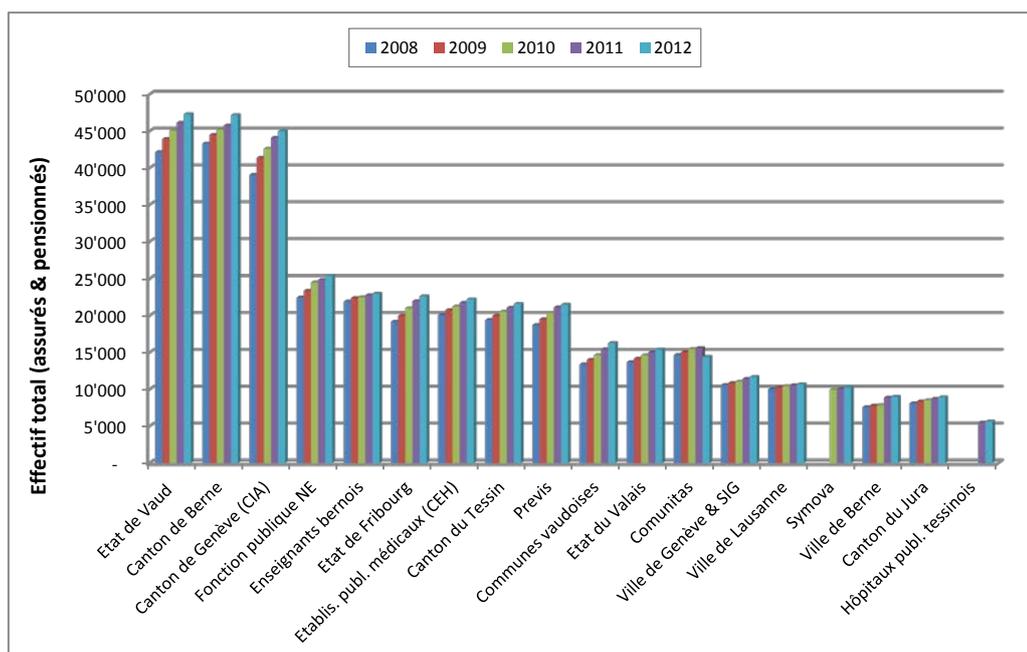
| Recapitalisation en 2008 | | | Degré de couverture | | |
|---------------------------------|---------------|-------------|----------------------------|-------------------|-------------------|
| Caisse de pensions | en CHF | Type | Cible | 31.12.2007 | 31.12.2008 |
| APK (cant. d'Argovie) | 1.7 milliard | Complète | 100% | 90.0% | 92.9% |
| PKBS (cant. de Bâle-Ville) | 1.4 milliard | Complète | 100% | 81.6% | 85.7% |

En terme de stratégie d'assainissement, la pratique des caisses de pensions publiques suisses alémaniques diffère de celle des romandes, avec une volonté plus marquée de recapitaliser complètement leurs caisses, afin d'atteindre un degré de couverture cible de 100%.

3.2. Effectifs des caisses

3.2.1 Effectifs des caisses, assurés et pensionnés

Le graphique ci-dessous contient uniquement les effectifs de plus de 5'000 personnes. Pour une raison de visibilité, la caisse de pensions PUBLICA, qui a l'effectif le plus élevé avec un total de 104'029 assurés, n'est pas représentée sur le graphique. Les effectifs 2008 et 2009 des Caisses de l'Etat du Valais et de la Fonction publique NE sont obtenus par l'addition des effectifs des différentes Caisses fusionnées au 01.01.2010.



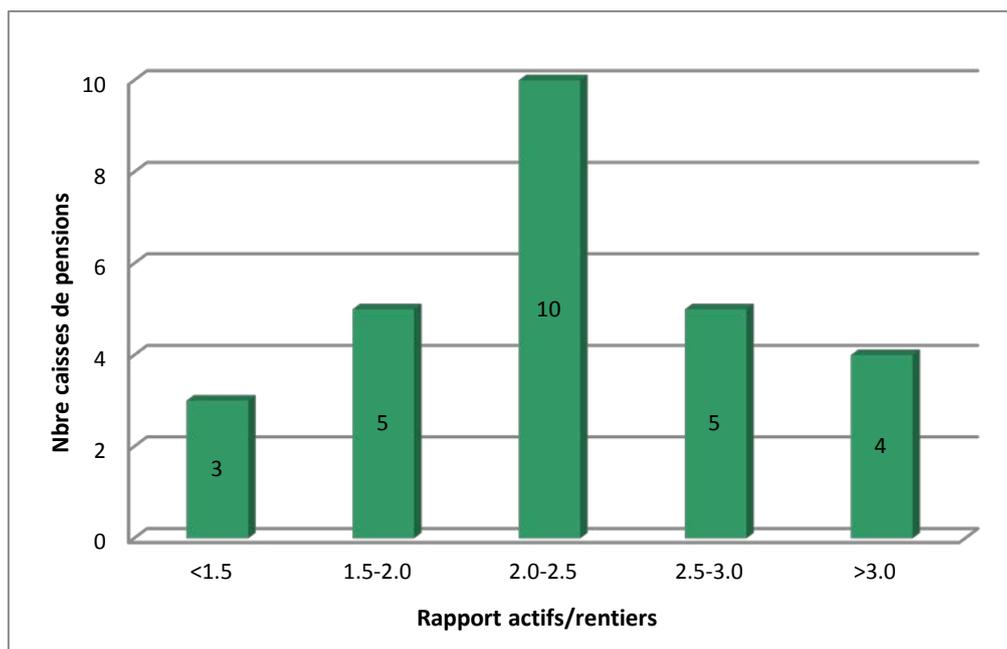
Effectifs des caisses 2012

| | | | |
|-----------|-------------------------|--------|--------|
| Total : | 493'845 | CPEV : | 47'297 |
| Moyenne : | 18'291 | CIP : | 16'280 |
| Minimum : | 390 (ville de Delémont) | CPCL : | 10'666 |
| Maximum : | 104'029 (PUBLICA) | | |

En dehors de PUBLICA, trois grandes caisses publiques se détachent des autres avec un total d'assurés actifs et pensionnés supérieur à 45'000. Il s'agit de la Caisse de pensions de l'Etat de Vaud (CPEV - 47'297 assurés), de la Caisse du canton de Berne (CPB - 47'164 assurés) et de la Caisse cantonale de Genève (CIA - 45'002 assurés). A l'opposé, la Caisse de la ville de Delémont et celle de Monthey comptent respectivement 390 et 491 assurés et pensionnés.

L'effectif total de l'échantillon a augmenté de 1.9% à fin 2012 (pensionnés : +2.4%, actifs : +1.7%). PUBLICA enregistre en 2012 la plus forte progression des effectifs (en nombre) de l'échantillon observé : +1'497 personnes.

3.2.2 Rapport actifs/rentiers



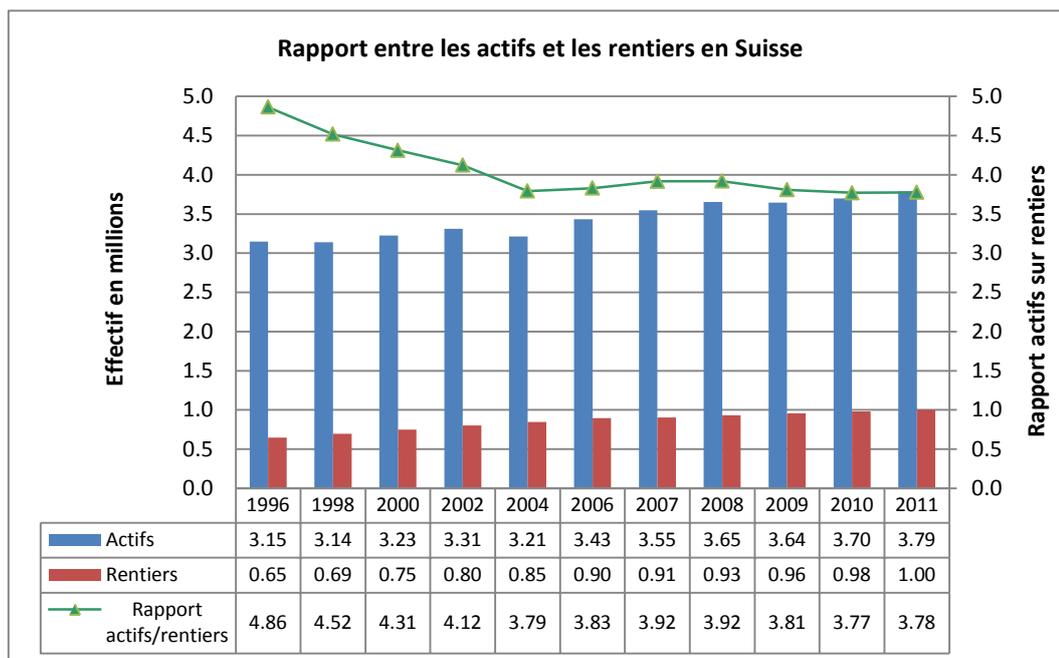
Rapport actifs/rentiers 2012

| | | | |
|-----------|----------------|--------|------|
| Moyenne : | 2.45 | CPEV : | 2.14 |
| Minimum : | 1.31 (PUBLICA) | CIP : | 2.20 |
| Maximum : | 5.57 (FEOC) | CPCL : | 1.58 |

Comme chaque année, l'échantillon des caisses observées présente une grande disparité du rapport actifs/rentiers qui va du simple au quadruple. La situation globale continue à se dégrader, progressivement, avec une diminution du rapport actifs/rentiers de 2.60 à fin 2006 contre 2.45 à fin 2012.

La proportion relativement élevée de bénéficiaires de rentes au sein de PUBLICA est historique. En effet, lors de la création de leurs propres caisses de pensions, Swisscom, SRG SSR idée suisse et RUAG ont pu laisser au sein de l'ancienne Caisse fédérale de pensions (CFP) les effectifs de bénéficiaires de rentes qui leur étaient rattachés. Le rapport actifs/rentiers devrait néanmoins sensiblement s'améliorer ces prochaines années.

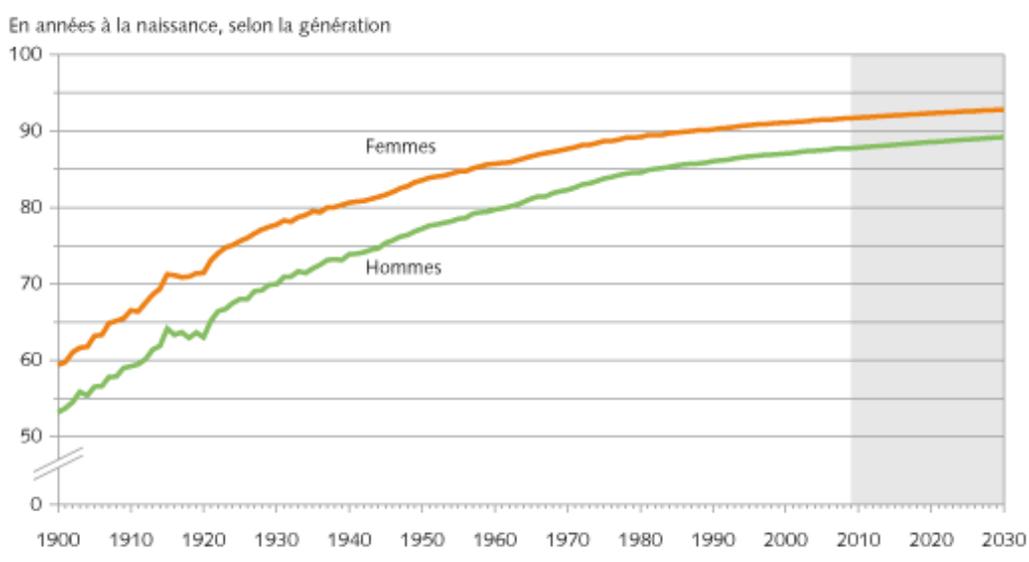
Au niveau suisse, les statistiques 2011 de l'OFS indiquent que le nombre total d'assurés actifs a progressé de 2.5% en 2011 pour atteindre près de 3.8 millions. Dans le même temps, le nombre des bénéficiaires de rente progressait de 2.3% pour atteindre le million, soit au final un rapport actifs/rentiers de 3.78. Le ratio actifs/rentiers s'est donc maintenu au niveau de 2011 (3.77%), ratio qui s'établissait encore à 4.86 en 1996 (cf. tableau de la page suivante).



Source : OFS

L'évolution de la démographie suisse prévue par l'OFS (voir graphiques ci-dessous) exprime bien la problématique à venir, à savoir une durée de vie de la population helvétique qui se rallonge et une pyramide des âges qui se déséquilibre toujours plus au fil du temps. Tout ceci porte à croire que le rapport actifs/rentiers va probablement encore se dégrader à long terme.

Durée moyenne de vie



Source : OFS

© BFS

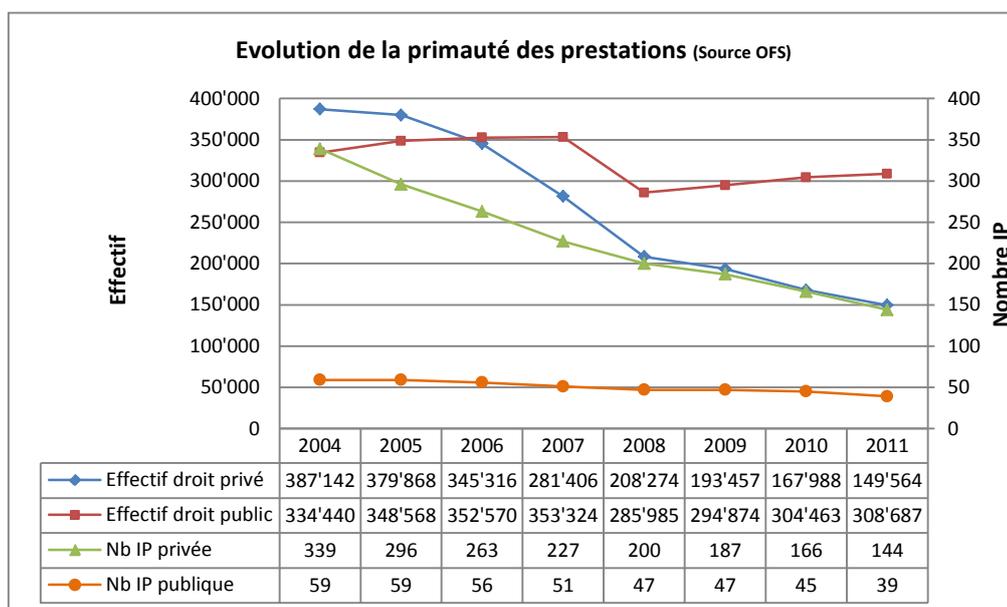
3.3. Prestation de retraite

3.3.1 Primauté

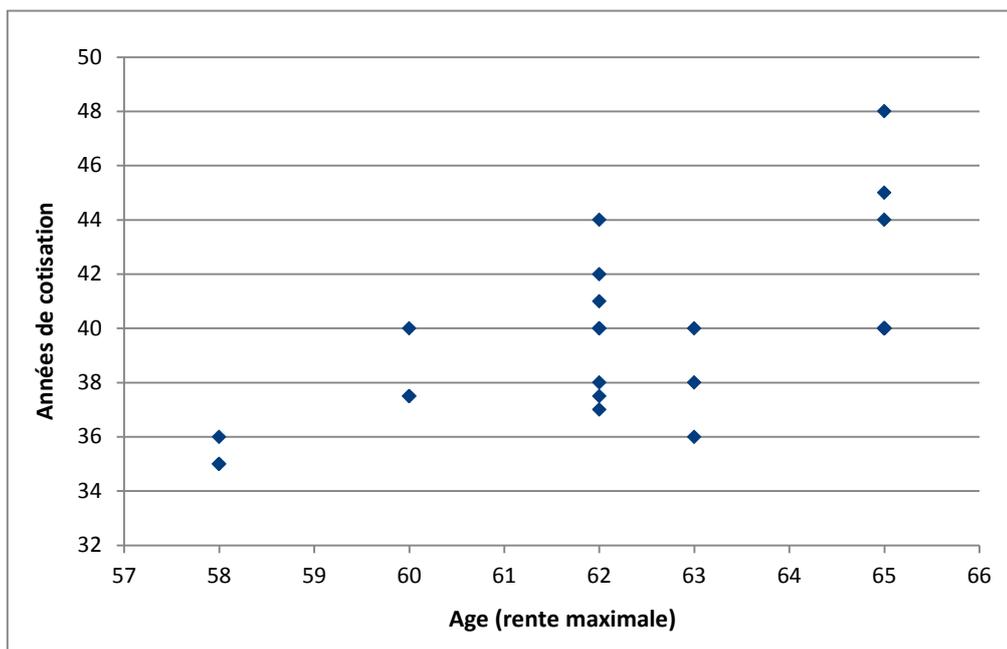
La grande majorité des caisses de pensions observées en 2012 travaille selon le principe de la primauté des prestations. La caisse de pensions de la ville de Berne ainsi que Previs offrent encore les deux systèmes, soit la primauté des prestations et la primauté des cotisations. Néanmoins, Previs a annoncé la suppression de la primauté des prestations pour fin 2014. PUBLICA, Comunitas, Profelia, Symova et la FEOC (hôpitaux publ. tessinois) utilisent quant à elles la primauté des cotisations. A noter que CPVAL (Etat du Valais) a changé de primauté au 1^{er} janvier 2012 et est ainsi devenu la première caisse de pensions cantonale romande à avoir introduit la primauté des cotisations.

Au niveau Suisse, 39 des 92 caisses de pensions publiques étaient en primauté des prestations en 2011, pour un total de 308'687 assurés. Le domaine privé présente des chiffres très différents, avec seulement 6.9% des caisses de pensions en primauté des prestations, pour 4.7% des assurés. De 2004 à 2011, le nombre d'institutions de droit privé en primauté des prestations a diminué de près de 60% et les effectifs de près de 63%.

La primauté des cotisations attire de plus en plus d'institutions de prévoyance privée et publique, ce qui implique, de facto, une baisse significative des effectifs dans le nombre total des personnes liées au système de la primauté des prestations. Dans le domaine privé, on peut citer comme exemples les Caisses de pensions des Banques Cantoniales de Bâle et du Valais, qui passeront en primauté des cotisations au 1^{er} janvier 2014. Les institutions publiques de notre univers de référence sont également concernées, car après CPVAL (Etat du Valais) en 2012, la CPDS (canton du Tessin) a introduit la primauté des cotisations au 1^{er} janvier 2013 (cf. annexes sur les mesures d'assainissement 4.2 A et B).



3.3.2 Rente de retraite (âge et années de cotisation)



Age (rente maximale) 2012

| | | | |
|-----------|-----------------|--------|---------------------|
| Moyenne : | 62.6 | CPEV : | 58-60 |
| Minimum : | 58 (3 caisses) | CIP : | 58 |
| Maximum : | 65 (10 caisses) | CPCL : | 60 ¹ -65 |

Années de cotisation 2012

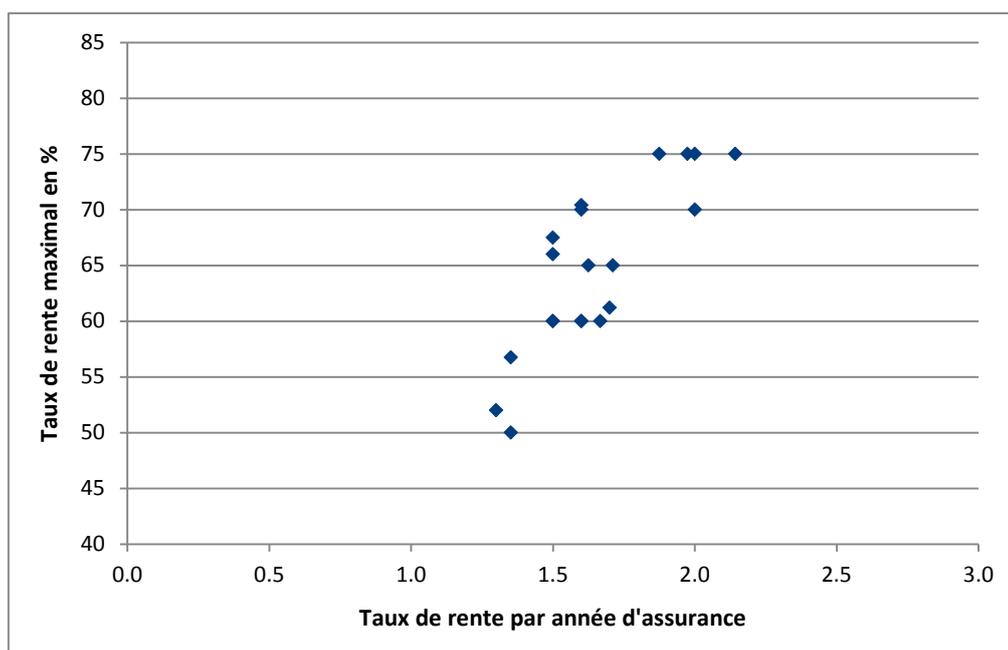
| | | | |
|-----------|--|--------|---------------------|
| Moyenne : | 39.7 | CPEV : | 37.5 |
| Minimum : | 35 (Police et prison GE) (ville de Genève et SIG) | CIP : | 36 |
| Maximum : | 48 (ville de Lausanne) | CPCL : | 43 ¹ -48 |

A l'exception de la CP (Police & prison GE), de la CIP (communes vaudoises) et de la CAP (ville de Genève et SIG) avec une rente maximale possible à 58 ans, l'octroi de la retraite est offert, au mieux, à 60 ans et plus pour le reste des autres caisses de pensions analysées.

Pour 8 caisses, il est possible d'obtenir une rente maximale à l'âge de 62 ans, alors que les années de cotisations peuvent varier entre 37 et 44 années.

¹ Catégorie B : policiers, pompiers et ambulanciers

3.3.3 Taux de rente



Taux de rente (par année d'assurance) 2012

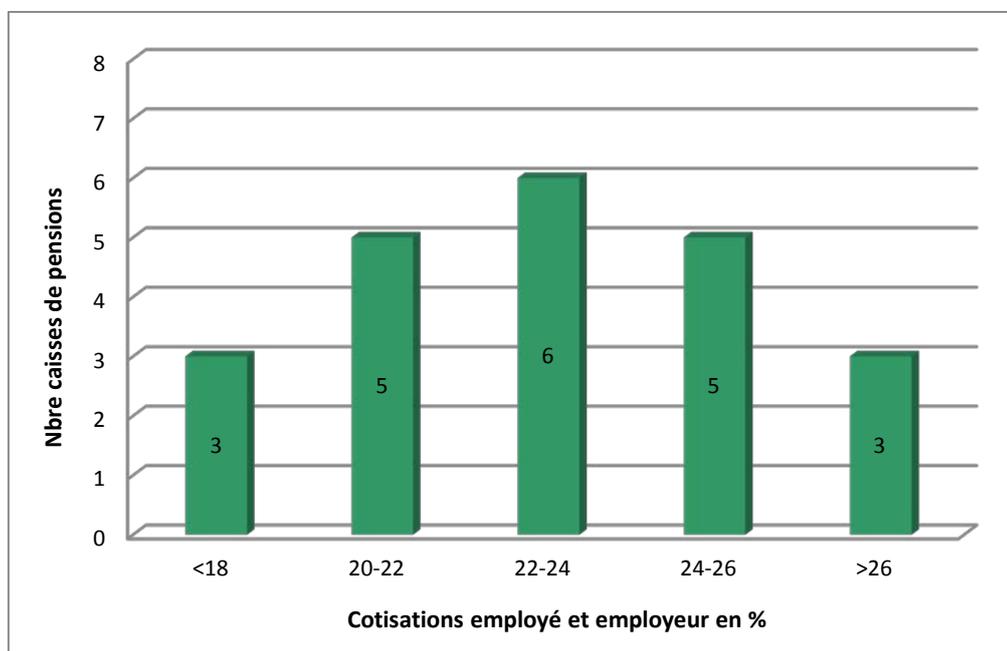
| | | | |
|-----------|----------------------------|--------|------|
| Moyenne : | 1.65 | CPEV : | 1.60 |
| Minimum : | 1.30 (ville de Delémont) | CIP : | 1.67 |
| Maximum : | 2.14 (Police et prison GE) | CPCL : | 1.50 |

Hormis la ville de Delémont (FRED) avec une valeur à 1.30, ainsi que la ville de Monthey (CPM) et la Fonction publique neuchâteloise (PREV.ne) avec 1.35, le taux de rente par année d'assurance se situe essentiellement entre 1.5 et 2.0.

Le taux de rente maximal s'élève, quant à lui, principalement entre 60 et 75%, sauf pour les caisses précitées (FRED avec 52%, CPM avec 50% et PREV.ne avec 56.75%).

3.4. Financement

3.4.1 Cotisations totales



Cotisations totales 2012 (en %)

| | | | |
|-----------|-------|--------|---------------|
| Moyenne : | 22.60 | CPEV : | 24.00 |
| Minimum : | 16.00 | CIP : | 24.00 |
| Maximum : | 34.00 | CPCL : | 26.00 - 34.00 |

Plus de 70% des caisses ont un taux de cotisation total (employé/employeur) se situant entre 20 et 26%. Le FRED, PREVIS et le FEOC sont cependant inférieurs. La CP, la CIA et la CPCL ont pour leur part un taux supérieur ou égal à 26%. La CPCL a un taux de cotisation total de 34% pour les policiers, les pompiers et les ambulanciers.

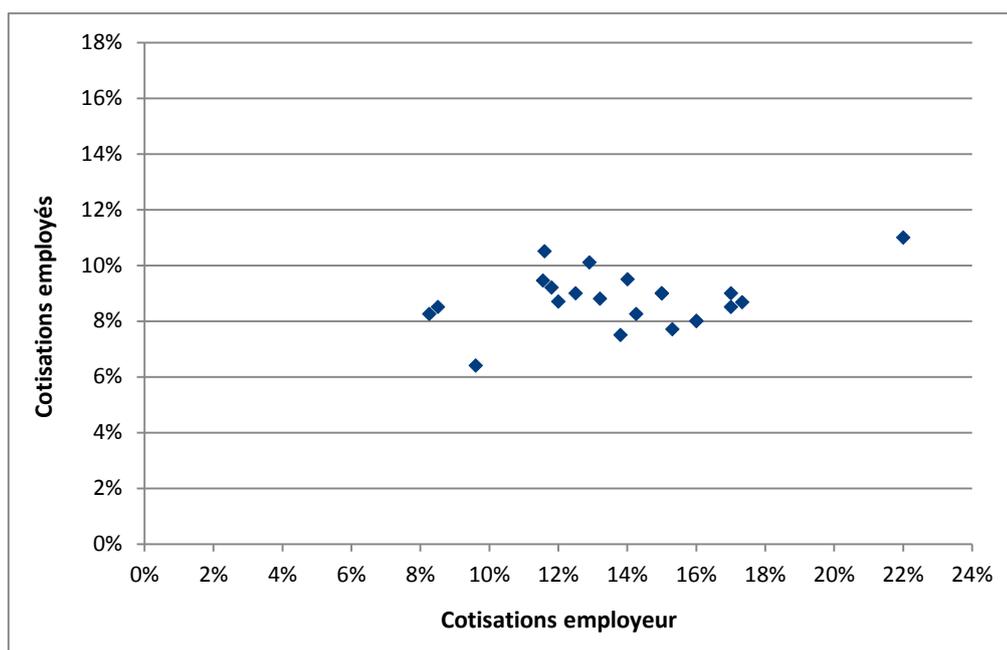
Quatre caisses ont augmenté leurs taux de cotisation en 2012 selon les détails suivants :

| | Cotisations 2011 | | | Cotisations 2012 | | |
|----------------|--------------------|-----------|---------------|--------------------|-----------|---------------|
| | Employé | Employeur | Total | Employé | Employeur | Total |
| CEH | 7.67% | 15.33% | 23.00% | 8.00% | 16.00% | 24.00% |
| CIA | 8.33% | 16.67% | 25.00% | 8.67% | 17.33% | 26.00% |
| CPPEF | 8.00% | 11.50% | 19.50% | 9.00% | 12.50% | 21.50% |
| PREV.ne | 8.50% ¹ | 11.00% | 19.50% | 8.70% ² | 12.00% | 20.70% |

1 : tranche d'âge 25-65 ans / 2 : tranche d'âge 30-65 ans

Ces taux de cotisation ne tiennent pas compte d'éventuelles cotisations d'assainissement.

3.4.2 Cotisations employés / employeurs



Cotisations employé 2012 (en %)

| | | | |
|-----------|-------|--------|--------------|
| Moyenne : | 8.77 | CPEV : | 9.00 |
| Minimum : | 6.40 | CIP : | 9.00 |
| Maximum : | 11.50 | CPCL : | 9.00 - 11.50 |

Cotisations employeur 2012 (en %)

| | | | |
|-----------|-------|--------|---------------|
| Moyenne : | 13.84 | CPEV : | 15.00 |
| Minimum : | 8.25 | CIP : | 15.00 |
| Maximum : | 22.50 | CPCL : | 17.00 - 22.50 |

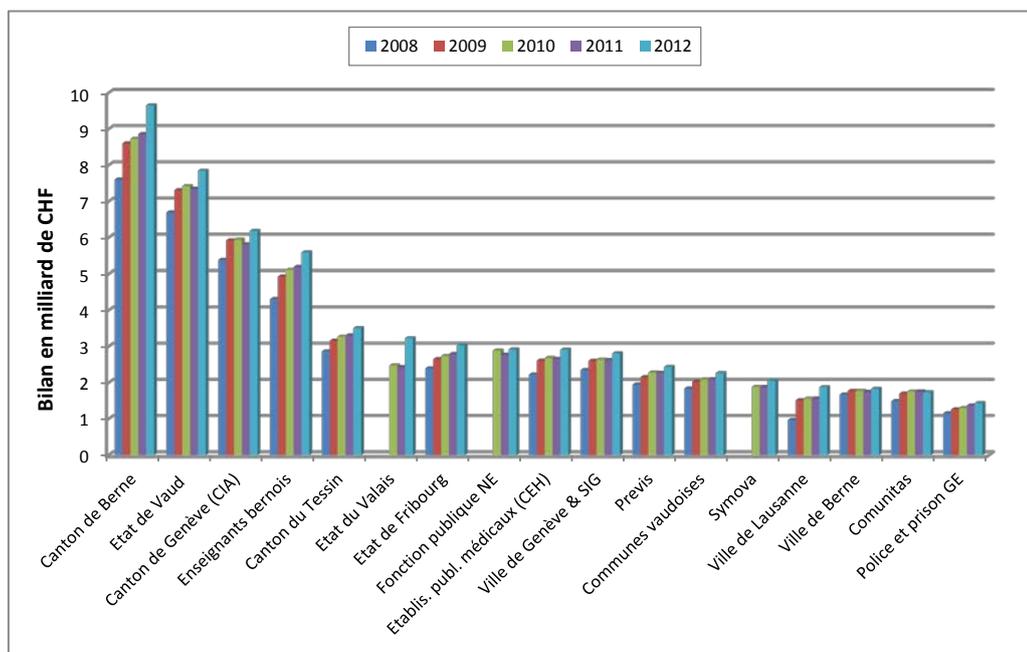
Les cotisations payées par les employés sont fixées, pour la majorité des caisses analysées, entre 8 et 10% du traitement assuré. Les parts financées par les employeurs diffèrent, quant à elles, considérablement. En effet, celles-ci varient entre 8.25 et 22.5% du traitement assuré.

Les taux de la CPCL pour les policiers, les pompiers et les ambulanciers se montent à 11.5% pour les employés et à 22.5% pour l'employeur.

3.5. Eléments financiers

3.5.1 Total du bilan

Le graphique ci-dessous contient uniquement le total des bilans de plus d'un 1 milliard de francs. Pour une raison de visibilité, la caisse de pensions PUBLICA, qui a le bilan le plus élevé avec CHF 35 milliards à fin 2012, n'est pas représentée sur le graphique.

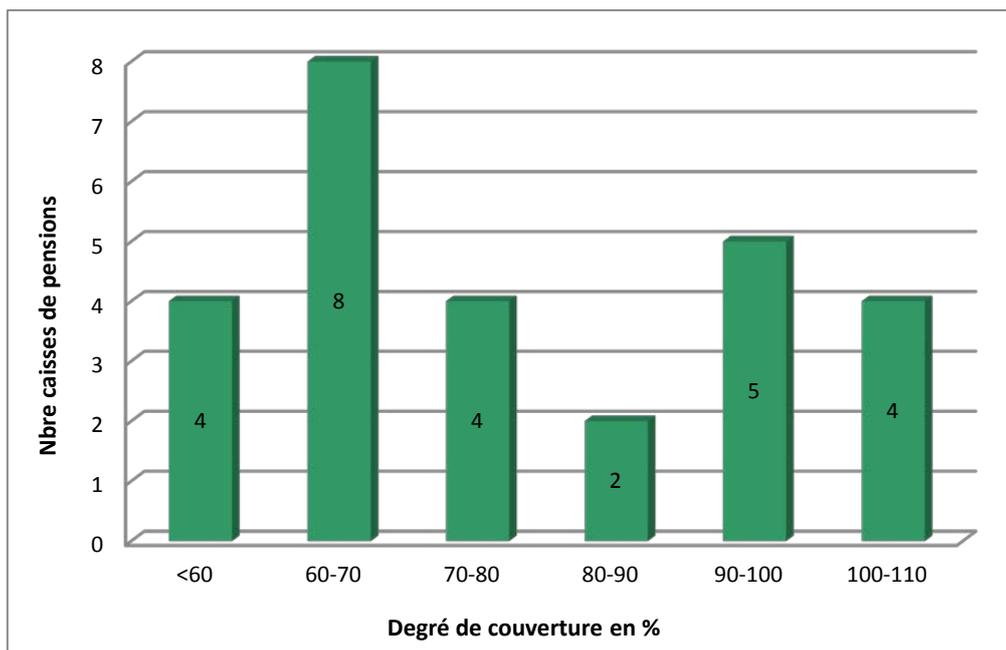


Total du bilan 2012 (en mios CHF)

| | | | |
|-----------|-----------------------|--------|-------|
| Total : | 99'299 | CPEV : | 7'846 |
| Moyenne : | 3'678 | CIP : | 2'267 |
| Minimum : | 43 (ville de Monthey) | CPCL : | 1'874 |
| Maximum : | 35'069 (PUBLICA) | | |

La fortune cumulée des caisses est en hausse de 7.6% à fin 2012 par rapport à l'année précédente. Cette hausse significative reflète les performances positives des caisses en 2012. A noter que la plus forte progression concerne CPVAL (Etat du Valais), dont le total du bilan à fin 2012 est en hausse de 32% à CHF 3.2 milliards (CHF 2.4 milliards à fin 2011). La recapitalisation d'un montant de CHF 450 millions au 1^{er} janvier 2012 explique en partie cette augmentation marquée.

3.5.2 Degré de couverture



Degré de couverture 2012

| | | | |
|-----------|---------------------------|--------|--------|
| Moyenne : | 77.03% | CPEV : | 64.39% |
| Minimum : | 49.10% (canton de Genève) | CIP : | 69.95% |
| Maximum : | 105.20% (PUBLICA) | CPCL : | 62.20% |

Grâce à une excellente année en termes de performance, les degrés de couverture d'une majorité des caisses analysées sont en hausse à la fin 2012, en moyenne, de 1.78 point de pourcentage. Malgré les très bons rendements réalisés par l'ensemble des institutions, la hausse moyenne reste relativement faible et l'amplitude des variations des degrés de couverture est très importante. Elle s'étend en effet de -7.31 points de pourcentage pour CPB (canton de Berne), recul lié à l'abaissement du taux d'intérêt technique, à +13.70 points de pourcentage pour CPVAL (Etat du Valais), qui a notamment bénéficié d'une importante recapitalisation en 2012.

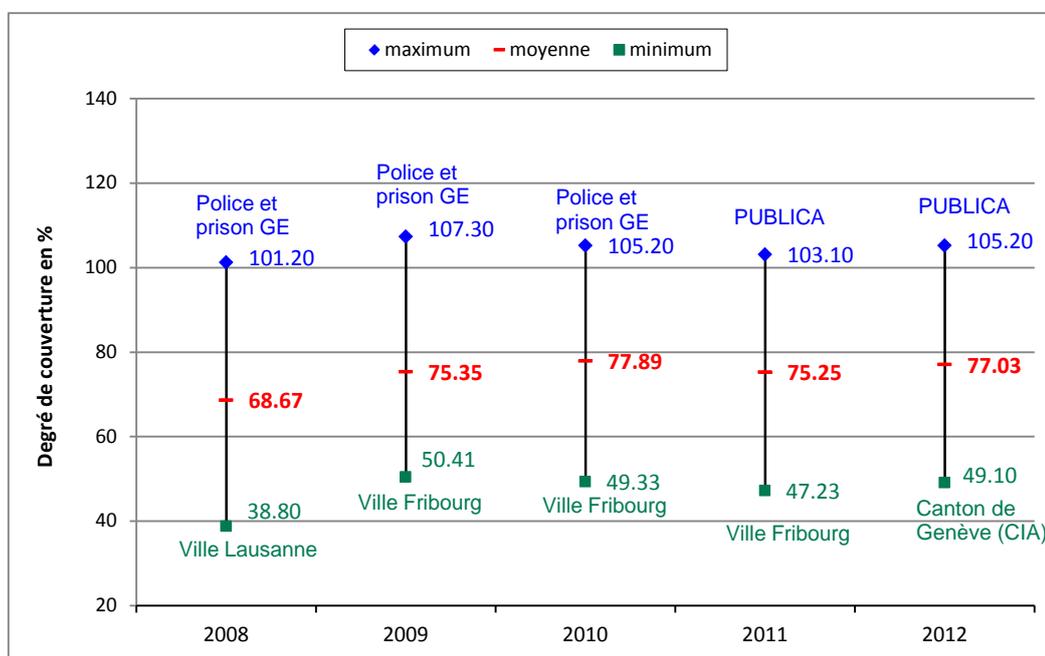
Plusieurs institutions de prévoyance ont vu leur degré de couverture baisser ou stagner au terme de l'exercice 2012, ceci principalement en raison de la constitution de provisions en relation avec le changement de bases techniques.

Evolution du degré de couverture des caisses observées

| Degré de couverture | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|---------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| > 100 % | 1 | 1 | 1 | 1 | 4 |
| 90% - 99% | 1 | 3 | 4 | 3 | 5 |
| 80% - 89% | 4 | 5 | 3 | 5 | 2 |
| 70% - 79% | 4 | 4 | 5 | 3 | 4 |
| 60% - 69% | 6 | 8 | 6 | 7 | 8 |
| 50% - 59% | 7 | 4 | 3 | 5 | 3 |
| < 50% | 2 | 0 | 1 | 1 | 1 |
| Total | 25 | 25 | 23 | 25 | 27 |

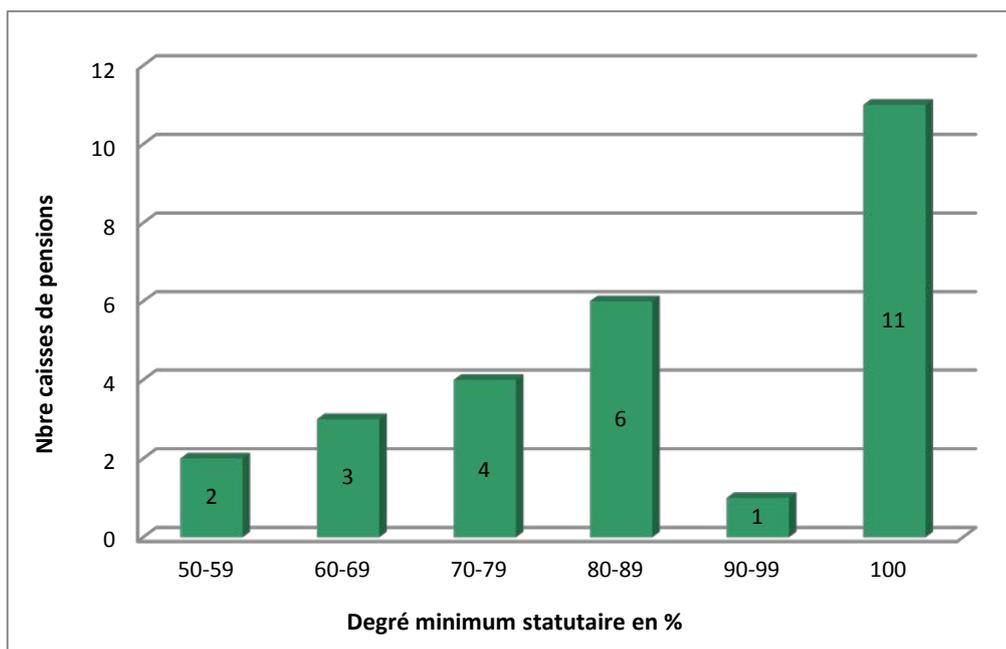
En 2012, 4 institutions sur les 27 analysées possèdent un degré de couverture supérieur à 100%, la caisse Police et prison GE (CP), celle des Hôpitaux publ. tessinois (FEOC), Symova et PUBLICA.

La majorité des caisses de pensions analysées (soit 16 caisses sur 27) ont un degré de couverture inférieur à 80%. Pour rappel, la législation fédérale concernant le financement des institutions de prévoyance de corporation de droit public impose aux caisses publiques, et ceci à compter du 1^{er} janvier 2012, d'atteindre un degré de couverture global de 80% d'ici 40 ans. En outre, cet objectif de couverture doit être progressivement atteint avec un premier palier à 60% en 2020 et un second palier à 75% en 2030.



Entre 2008 et 2012, l'écart du degré de couverture entre les caisses observées a sensiblement diminué.

3.5.3 Degré de couverture minimum statutaire



Degré de couverture minimum statutaire 2012

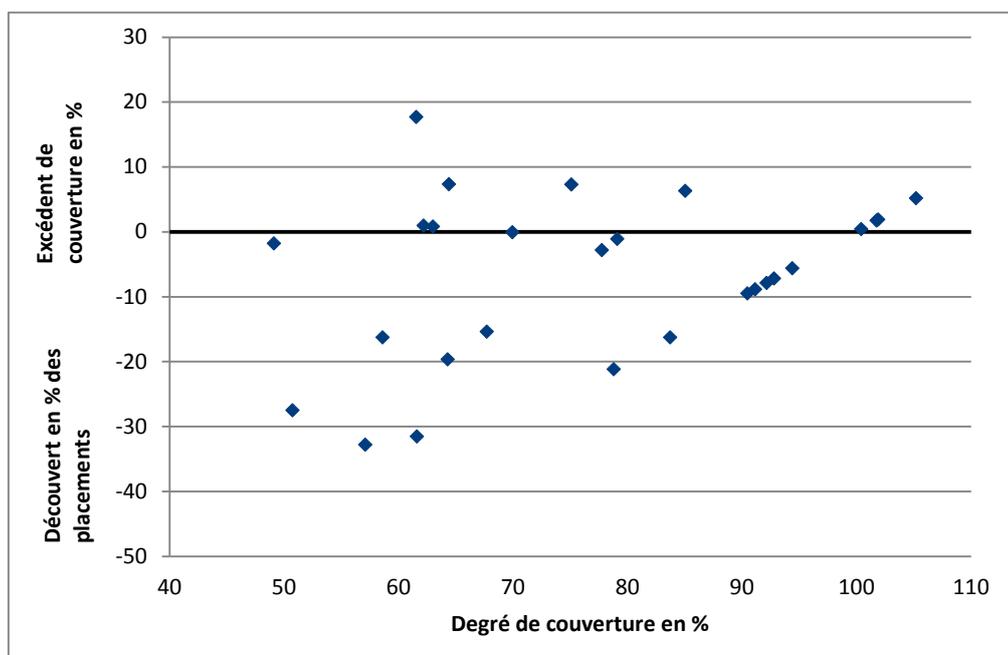
| | | | |
|-----------|------------------------|--------|------------------|
| Moyenne : | 83% | CPEV : | 60% ² |
| Minimum : | 50% (canton de Genève) | CIP : | 70% |
| Maximum : | 100% (11 caisses) | CPCL : | 61.6% |

Le degré de couverture minimum a été fixé à 100% pour six caisses de pensions publiques, dont les trois caisses bernoises, la caisse des fonctionnaires de police et de la prison de Genève, celle de la ville de Delémont et PUBLICA. Les cinq caisses de pensions de droit privé sont, quant à elles, contraintes légalement d'appliquer la capitalisation complète et donc d'avoir un degré minimum de 100%.

² Suite à l'adaptation de la Loi sur la Caisse de pensions de l'Etat de Vaud (LCP), le degré de couverture minimum a été ramené à 60% dès le 01.01.2012.

3.5.4 Rapport entre le degré de couverture et le degré de couverture minimum statutaire

En 2012, dix caisses de pensions sont au-dessus de leur objectif de couverture et dix-sept sont en dessous. Parmi les onze caisses qui ont fixé un degré de couverture minimum à 100%, quatre d'entre elles ont atteint leur objectif à fin 2012, contre une seule en 2011.



L'annexe 4.6 B démontre la difficulté pour la majorité des caisses de pensions publiques romandes à atteindre leur degré de couverture statutaire en 2012.

3.5.5 Frais d'administration par assuré, actifs et pensionnés

Bien que les montants des frais administratifs proviennent tous des rapports annuels, il est nécessaire de considérer les éléments de ce chapitre avec la plus grande prudence. Les frais figurant dans les comptes d'exploitation des caisses de pensions ne sont pas toujours exhaustifs et dépendent largement du mode de gestion de l'institution. En effet, cette gestion peut être déléguée à un organisme externe ou être prise en charge par les services administratifs du canton ou de la commune concernée. Cependant, l'évolution dans le temps nous apporte des informations intéressantes sur la tendance.

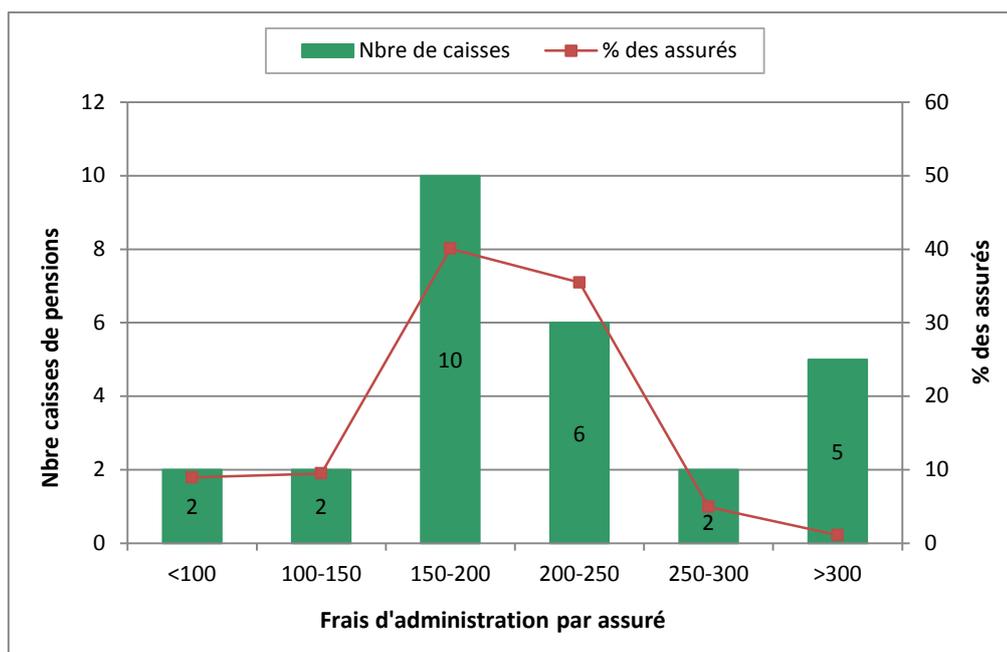
Selon le modèle de gestion, les frais suivants peuvent être pris en charge par la collectivité publique :

- Frais du personnel direct (ex. : collaborateurs administratifs)
- Frais du personnel indirect (ex. : ressources de support)
- Frais de production et de développement informatique, frais de loyer

Concernant l'indication des frais d'administration et conformément aux nouvelles directives de l'OPP2, les frais d'administration générale suivants sont désormais indiqués séparément dans le compte d'exploitation :

- Honoraires de l'organe de révision et de l'expert en matière de prévoyance professionnelle
- Emoluments de l'autorité de surveillance

Les résultats présentés ci-dessous pour 2012 montrent, comme chaque année, des importantes différences de frais entre les caisses de pensions observées.



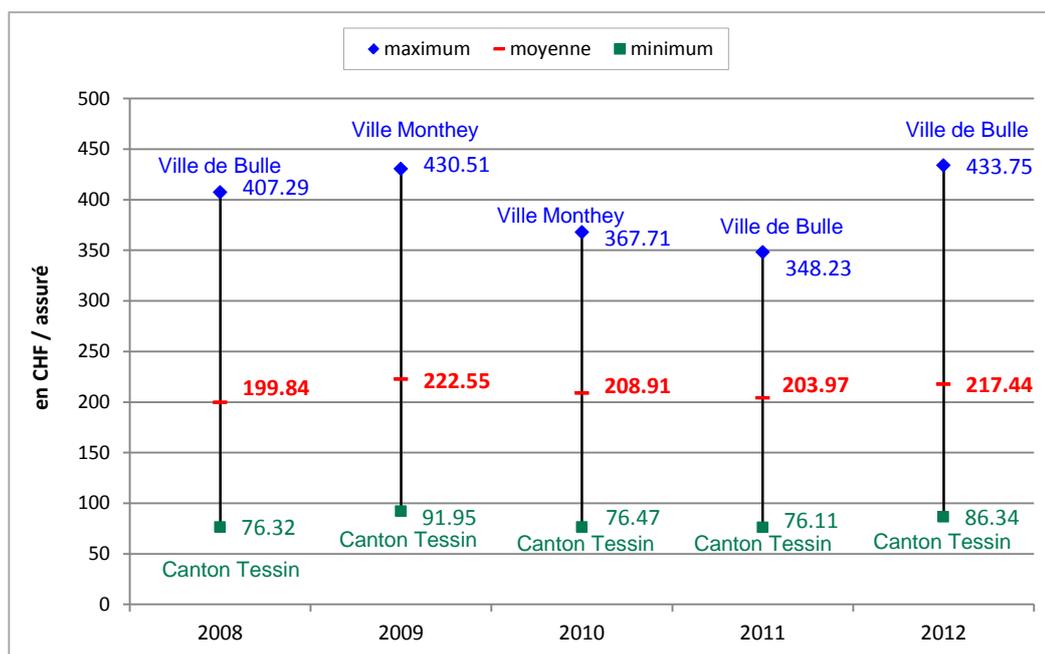
Frais d'administration par assuré 2012 (en CHF)

| | | | |
|-----------|-------------------------|--------|-------|
| Moyenne : | 217.- | CPEV : | 197.- |
| Minimum : | 86.- (canton du Tessin) | CIP : | 242.- |
| Maximum : | 434.- (ville de Bulle) | CPCL : | 199.- |

Les frais moyens par assuré ont augmenté en moyenne de 6.6% par rapport à l'année dernière, passant de CHF 204.- à CHF 217.- par assuré. Cette hausse peut notamment s'expliquer par l'accroissement des coûts liés aux expertises techniques et autres études d'assainissement en cours au sein de la majorité des caisses.

Selon une étude réalisée et publiée fin 2011 par l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) et le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO), les coûts administratifs de l'exécution du 2^e pilier (p. ex. : travaux de comptabilité, gestion des comptes individuels ou encore information et renseignements aux assurés actifs et aux rentiers) s'élèvent à environ CHF 1.8 milliard (année 2009), soit un montant moyen annuel de 391 francs par personnes assurées. Rapporté aux résultats de cette étude, les CHF 217.- de frais par assuré de notre échantillon observé sont très largement au-dessous.

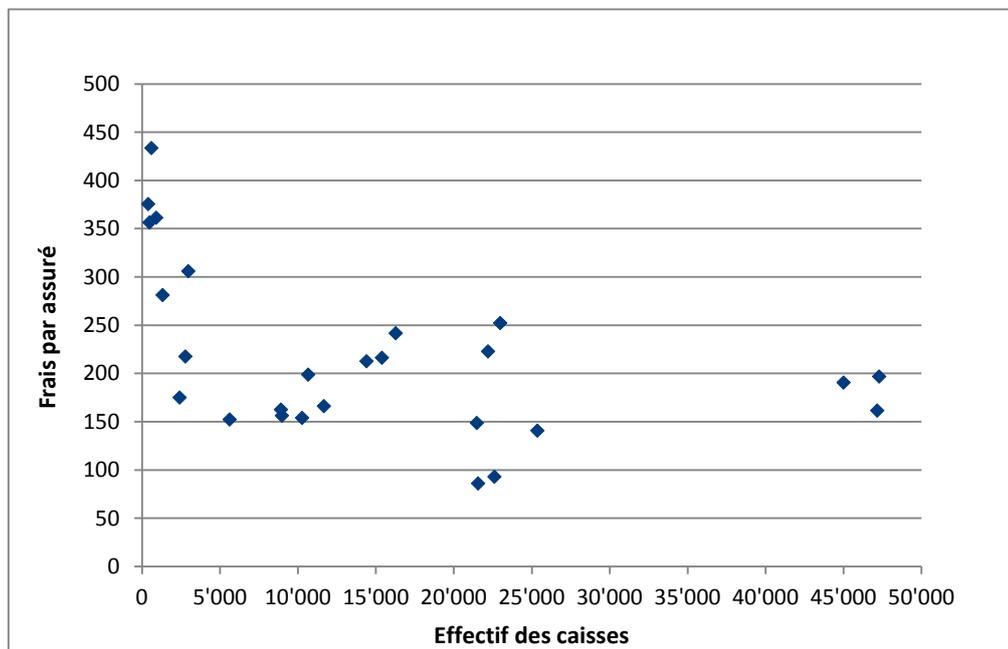
Evolution des frais administratifs par assuré



Au niveau suisse, l'OFS indique, pour 2011, des frais moyens de CHF 166.- par assuré. Là également, ce chiffre est à prendre avec les réserves qui s'imposent, puisqu'il tient compte d'un nombre important de caisses de pensions privées propres à une entreprise. Ces caisses de pensions sous-estiment régulièrement leurs frais administratifs, certaines allant même jusqu'à afficher des frais nuls, l'employeur les prenant intégralement à sa charge.

3.5.6 Frais d'administration par assuré suivant l'effectif de la caisse

Pour une raison de visibilité, la caisse de pensions PUBLICA, qui a un effectif total de 104'029 assurés et des frais par assuré de CHF 206.-, n'est pas représentée sur le graphique.



Le graphique ci-dessus illustre la difficulté de comparer les frais d'administration des différentes caisses de pensions. En théorie, des économies d'échelle devraient se dégager dans la gestion administrative et permettre de baisser les coûts par assuré pour des caisses de taille importante. Or, en réalité, certaines caisses de pensions affichent des coûts très bas car une partie conséquente de leur gestion administrative est assurée par le canton ou la commune concernée.

En dehors de PUBLICA, les trois plus grandes caisses publiques, la Caisse du canton de Berne (CPB), la Caisse de l'Etat de Vaud (CPEV) et la Caisse cantonale de Genève (CIA) présentent des frais par assuré relativement proches, soit respectivement CHF 162.- pour la CPB, CHF 197 pour la CPEV et CHF 191.- pour la CIA. Ces trois caisses fonctionnent sur des modes de gestion proches, à savoir une gestion déléguée à un organisme externe pour la CPEV et une gestion interne effectuée par une structure indépendante de l'Etat pour la CPB et la CIA.

3.5.7 Frais de gestion de la fortune

En avril 2013, la Commission de haute surveillance de la prévoyance professionnelle (CHS PP) a publié les directives relatives à l'indication des frais de gestion de la fortune. Ces directives s'inscrivent dans le prolongement de la réforme structurelle de la prévoyance professionnelle et l'exigence d'une plus grande transparence en matière de frais de gestion de la fortune. Elles définissent en détail les modalités suivant lesquelles les caisses de pensions devront désormais présenter ces frais dans les comptes annuels. Ces directives sont entrées en vigueur au 1er janvier 2013 et s'appliqueront pour la première fois à la clôture des comptes annuels au 31 décembre 2013.

Dans les comptes annuels 2012, seules 14 institutions sur les 27 analysées ont publié des informations concernant les frais TER venant des placements collectifs. Parmi ces 14 institutions, une seule remplit les exigences des directives de la Commission de haute surveillance de la prévoyance professionnelle (CHS PP). Dès lors, une comparaison du niveau des frais de placements, mais principalement des frais TER pour les placements collectifs, ne pourra être réalisée qu'au terme de l'exercice en cours. De plus, ces frais devront également être analysés en perspective de la performance nette des placements.

3.5.8 Performance

Sur ce point également, la prudence est de mise à propos des performances publiées par les différentes caisses de pensions observées. En effet, des différences importantes peuvent apparaître à cause des principaux éléments suivants :

- **Méthodes de calcul**

Les méthodes de calcul utilisées pour déterminer les performances sont très différentes d'une caisse à l'autre. Il serait hautement souhaitable que les caisses de pensions publiques fassent calculer leurs performances annuelles sur la base des comptes audités, comme c'est le cas pour la CPEV et la CIP depuis 1998.

Des performances brutes calculées selon la méthode TWR (Time-weighted return) auraient permis une analyse plus fine et une comparaison plus fiable entre les caisses ainsi, qu'avec leur indice de référence. Malheureusement, cette information n'étant pas disponible pour toutes les caisses, les performances nettes ont été retenues. Plus globalement, une analyse performance / risque serait nettement plus riche d'enseignements.

- **Valorisation de l'immobilier**

Les différents principes appliqués pour la valorisation de l'immobilier peuvent donner des résultats et des performances passablement disparates pour cette classe d'actif.

Le tableau ci-dessous affiche les méthodes de calcul utilisées :

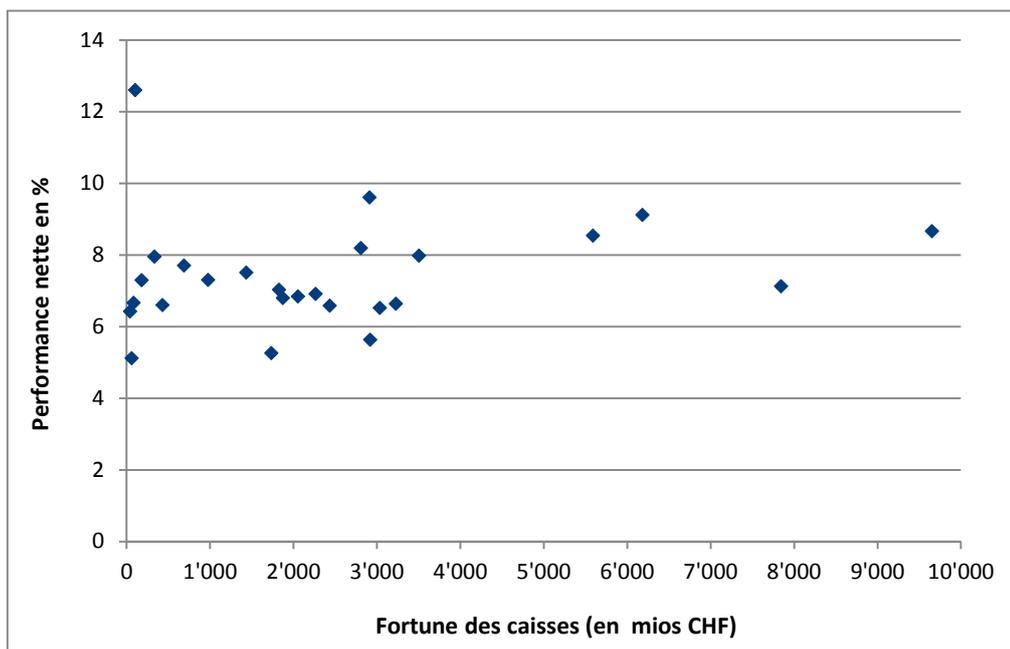
| Méthode | Nombre de caisses |
|-----------------------------------|--------------------------|
| Valeur de rendement | 15 |
| Discounted Cash-flow | 6 |
| Valeur de rendement & intrinsèque | 3 |
| Valeur d'expert | 2 |
| Autres | 1 |

Les caisses de pensions étudiées utilisent majoritairement la méthode de la valeur de rendement, car cette dernière est réaliste, facilement compréhensible et plus économique à appliquer. Celle du Discounted Cash-flow (cash-flows actualisés ou DCF) provient du milieu bancaire. Elle est plus compliquée et implique une projection des revenus futurs à long terme (10 ans). Elle est liée à la performance. Seule la ville de Lausanne (CPCL), les Enseignants bernois (CACEB), la ville de Berne (PVK), la ville de Genève et SIG (CAP), Comunitas ainsi que le canton du Tessin (CPDS) favorisent cette méthode. Les autres méthodes de valorisation de l'immobilier sont hétérogènes. Elles peuvent être un mix de la valeur de rendement, couplées à la valeur intrinsèque, ou représenter tout simplement la valeur vénale.

- **Changement des méthodes d'évaluation**

Les méthodes d'évaluation peuvent être modifiées d'un exercice à l'autre et influencer la valorisation des postes concernés.

Performance nette 2012



Pour une raison de visibilité, la caisse de pensions PUBLICA, qui a une fortune de 35 milliards de francs et réalisé une performance nette de 7.94% en 2012, n'est pas représentée sur le graphique.

Performance nette 2012

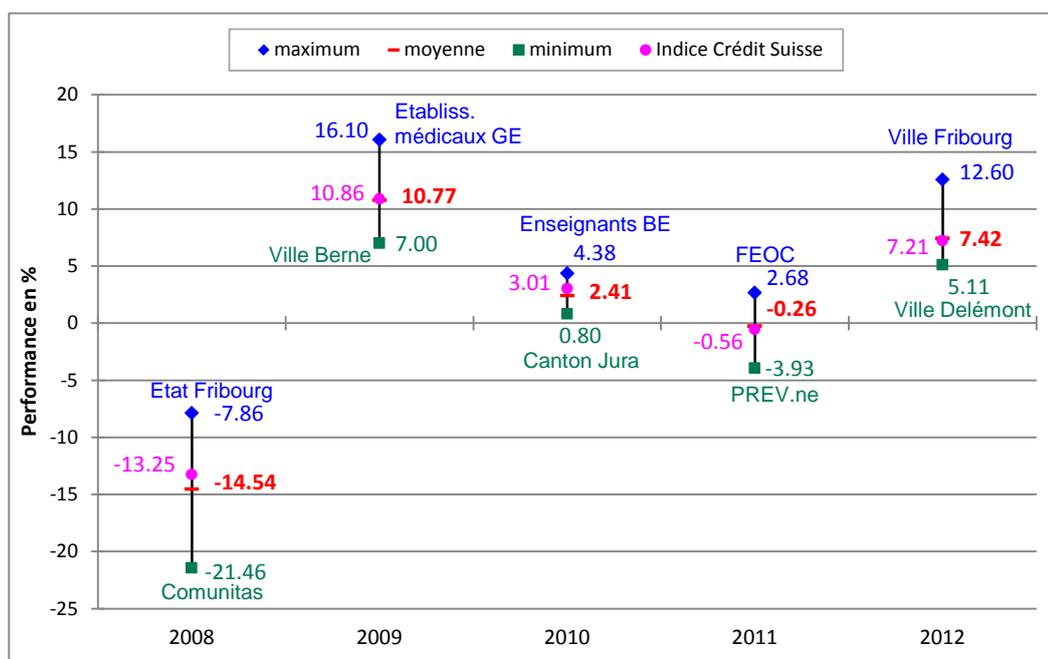
| | | | |
|-----------|----------------------------|--------|-------|
| Moyenne : | 7.42% | CPEV : | 7.12% |
| Minimum : | 5.11% (ville de Delémont) | CIP : | 6.91% |
| Maximum : | 12.60% (ville de Fribourg) | CPCL : | 6.79% |

Avec une performance moyenne de 7.42%, l'année boursière 2012 s'est avérée excellente pour l'ensemble des institutions de prévoyance analysées. La Caisse de pensions de la Ville de Fribourg (CPVF) réalise la meilleure performance (12.60%) de notre univers de référence. Ce résultat largement supérieur à la moyenne s'explique notamment par la performance des immeubles (20.46%) dont le calcul du taux de rendement attendu a été modifié en 2012.

La 13^e enquête de Swisscanto auprès des caisses de pensions publiques et privées mentionne une performance moyenne de 7.17% pour l'exercice 2012. Les chiffres se situent dans une fourchette de 0.70% à 17.90%.

L'évolution de la performance nette

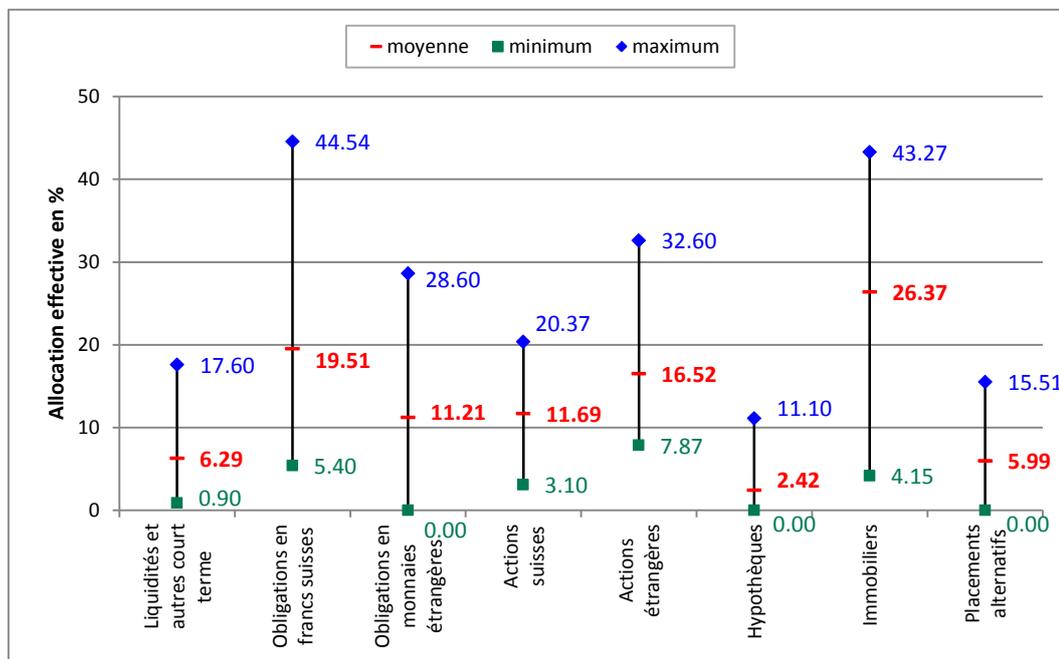
La lecture du graphique ci-dessous nous montre que les institutions de prévoyance doivent faire face à l'affaiblissement de leur « troisième cotisant », soit les marchés et leurs performances. En effet, malgré les bons résultats des années 2009 et 2012, le rendement moyen des caisses observées durant ces 5 dernières années a été faible (+0.76%).



Les performances 2012 de toutes les caisses publiques observées (+7.42%) sont légèrement supérieures à l'indice Crédit Suisse des caisses de pensions (+7.21%).

3.5.9 Répartition des placements

Le graphique ci-dessous présente, pour l'année 2012, l'allocation réelle moyenne par classe d'actifs en rouge, ainsi que les allocations minimales et maximales.



| | Liquidités, créances à CT et cpte régularisation actif | Obligations et autres créances en francs suisses | Obligations en monnaies étrangères | Actions suisses | Actions étrangères | Hypothèques | Immobiliers | Placements alternatifs |
|-------------|--|--|------------------------------------|-----------------|--------------------|-------------|-------------|------------------------|
| CPEV | 1.9% | 7.0% | 10.8% | 12.8% | 18.1% | 9.7% | 25.5% | 14.3% |
| CIP | 3.2% | 9.8% | 8.3% | 12.7% | 15.6% | 9.8% | 25.2% | 15.5% |
| CPCL | 7.0% | 21.4% | 5.7% | 9.1% | 7.9% | 0.1% | 43.3% | 5.6% |

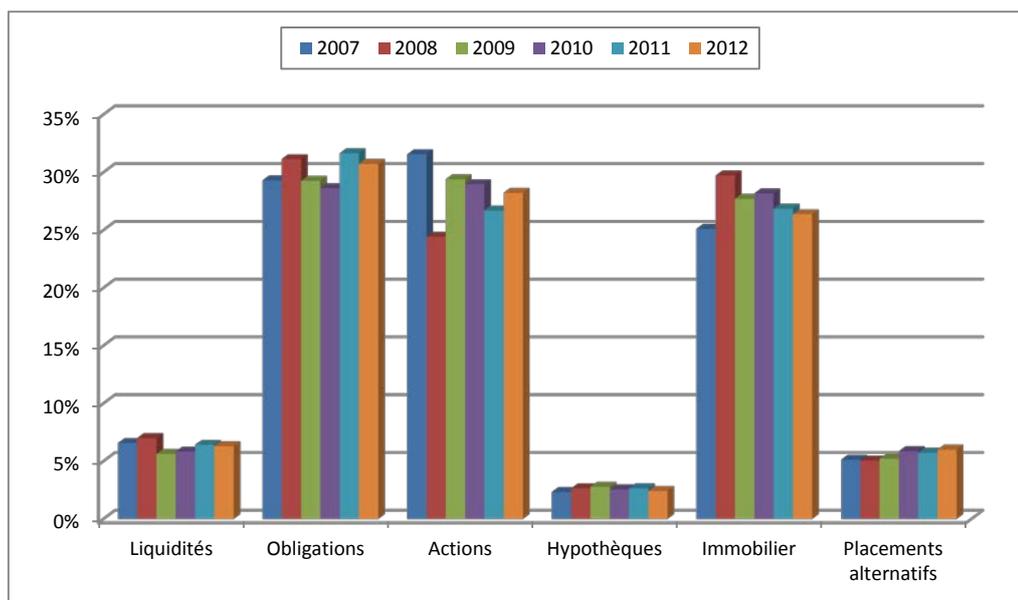
En cumulant les obligations en CHF avec celles en monnaies étrangères (ME) et en faisant de même avec les actions, la moyenne des obligations baisse de 2.96% et celle des actions augmente de 5.67% en 2012.

| | Obligations CHF et ME | | | Actions CHF et ME | | |
|---------|-----------------------|--------|----------|-------------------|--------|----------|
| | 2012 | 2011 | 12 vs 11 | 2012 | 2011 | 12 vs 11 |
| Moyenne | 30.72% | 31.66% | -2.96% | 28.21% | 26.70% | 5.67% |
| Minimum | 11.50% | 12.00% | -4.17% | 16.97% | 16.17% | 4.95% |
| Maximum | 58.90% | 59.50% | -1.01% | 38.55% | 38.79% | -0.62% |

Ce regroupement effectué pour la CPEV, la CIP et la CPCL donne les chiffres suivants :

| | Obligations | Actions |
|------|-------------|---------|
| CPEV | 17.79% | 30.91% |
| CIP | 18.10% | 28.26% |
| CPCL | 27.07% | 16.97% |

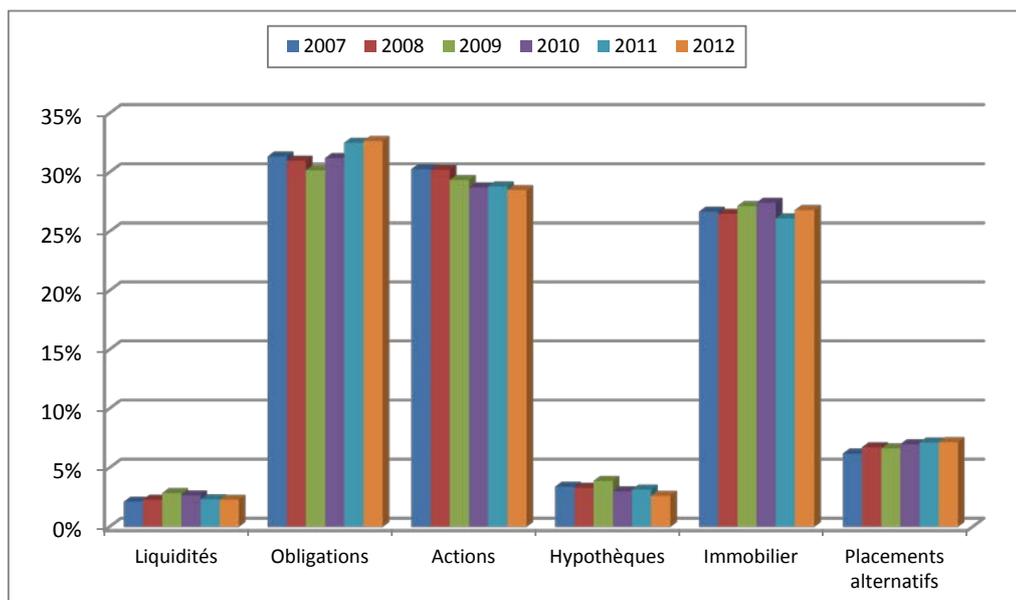
Evolution des allocations d'actifs réelles (valeurs moyennes)



L'allocation des actifs à la fin de l'exercice 2012 n'a que légèrement évolué par rapport à l'année précédente. Les changements concernent principalement la moyenne des actions qui passe de 26.7% à 28.2% en 2012, alors que celle des obligations baisse à 30.7% (31.7% en 2011).

| Allocations moyennes | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Liquidités | 6.6% | 7.0% | 5.6% | 5.8% | 6.4% | 6.3% |
| Obligations | 29.3% | 31.1% | 29.3% | 28.6% | 31.7% | 30.7% |
| Actions | 31.6% | 24.4% | 29.4% | 29.0% | 26.7% | 28.2% |
| Hypothèques | 2.3% | 2.6% | 2.8% | 2.6% | 2.7% | 2.4% |
| Immobilier | 25.1% | 29.7% | 27.7% | 28.2% | 26.9% | 26.4% |
| Placements alternatifs | 5.1% | 5.1% | 5.2% | 5.9% | 5.7% | 6.0% |
| Total | 100.0% | 100.0% | 100.0% | 100.0% | 100.0% | 100.0% |

Evolution des allocations stratégiques (valeurs moyennes)



Le graphique ci-dessus montre une certaine stabilité dans les allocations stratégiques, malgré les fortes turbulences des marchés financiers ces dernières années. La règle des trois tiers (1/3 obligations, 1/3 actions, 1/3 immobilier y compris les hypothèques) demeure d'actualité. Concernant les placements alternatifs, la tendance à la croissance progressive observée ces dernières années s'est stoppée en 2012.

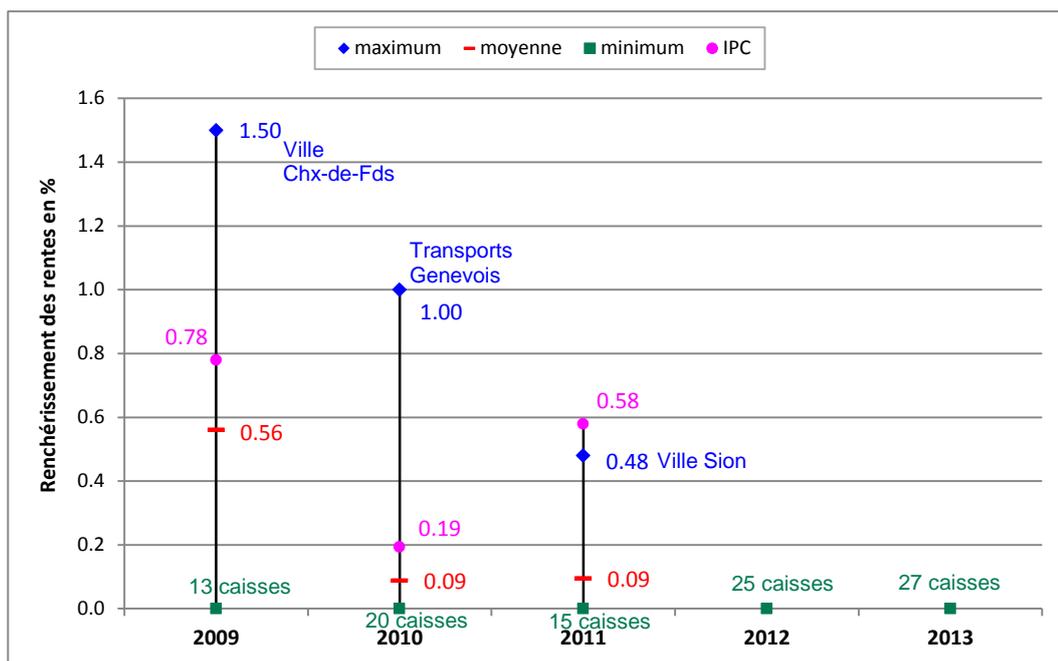
L'annexe 4.9 « Allocations stratégiques » indique que 10 caisses de pensions analysées, soit près de 40% de l'échantillon, ont modifié leur allocation stratégique de 2011 à 2012.

Le tableau ci-dessous révèle combien d'institutions de prévoyance de notre analyse ont augmenté ou diminué leur part pour chacune des catégories d'actifs :

| Catégorie | Augmenté | Diminué |
|------------------------------------|-----------------|----------------|
| Liquidités | 3 | 4 |
| Obligations en francs suisses | 4 | 5 |
| Obligations en monnaies étrangères | 4 | 6 |
| Actions suisses | 3 | 5 |
| Actions en monnaies étrangères | 3 | 5 |
| Hypothèques | 0 | 4 |
| Immobiliers | 6 | 3 |
| Placements alternatifs | 2 | 2 |

On constate que des adaptations ont touché toutes les catégories d'actifs. En 2012, 60% des caisses qui ont modifié leur allocation stratégique ont augmenté la part de l'immobilier, alors que dans le même temps 60% de ces caisses abaissaient la part des obligations en monnaies étrangères.

3.5.10 Indexation des rentes



Indexation des rentes pour l'année 2013

Pour la deuxième année consécutive, aucune caisse analysée n'a indexé les rentes de ses pensionnés pour l'année en cours, soit au 1^{er} janvier 2013.

Cette situation s'explique notamment par la mauvaise santé financière de nombreuses caisses. Cela les oblige à supprimer le renchérissement des rentes (cf. annexes 4.2 A et B). De plus, l'indice des prix à la consommation (IPC) a reculé de 0.40% sur l'ensemble de l'année 2012.

Généralités en 2012

| | | | Primauté | Système financier | Garantie publique | Bases actuarielles | Taux technique | Réassurance | Organe de contrôle | Expert en prévoyance professionnelle |
|-----------|----|--------------------------|---------------------------|--------------------------|-----------------------------------|----------------------|----------------|-----------------|------------------------------------|--------------------------------------|
| CACEB | BE | Enseignants bernois | Prestations | capitalisation complète | Oui (temporairement) ¹ | LPP2010 ² | 3.50% | Non | BDO SA | Aon Hewitt Associates SA |
| CAP | GE | Ville de Genève & SIG | Prestations | capitalisation partielle | Oui | VZ2000 | 4.00% | Non | PricewaterhouseCoopers SA | Aon Hewitt Associates SA |
| CEH | GE | Etablis. publ. médicaux | Prestations | capitalisation partielle | Oui | VZ2010 | 3.50% | Non | PricewaterhouseCoopers SA | Pittet Associés SA |
| CIA | GE | Canton de Genève | Prestations | capitalisation partielle | Oui | VZ2010 | 3.50% | Non | PricewaterhouseCoopers SA | Pittet Associés SA |
| CIP | VD | Communes vaudoises | Prestations | capitalisation partielle | Oui | EVK2000 | 3.50% | Non | BDO SA | Pittet Associés SA |
| CP | GE | Police et prison GE | Prestations | capitalisation complète | Oui | VZ2010 | 3.75% | Non | BDO SA | M. Raymond Dessingy |
| CPB | BE | Canton de Berne | Prestations | capitalisation complète | Oui | LPP2010 | 2.50% | Non | PricewaterhouseCoopers SA | ABCON SA |
| CPCL | VD | Ville de Lausanne | Prestations | capitalisation partielle | Oui | LPP2010 | 3.50% | Non | KPMG SA | Pittet Associés SA |
| CPDS | TI | Canton du Tessin | Prestations | capitalisation partielle | Oui | EVK2000 | 4.00% | Non | BDO SA | Aon Hewitt Associates SA |
| CPEV | VD | Etat de Vaud | Prestations | capitalisation partielle | Oui | EVK2000 | 4.00% | Non | BDO SA | Aon Hewitt Associates SA |
| CPJU | JU | Canton de Jura | Prestations | capitalisation partielle | Oui | VZ2005 | 4.00% | Non | PricewaterhouseCoopers SA | Aon Hewitt Associates SA |
| CPM | VS | Ville de Monthey | Prestations | capitalisation partielle | Oui | EVK2000 ³ | 4.50% | Oui (Stop-Loss) | Fiduciaire Fidag SA | Pittet Associés SA |
| CPPEF | FR | Etat de Fribourg | Prestations | capitalisation partielle | Oui | VZ2005 | 4.25% | Non | Multifiduciaire Fribourg SA | Pittet Associés SA |
| CPVAL | VS | Etat du Valais | Cotisations | capitalisation partielle | Oui | VZ2005 | 3.50% | Non | Inspection cantonale des finances | Swisscanto Prévoyance SA |
| CPVB | FR | Ville de Bulle | Prestations | capitalisation partielle | Oui | VZ2000 | 4.00% | Oui (Stop-Loss) | Multifiduciaire Fribourg SA | Vonlanthen Consulting SA |
| CPVF | FR | Ville de Fribourg | Prestations | capitalisation partielle | Oui | VZ2005 | 4.50% | Oui (Stop-Loss) | Multifiduciaire Fribourg SA | Pittet Associés SA |
| CPVS | VS | Ville de Sion | Prestations | capitalisation partielle | Oui | LPP2010 | 3.00% | Oui (Stop-Loss) | PricewaterhouseCoopers SA | LCP Libera AG |
| FPTPG | GE | Transports genevois | Prestations | capitalisation partielle | Oui | EVK2000 | 4.50% | Non | BfB Société Fiduciaire SA | Pittet Associés SA |
| FRED | JU | Ville de Delémont | Prestations | capitalisation complète | Non | LPP2010 | 3.50% | Oui (Stop-Loss) | PricewaterhouseCoopers SA | Swisscanto Prévoyance SA |
| PREV.ne | NE | Fonction publique NE | Prestations | capitalisation partielle | Oui | EVK2000 | 4.00% | Non | PricewaterhouseCoopers SA | Aon Hewitt Associates SA |
| PVK | BE | Ville de Berne | Prestations + cotisations | capitalisation complète | Oui | LPP2010 | 4.00% | Non | BDO SA | Aon Hewitt Associates SA |
| Comunitas | BE | Comunitas | Cotisations | capitalisation complète | Non | LPP2010 | 3.50% | Non | BDO SA | ABCON SA |
| FEOC | TI | Hôpitaux publ. tessinois | Cotisations | capitalisation complète | Non | LPP2010 | 3.00% | Non | Fideconsul Società di Revisione SA | Aon Hewitt Associates SA |
| Previs | BE | Previs | Prestations + cotisations | capitalisation complète | Non | LPP2010 | 4.00% | Non | KPMG SA | ABCON SA |
| Profelia | VD | Profelia | Cotisations | capitalisation complète | Non | LPP2010 | 3.50% | Oui | BDO SA | GiTeC Prévoyance SA |
| Publica | BE | Publica | Cotisations | capitalisation complète | Non | LPP2010 | 3.50% | Non | KPMG SA | Aon Hewitt Associates SA |
| Symova | BE | Symova | Cotisations | capitalisation complète | Non | LPP2010 | 3.50% | Oui | PricewaterhouseCoopers SA | ABCON SA |

1 : Garantie de l'Etat réintroduite et valable aussi longtemps que le taux de couverture est inférieur à 100%.

2 : CACEB : pour les calculs actuariels, les tarifs utilisés se fondent sur les bases techniques du tarif LPP2010, mais avec une probabilité de mortalité réduite en raison de l'espérance de vie plus élevée observée pour l'ensemble des retraités de la CACEB et projetée à fin 2014. Les bases techniques adaptées en conséquence LPP2010_CACEB sont utilisées pour l'inscription au bilan des capitaux de prévoyance.

3 : EVK2000 à 4.5% pour les assurés actifs et VZ2010 (2012) à 3% pour les rentiers.

Détails des mesures structurelles et d'assainissement des caisses de pensions publiques (état au 01.11.2013)

| Echantillon de base | | | Système de financement actuel | Degré couv. au 31.12.2012 | | Explications des mesures d'assainissement ou des projets à venir | Etat législatif | Système de financement décidé ou projeté |
|---------------------|----|-------------------------|-------------------------------|---------------------------|--------|--|---|--|
| | | | | cible | % | | | |
| CACEB | BE | Enseignants bernois | Capitalisation complète | 100% | 83.7% | Suppression en 2000 de la garantie publique. Après la chute des marchés financiers en 2001 et 2002, réintroduction temporaire de la garantie publique et introduction de cotisations d'assainissement de 5.15% depuis le 01.06.2005. Diminution des prestations (40 ans d'assurance avant la retraite). Gel jusqu'à nouvel avis du renchérissement sur les pensions de retraite. Réduction du taux d'intérêt technique de 4 à 3.5% au 01.01.2010 et de 3.5 à 3% au 01.01.2013. Nouvelles bases techniques (LPP2010) au 01.01.2012. Lors de sa session de septembre 2013, le Grand Conseil a adopté la loi sur les caisses de pension cantonales (LCPC). Cette nouvelle loi prévoit un âge de retraite de 65 ans pour l'obtention d'une rente maximale (actuellement 65 ans à la CACEB), le passage à la primauté des cotisations ainsi qu'une reconnaissance de dette du canton correspondant au déficit des retraités de la CACEB et de la CPB. Calculés avec les valeurs à fin 2011 et sur la base d'un taux technique de 3%, celle-ci s'élève à CHF 1.7 milliard pour les deux caisses. La nouvelle loi exige également d'atteindre un degré de couverture de 100% en 20 ans (2034). Pour réaliser cet objectif, des cotisations financières seront en outre prélevées en plus des cotisations ordinaires, dont l'employeur en assumera 60% au maximum. Le financement des caisses est régi par le système de capitalisation partielle avec garantie de l'Etat. Le passage à la capitalisation complète sans garantie de l'Etat est en principe prévu au terme du plan de financement. La loi entrera en vigueur au 01.01.2015 (01.01.2014 pour le plan de financement), sauf en cas de référendum. | Projet adopté par le Grand Conseil | Capitalisation partielle |
| CAP | GE | Ville de Genève & SIG | Capitalisation partielle | 80% | 77.8% | Le Grand Conseil genevois a adopté le 27 juin 2013 le projet de loi instituant la Fondation CAP. Cette Fondation intercommunale de prévoyance de droit public disposera d'une caisse de pensions pour la ville de Genève et communes affiliées (en capitalisation partielle) ainsi qu'une caisse de pensions pour le SIG (en capitalisation complète). Avec une entrée en vigueur prévue au 01.01.2014, les modifications du plan de prévoyance sont notamment : réduction du taux annuel de rente de 2 à 1.75%, augmentation de la durée d'affiliation de 35 à 40 ans pour atteindre le taux de rente maximum de 70%, modification de la période de cotisation pour l'épargne vieillesse qui passe de « 18-62 ans » à « 24-64 ans », application d'une réduction actuarielle de 5% par année d'anticipation en cas de retraite anticipée avant 64 ans (60 ans actuellement) et passage de l'âge de retraite technique de 62 à 64 ans. Un apport financier extraordinaire des employeurs de CHF 250,1 mios, l'abaissement du taux d'intérêt technique de 4 à 3.5% et l'adoption des nouvelles tables actuarielles VZ2010 sont également prévus. | Projet adopté par le Grand Conseil | Capitalisation partielle |
| CEH | GE | Etablis. publ. médicaux | Capitalisation partielle | 62.5% | 63.0% | Hausse du taux de cotisation de 21 à 22% au 01.01.2010, puis à 23% au 01.01.2011, et enfin à 24% au 01.01.2012, avec les parts suivantes : 2/3 employeurs et 1/3 employés. La nouvelle loi instituant la Caisse de prévoyance de l'Etat de Genève (LCPEG) entrera en vigueur au 01.01.2014 et prévoit notamment : la fusion de la CEH et la CIA et la création, au 01.03.2013, de la Caisse de prévoyance de l'Etat de Genève (CPEG), l'augmentation de l'âge de la retraite à 64 ans et de la durée de cotisation à 40 ans (rente complète), la hausse du taux de cotisation total à 27% et l'élargissement de l'assiette des cotisations, ainsi que la diminution des pensions de retraite à partir d'un certain niveau salarial (dès la classe salariale 10). De plus, un apport d'actifs à hauteur de CHF 800 millions en faveur de la CIA sera effectué en 2013. Abaissement du taux technique de 4.5 à 3.5% et passage aux bases actuarielles VZ2010. | Projet adopté par le Grand Conseil | Capitalisation partielle |
| CIA | GE | Canton de Genève | Capitalisation partielle | 50% | 49.1% | Modification des statuts au 01.09.2011 qui comprenait : gel partiel de l'indexation des rentes et hausse du taux de cotisation total à 25% au 01.09.2011, puis à 26% au 01.01.2012, et enfin à 27% au 01.01.2013, avec les parts suivantes : 2/3 employeurs et 1/3 employés. La nouvelle loi instituant la Caisse de prévoyance de l'Etat de Genève (LCPEG) entrera en vigueur au 01.01.2014 et prévoit notamment : la fusion de la CIA et la CEH et la création, au 01.03.2013, de la Caisse de prévoyance de l'Etat de Genève (CPEG), l'augmentation de l'âge de la retraite à 64 ans et de la durée de cotisation à 40 ans (rente complète), la hausse du taux de cotisation total à 27% et l'élargissement de l'assiette des cotisations, ainsi que la diminution des pensions de retraite à partir d'un certain niveau salarial (dès la classe salariale 10). De plus, un apport d'actifs à hauteur de CHF 800 mios en faveur de la CIA sera effectué en 2013. Abaissement du taux technique de 4.5 à 3.5% et passage aux bases actuarielles VZ2010. | Projet adopté par le Grand Conseil | Capitalisation partielle |
| CIP | VD | Communes vaudoises | Capitalisation partielle | 70% | 70.0% | Une révision des statuts entrera en vigueur au 01.01.2014. Les principales modifications sont les suivantes : introduction d'une contribution de recapitalisation de 3% des salaires cotisants du plan ordinaire à la charge exclusive des employeurs pendant 17 ans à partir du 01.01.2014, augmentation de la durée de cotisation de 36 à 40 ans pour l'obtention d'une rente complète inchangé de 60% du salaire assuré, salaire assuré pour les prestations de retraite basé sur la moyenne des salaires cotisants des 120 derniers mois (36 mois précédemment), nouvel âge d'entrée dans le plan ordinaire fixé à 23 ans et augmentation de l'âge de la retraite de 62 à 63 ans. L'abaissement du taux d'intérêt technique de 3.5 à 3.25% et le passage aux bases techniques VZ2010 (au lieu de EVK2000) sont également prévus dès le 01.01.2014. | Révision adoptée par l'assemblée des délégués | Capitalisation partielle |
| CP | GE | Police et prison GE | Capitalisation complète | 100% | 101.9% | Aucune mesure d'assainissement planifiée ou en cours. Nouvelles bases techniques en 2012 (VZ2010 renforcées 2012). Diminution du taux technique de 4.5 à 3.75% dès le 01.01.2012 et décision d'abaisser ce taux à 3.5% à l'horizon 2016. | Projet devant le Grand Conseil | Capitalisation complète |
| CPB | BE | Canton de Berne | Capitalisation complète | 100% | 78.8% | Réduction au 01.01.2010 du taux technique de 4 à 3.5% et augmentation des cotisations afin de préserver le même niveau de prestations : 9.2% employés (+0.8%) et 11.8% pour les employeurs (+1.4%). Nouvelle baisse du taux technique en 2012 de 3.5 à 2.5%. Lors de sa session de septembre 2013, le Grand Conseil a adopté la loi sur les caisses de pension cantonales (LCPC). Cette nouvelle loi prévoit l'augmentation de l'âge de la retraite à 65 ans pour obtenir une rente maximale (actuellement 63 ans à la CPB), le passage à la primauté des cotisations ainsi qu'une reconnaissance de dette du canton correspondant au déficit des retraités de la CPB et de la CACEB. Calculés avec les valeurs à fin 2011 et sur la base d'un taux technique de 3%, celle-ci s'élève à CHF 1.7 milliard pour les deux caisses. La nouvelle loi exige également d'atteindre un degré de couverture de 100% en 20 ans (2034). Pour réaliser cet objectif, des cotisations financières seront en outre prélevées en plus des cotisations ordinaires, dont l'employeur en assumera 60% au maximum. Le financement des caisses est régi par le système de capitalisation partielle avec garantie de l'Etat. Le passage à la capitalisation complète sans garantie de l'Etat est en principe prévu au terme du plan de financement. La loi entrera en vigueur au 01.01.2015 (01.01.2014 pour le plan de financement), sauf en cas de référendum. | Projet adopté par le Grand Conseil | Capitalisation partielle |
| CPCL | VD | Ville de Lausanne | Capitalisation partielle | 61.6% | 62.2% | Recapitalisation de CHF 350 mios de la CPCL acceptée en juin 2009 par le Conseil communal lausannois. Préalablement, en 2000 et 2004 d'autres mesures avaient été prises : suppression de l'automatisme de l'indexation des pensions, augmentation des cotisations de 5.5% sur 3 ans (2% ordinaires et 3.5% d'assainissement), modification du plan d'assurance : baisse du taux de pension de 0.167%, déduction actuarielle de 1.5% par année d'anticipation en cas de retraite anticipée, versement du supplément temporaire (pont AVS) sous certaines conditions. Nouvel assainissement de la caisse en 2012 : recapitalisation à hauteur de CHF 220 mios, baisse du taux technique de 4 à 3.5% et changement de la base actuarielle (LPP2010). Entrée en vigueur au 01.01.2013 des nouveaux statuts : les nouvelles rentes ne seront plus calculées sur la moyenne des 3 dernières années de travail mais sur celle de l'ensemble de la carrière. | Projet adopté par le Conseil communal | Capitalisation partielle |

Détails des mesures structurelles et d'assainissement des caisses de pensions publiques (état au 01.11.2013)

| | | | Système de financement actuel | Degré couv. au 31.12.2012 | | Explications des mesures d'assainissement ou des projets à venir | Etat législatif | Système de financement décidé ou projeté |
|-------|----|---------------------|-------------------------------|---------------------------|-------|---|--------------------------------------|--|
| | | | | cible | % | | | |
| CPDS | TI | Canton du Tessin | Capitalisation partielle | 80% | 64.3% | Depuis 2005, cotisations d'assainissement de 4% pour les employeurs et 1% pour les employés. Le Grand Conseil a approuvé, en novembre 2012, un plan d'assainissement avec un objectif de couverture de 85% d'ici 2051. Ce plan est entré en vigueur au 01.01.2013 avec notamment les mesures suivantes : passage en primauté des cotisations, baisse du taux technique de 4 à 3.5%, financement du supplément AVS entièrement à la charge des employeurs et employés (avant 75%), limitation de l'adaptation des rentes au renchérissement, contribution d'assainissement supplémentaire des employeurs de 2% des salaires assurés et apport d'un montant de CHF 454.5 mios par l'Etat, versé par tranches annuelles entre 2013 et 2051. Un changement de la base actuarielle (VZ2010) est également prévu. | Projet adopté par le Grand Conseil | Capitalisation partielle |
| CPEV | VD | Etat de Vaud | Capitalisation partielle | 60% | 64.4% | La nouvelle Loi sur la Caisse de pensions de l'Etat de Vaud (LCP) entrera en vigueur au 01.01.2014. Les principales modifications sont : hausse du taux de cotisation de 9 à 10% pour les assurés et de 15 à 15.5% pour l'employeur, augmentation de la durée de cotisation de 37.5 à 38 ans pour l'obtention d'une rente complète inchangé de 60% du salaire assuré, salaire assuré pour les prestations de retraite basé sur la moyenne des salaires cotisants des 144 derniers mois (36 mois précédemment), passage de l'âge de retraite minimal de 60 à 62 ans (58 à 60 ans pour certaines professions), nouvel âge d'entrée dans le plan ordinaire fixé à 24 ans (22 ans pour certaines professions) et financement par l'Etat d'un montant total de CHF 1.44 milliard versé progressivement dès le 01.01.2014. L'abaissement du taux technique de 4 à 3.25% et le passage aux bases techniques VZ2010 (au lieu de EVK2000) sont également prévus dès le 01.01.2014. | Projet adopté par le Grand Conseil | Capitalisation partielle |
| CPJU | JU | Canton de Jura | Capitalisation partielle | 90% | 61.6% | Début octobre 2013, le Parlement jurassien a adopté la nouvelle loi sur la Caisse de pensions du canton du Jura. L'entrée en vigueur de cette loi est prévue au 01.01.2014 et comprend notamment les mesures suivantes : passage à la primauté des cotisations, recapitalisation à hauteur de CHF 74 mios, baisse du taux technique de 4 à 3%, réduction du taux d'intérêt versé sur les comptes-épargne des assurés, cotisations d'assainissement de 1% réparties paritairement, gel de l'indexation des rentes et constitution d'une réserve de fluctuation de valeur. | Projet adopté par le Grand Conseil | Capitalisation partielle |
| CPM | VS | Ville de Monthey | Capitalisation partielle | 70% | 58.6% | Le Conseil général de Monthey a ratifié le 23.09.2013 les nouveaux statuts de la caisse, qui entreront en vigueur au 01.01.2014. Les principales mesures sont : relèvement de l'âge de la retraite de 62 à 64 ans, augmentation globale des cotisations de 3.8% (répartie paritairement entre l'employeur et les employés) et introduction pour tous les assurés actifs d'un rappel automatique des cotisations pour les augmentations de salaires. L'abaissement du taux technique de 4.5 à 3% et le passage aux bases techniques VZ2010 (au lieu de EVK2000) sont également prévus. | Projet adopté par le Conseil général | Capitalisation partielle |
| CPPEF | FR | Etat de Fribourg | Capitalisation partielle | 70% | 75.1% | Entrée en vigueur au 01.01.2012 de la nouvelle loi sur la CPPEF, apportant notamment les modifications suivantes : abaissement du taux technique de 4.5 à 4.25%, augmentation paritaire des cotisations qui passent globalement de 19.5 à 21.5% au 01.01.2012, puis à 22.5% au 01.01.2014, retraite flexible prévue entre 58 et 65 ans, avec possibilité de travailler jusqu'à 67 ans avec l'accord de l'employeur et remplacement du système de pont pré-AVS dès l'âge de 60 ans par un système d'avance AVS. Le degré de couverture minimum est fixé à 70% et le système financier mixte (capitalisation partielle) est maintenu. La nouvelle loi intègre également les exigences mises en place au niveau de la législation fédérale, à savoir d'atteindre une couverture minimale de 80% dans les 40 ans à venir. | En vigueur au 01.01.2012 | Capitalisation partielle |
| CPVAL | VS | Etat du Valais | Capitalisation partielle | 80% | 79.1% | Unification des règlements des caisses de l'Etat en 2007 avec une première recapitalisation à hauteur de CHF 605 mios. Fusion par absorption entre la CPPEV et CRPE en 2010, accompagnée d'une recapitalisation de CHF 310 mios. En 2012, baisse du taux technique de 4 à 3.5%, passage en primauté des cotisations, entrée en vigueur d'un nouveau règlement de prévoyance et nouvelle recapitalisation à hauteur de CHF 450 mios. A cela s'ajoute un montant supplémentaire de CHF 116 mios consenti comme régime transitoire en faveur de la génération d'entrée suite à l'introduction de la nouvelle primauté. | En vigueur au 01.01.2012 | Capitalisation partielle |
| CPVB | FR | Ville de Bulle | Capitalisation partielle | 80% | 85.0% | Dès le 01.01.2009 : abaissement du taux technique de 4.5 à 4%, affiliation du personnel à la caisse dès le 1er jour d'activité et suppression de la perte technique due aux retraites anticipées. Dès le 01.01.2013 : augmentation globale des cotisations de 2% (40% employé, 60% employeur), retraite flexible prévue entre 58 et 65 ans, avec possibilité de travailler jusqu'à 67 ans avec l'accord de l'employeur, abaissement du taux technique de 4 à 3.5% et passage aux bases techniques VZ2010 (au lieu de VZ2000). | Projet adopté par le Conseil général | Capitalisation partielle |
| CPVF | FR | Ville de Fribourg | Capitalisation partielle | 70% | 50.7% | Mesures d'assainissement en vigueur dès 01.01.2006 : cotisation d'assainissement de 2.5% répartie paritairement, blocage de l'indexation des rentes et des sommes assurées. Modification du plan de prestations : calcul de la pension d'enfant de retraité (en % de la rente de retraite, et plus en % de la rente AVS simple maximale), réduction de la pension d'invalidité, de conjoint et d'orphelin (basée sur une retraite à 62 ans au lieu de 65 ans). Le Conseil général de Fribourg a accepté le 21.01.2013 la réforme structurelle et financement de la Caisse de pensions de la Ville de Fribourg. Cette réforme entrera en vigueur au 01.01.2014 avec les mesures suivantes : injection d'un montant de CHF 56.8 mios au 01.01.2014, abaissement de la cotisation totale de 25.5 à 22% (part employeur passe de 16.5 à 12% et employé de 8.95 à 10%), augmentation de l'âge de retraite de 62 à 63 ans, limitation de l'adaptation des rentes au renchérissement et introduction d'un système de minoration/majoration des rentes en cas d'anticipation ou de report de la retraite. De plus, l'abaissement du taux technique de 4.5 à 3.5% et l'introduction de nouvelles tables actuarielles (VZ 2010) sont également prévus. | Projet adopté par le Conseil général | Capitalisation partielle |
| CPVS | VS | Ville de Sion | Capitalisation partielle | 80% | 67.7% | En 2003 : suppression des 2/9 dans le calcul des salaires assurés, calcul des prestations sur la moyenne des salaires assurés des 3 dernières années, âge de la retraite équivalent pour les hommes et les femmes (62 ans, cat. A) et introduction de la rente pour conjoint survivant, plafonnement à 80% du renchérissement des rentes. En 2004 : augmentation des cotisations de 0.75% (employé) et 0.5% (employeur), suppression du renchérissement des rentes jusqu'en 2009. En 2005 : augmentation des cotisations de 0.75% (employé) et 0.5% (employeur), modification du financement de la rente complémentaire transitoire (pont AVS) à raison de 25% à la charge de l'employé, 25% à la charge de l'employeur et 50% de la CPVS (avant cette dernière finançait le 100%). Dès 2010, cotisations temporaires d'assainissement de l'employeur (1%) et des employés (1%) avec effet au 01.07.2010, prélèvements prévus jusqu'à l'atteinte du degré de couverture de 90%. Recapitalisation par la ville de Sion de CHF 3.5 mios par année durant 5 ans, et ceci dès 2009. En 2012, abaissement du taux d'intérêt technique de 4.5 à 3% et adoption des nouvelles tables actuarielles LPP2010. Une réflexion globale sur le futur de la Caisse est en cours. | Projet en cours d'élaboration | Capitalisation partielle |
| FPTPG | GE | Transports genevois | Capitalisation partielle | 52.3% | 61.5% | Le projet de loi concernant la Fondation de prévoyance en faveur du personnel des Transports publics genevois (LFPTPG) est en cours d'examen devant le Grand Conseil. L'entrée en vigueur du nouveau plan de prévoyance est fixé au 01.01.2014 et prévoit notamment l'augmentation de la durée de cotisation de 40 à 41 ans pour l'obtention d'une rente complète (taux de rente maximum de 75% reste inchangé), l'augmentation de l'âge de la retraite de 63 à 64 ans ainsi que la hausse de 3,5 points de cotisation de base pour l'employeur. De plus, le calcul des prestations ne s'effectuera plus sur le dernier salaire assuré mais sur la somme revalorisée des salaires annuels assurés. L'introduction de nouvelles tables actuarielles (LPP 2010) et l'abaissement du taux technique de 4.5 à 3.5% sont également prévus. | Projet devant le Grand Conseil | Capitalisation partielle |

Détails des mesures structurelles et d'assainissement des caisses de pensions publiques (état au 01.11.2013)

| | | | Système de financement actuel | Degré couv. au 31.12.2012 | | Explications des mesures d'assainissement ou des projets à venir | Etat législatif | Système de financement décidé ou projeté |
|------------------|----|--------------------------|-------------------------------|---------------------------|--------|---|------------------------------------|--|
| | | | | cible | % | | | |
| FRED | JU | Ville de Delémont | Capitalisation complète | 100% | 92.1% | Cotisations d'assainissement de 1.25% de la somme des salaires cotisants (employeur 0.75% et employé 0.5%). Réduction de l'intérêt dans le plan de la primauté des prestations de 1.5%, soit une rémunération de 2%. Abaissement au 01.01.2012 du taux technique de 4 à 3.5% et passage aux bases techniques LPP2010. | Projet en cours d'élaboration | Capitalisation complète |
| PREV.ne | NE | Fonction publique NE | Capitalisation partielle | 85% | 57.1% | Le Grand Conseil a adopté en juin 2013 le projet de recapitalisation de la Caisse. Les principales mesures de recapitalisation qui entrèrent en vigueur au 01.01.2014 sont les suivantes : augmentation globale des cotisations de 2.5% (1% à charge des assurés, 1.5% à charge des employeurs) et échelonnement selon l'âge du rappel des cotisations, relèvement de l'âge de la retraite de 62 à 64 ans, restriction de l'indexation des rentes, versement par les employeurs au 01.01.2014 de CHF 270 mio pour financer une réserve de fluctuations de valeur (RFV) initiale et constitution par les employeurs d'une provision supplémentaire de CHF 60 mio à verser au plus tôt le 01.01.2019, passage à la primauté des cotisations dès que le degré de couverture atteindra 80%, mais au plus tard toutefois au 01.01.2039. Un changement de la base actuarielle (LPP2010) et l'abaissement du taux d'intérêt technique de 4 à 3.5% sont également prévus. | Projet adopté par le Grand Conseil | Capitalisation partielle |
| PVK | BE | Ville de Berne | Capitalisation complète | 100% | 94.4% | La ville de Berne a approuvé une révision complète de la Caisse, qui est entrée en vigueur au 01.01.2013. Cette révision prévoit notamment une augmentation de la durée d'assurance de 36 à 38 ans ainsi qu'une réduction des prestations lors d'une retraite anticipée. La PVK continuera à bénéficier de la garantie de la ville de Berne et sera gérée selon le système de la capitalisation partielle. Abaissement du taux technique de 4 à 3.75% au 01.01.2013 et à 2.75% début 2014. | En vigueur au 01.01.2013 | Capitalisation partielle |
| Comunitas | BE | Comunitas | Capitalisation complète | 100% | 90.5% | Abaissement du taux technique de 4 à 3.5% dès le 01.01.2009 et constitution d'une provision pour un abaissement à 3% en 2015. Renoncement à une adaptation des rentes au renchérissement. Abaissement du taux d'intérêt pour les avoirs de vieillesse des assurés actifs au taux d'intérêt minimum LPP pour les années 2009, 2010 et 2011 et rémunération nulle en 2012. Réduction progressive du taux de conversion de 6.8 à 6.4% d'ici à 2015. | - | - |
| FEOC | TI | Hôpitaux publ. tessinois | Capitalisation complète | 100% | 100.4% | Nouveau plan de prévoyance entré en vigueur au 01.01.2012, avec les modifications principales suivantes : augmentation globale des cotisations de 2% (1% à charge des assurés et 1% à charge des employeurs), réintroduction de la cotisation obligatoire jusqu'à 65 ans (avant 60 ans), abaissement du taux technique de 4 à 3% et passage aux bases techniques LPP2010 (au lieu de EVK2000). Introduction au 01.01.2013 d'une cotisation d'assainissement de 1% (0.3% à charge des assurés et 0.7% à charge des employeurs). Diminution par palier du taux de conversion entre 2012 et 2017, qui passera de 6.8 à 5.86% pour une retraite à 65 ans. | - | - |
| Previs | BE | Previs | Capitalisation complète | 100% | 91.2% | Augmentation de l'âge de la retraite de 63 à 65 ans dès le 01.01.2011. Diminution du taux de conversion en primauté des cotisations à 7% pour 2012 et 6% dès 2013. Suppression de la primauté des cotisations au 31.12.2014. Abaissement du taux technique de 4 à 3.5% au 01.01.2015 et à 3% au plus tard au 01.01.2018. | - | - |
| Profelia | VD | Profelia | Capitalisation complète | 100% | 92.8% | Pour les caisses autonomes dont la situation de découvert résulte essentiellement de l'adhésion en 2010 (caisses issues de l'ASCOOP), les mesures suivantes ont été prises : entrée à un degré de couverture minimum à 90% avec versement des employeurs si nécessaire et cotisations d'assainissement totales de 4%. | - | - |
| Publica | BE | Publica | Capitalisation complète | 100% | 105.2% | Abaissement du taux technique de 3.5 à 2.75% dès le 01.01.2015. Cette mesure s'accompagnera d'un nouvel abaissement du taux de conversion, qui passera à partir du 01.01.2015 de 6.15 à 5.65% pour un départ à la retraite à 65 ans. | - | - |
| Symova | BE | Symova | Capitalisation complète | 100% | 101.8% | Introduction au 01.01.2013 d'un taux de conversion splitté. Le taux de la partie subobligatoire de l'avoir de vieillesse baissera à 6.22% pour les hommes à l'âge de 65 ans et 6.44% pour les femmes à l'âge de 64 ans. Pour le domaine obligatoire de la LPP, 6.8% seront versés. Le taux de conversion LPP techniquement trop élevé sera financé par une contribution supplémentaire des employeurs et des employés. Abaissement du taux technique de 3.5 à 3% au minimum pour le 31.12.2013. | - | - |

Détails des mesures structurelles et d'assainissement des caisses de pensions publiques (état au 01.11.2013)

| En Suisse allemande | | | Système de financement actuel | Degré couv. au 31.12.2012 | | Explications des mesures d'assainissement ou des projets à venir | Etat législatif | Système de financement décidé ou projeté |
|---------------------|----|------------------------|-------------------------------|---------------------------|-------|--|------------------------------------|--|
| | | | | cible | % | | | |
| APK | AG | Canton d'Argovie | Capitalisation complète | 100% | 96.1% | Recapitalisation complète de la caisse au 01.01.2008 (environ CHF 1.5 milliard). La caisse passe au système de la capitalisation (plus de garantie publique) et à la primauté des cotisations. Abaissement du taux technique de 4 à 3.5%. Modification du plan de prévoyance : durée de cotisation complète sur 40 ans (droit à la retraite à 65 ans). Redéfinition de la déduction de coordination et de la compensation du renchérissement. Introduction de nouvelles bases techniques (VZ2010) en 2013 et abaissement du taux technique de 3.5 à 3% en discussion. Baisse du taux de conversion à l'âge de retraite de 65 ans, de 6.8% actuellement à 5.9% dès le 01.01.2014. Des mesures de compensation à cette baisse sont prévues, telles que l'abaissement des primes de risques de 1% et le transfert des montant concernés au processus d'épargne. | En vigueur | Capitalisation complète |
| BLPK | BL | Canton Bâle-Campagne | Capitalisation partielle | 100% | 80.1% | Après le Parlement cantonal, le peuple a accepté lors de la votation du 22.09.2013 le projet de réforme de la Caisse de pensions de Bâle-Campagne. Ce projet prévoit notamment un relèvement de l'âge de la retraite de 64 à 65 ans, l'augmentation temporaire (20 ans) de la part de cotisations des employés qui passera de 40 à 45% (60 à 55% pour le canton), le passage à la primauté des cotisations, une baisse du taux technique et un changement de tables actuarielles (VZ2010). Cette réforme prévoit également la recapitalisation intégrale immédiate de la caisse au moyen d'une reconnaissance de dette par le canton. Le coût de cette recapitalisation est estimé à CHF 2.23 milliards, dont un milliard supporté par le canton. Le reste devra être pris en charge par les autres institutions affiliées à la BLPK, dont les communes. | Projet adopté par le Grand Conseil | Capitalisation complète |
| BVK | ZH | Canton de Zurich | Capitalisation complète | 100% | 87.5% | Le canton de Zurich a contribué à l'assainissement de sa caisse de pensions par un versement unique de CHF 2 milliards au 01.01.2013. La révision des statuts est également entrée en vigueur au 01.01.2013, avec notamment les mesures suivantes : introduction de contributions d'assainissement échelonnées pour les employeurs et les employés, rémunération minimale temporaire des avoirs d'épargne, baisse du taux de conversion et abaissement du taux technique de 4 à 3.25%. En franchissant la barre des 90% de degré de couverture en 2013, les employés n'ont plus à payer de cotisations d'assainissement, contrairement aux employeurs qui continueront à verser 2.5%. Toutefois, les assurés actifs devront se satisfaire d'une rémunération inférieure de 0.5% au taux minimal LPP. | En vigueur au 01.01.2013 | Capitalisation complète |
| KPG | GR | Canton des Grisons | Capitalisation complète | 100% | 98.2% | A peine la révision totale de la loi sur la Caisse de pensions des Grisons adoptée par le Grand Conseil (capitalisation complète, passage à l'autonomie de la caisse et suppression de la garantie de l'Etat), qu'une révision partielle de la loi était en consultation jusqu'au 06.09.2013. Cette nouvelle révision prévoit notamment une cotisation épargne à partir de 20 ans (25 ans actuellement) ainsi qu'une légère augmentation des cotisations pour les assurés âgés de 45 ans et plus. De plus, abaissement du taux technique de 3.5 à 3% dès le 31.12.2012 et baisse du taux de conversion à l'âge de retraite de 65 ans de 6.55 à 6.05% dès le 01.01.2013 | Projet adopté par le Grand Conseil | Capitalisation complète |
| LUPK | LU | Canton de Lucerne | Capitalisation complète | 100% | 98.7% | En 2010 : acceptation d'un plan d'assainissement avec les mesures suivantes : relèvement de l'âge de la retraite de 62 à 63 ans, diminution du taux technique et des taux de conversion ainsi que l'instauration de contributions d'assainissement (0.5% employés et 1% employeurs) jusqu'à ce que le degré de couverture atteigne 100%. Nouvelles tables techniques (VZ2010) en 2011 et abaissement du taux technique de 3.5 à 3% en 2012. Les mesures d'assainissement en cours prendront fin au 01.01.2014 car la caisse a atteint un degré de couverture de 100.9% à la fin du premier semestre 2013. Le Parlement cantonal a approuvé le projet de loi sur l'autonomisation de la caisse de pensions cantonale (LUPK) et se conforme ainsi aux directives fédérales en dépolitisant sa caisse de pensions et en la rendant autonome. | Projet adopté par le Grand Conseil | Capitalisation complète |
| PKBS | BS | Canton Bâle-Ville | Capitalisation complète | 100% | 99.4% | Recapitalisation complète de la caisse au 01.01.2008 (CHF 1.38 milliard) qui passe au système financier de la capitalisation. Nouvelles mesures d'assainissement et versement par l'Etat-employeur d'un montant de CHF 795 mio au 31.12.2010. L'Etat participe à l'amortissement de ce fond à hauteur de 50%, le solde est à la charge des pensionnés et employés. Ces derniers devront amortir leur part dans les 12 ans et passeront par une augmentation des cotisations de 1.6 points dès janvier 2011. Un 3e assainissement est en préparation par le gouvernement bâlois qui propose notamment les mesures suivantes : passage à la capitalisation partielle avec garantie, relèvement de l'âge de la retraite de 63 à 65 ans, abaissement du taux technique et maintien de la primauté des prestations. Le canton contribuera également en amortissant en une fois un montant d'environ CHF 715 millions dans son compte de résultat. Nouvelles bases actuarielles (VZ 2010) adoptées en 2013. | Projet devant le Grand Conseil | Capitalisation partielle |
| PK Nidwald | NW | Canton de Nidwald | Capitalisation complète | 100% | 90.7% | Baisse progressive du taux de conversion à l'âge de retraite de 65 ans, de 6.8% en 2009 à 6.4% dès 2015. Dès 2010, introduction de cotisations d'assainissement employeurs/employés de 1% chacun. En 2012, abaissement du taux technique de 3.5 à 3% et nouvelles tables actuarielles (VZ 2010). La nouvelle loi sur la caisse de pensions a été adoptée par le Grand Conseil. La caisse deviendra autonome dès 2014, elle ne bénéficiera plus de la garantie de l'Etat et sera entièrement capitalisée. Révision également du taux de conversion et des cotisations, dont la part des employeurs passera de 50.7 à 51.1% (employé 49.3 à 48.9%). | Projet adopté par le Grand Conseil | Capitalisation complète |
| PKSH | SH | Canton de Schaffhouse | Capitalisation complète | 100% | 97.4% | En 2005, augmentation du taux de cotisation et suppression du renchérissement des rentes. Introduction au 01.01.2009 d'une contribution d'assainissement de 1% part employé et 1.5% part employeur. Le Parlement cantonal a adopté la nouvelle loi sur la Caisse de pensions qui entrera en vigueur le 01.11.2013. Dès cette date la caisse deviendra autonome, les contributions d'assainissement actuelles des employés et employeurs seront remplacées par des contributions de stabilisation et une baisse du taux de conversion est prévue. | Projet adopté par le Grand Conseil | Capitalisation complète |
| PKTG | TG | Canton de Thurgovie | Capitalisation complète | 100% | 90.6% | Recapitalisation en 2006 et passage à la primauté des cotisations. Entrée en vigueur au 01.01.2012 du nouveau règlement avec les modifications suivantes : âge flexible de départ à la retraite entre 58 et 68 ans, réduction du taux de conversion de 6.8 à 6.21% à l'âge terme de 63 ans et augmentation des cotisations employeurs/employés. Abaissement du taux technique de 4 à 3% en 2012. Le Parlement cantonal a adopté l'ordonnance sur la Caisse de pensions. La caisse deviendra autonome et sans garantie de l'Etat dès 2014. Cette révision prévoit également le versement par le canton d'un montant global de CHF 159 mio répartie comme suit : un versement au titre d'allocation de renchérissement (CHF 53 mio), une contribution d'assainissement (CHF 56 mio) ainsi qu'une réserve de contribution d'employeur avec renonciation d'utilisation (CHF 50 mio). Les employés verseront quant à eux entre CHF 22 et 44 mio et renonceront à la rémunération de leur capital pendant 2 ans. | Projet adopté par le Grand Conseil | Capitalisation complète |
| VKStP | SG | Canton de St-Gall | Capitalisation complète | 100% | 94.5% | Après le Parlement cantonal, le peuple a accepté lors de votations la fusion des 2 caisses ainsi qu'un nouveau règlement sur les caisses de pensions. Dès 2014, la nouvelle caisse issue de la fusion sera autonome, sans garantie de l'Etat et passera en primauté des cotisations. Le coût de la réforme est estimé à CHF 216.5 mio. La réforme prévoit également un relèvement de l'âge de la retraite de 63 à 65 ans, la modification du système des rentes et l'adaptation de l'échelle des cotisations. La taux technique baissera également de 4 à 3.5%. | Projet adopté par le Grand Conseil | Capitalisation complète |
| KLVK | | Enseignants St-gallois | Capitalisation complète | 100% | 96.7% | | | |

Vue synoptique des mesures d'assainissement des caisses de pensions publiques romandes analysées et de quelques autres exemples suisses allemands

| Situation jusqu'au 01.11.2013 | | | Degré de couv. au 31.12.2012 | Objectif du degré de couverture | Recapitalisation | Cotisations d'assainissement | Passage en prim. des cotisations | Suppression de la garantie publique | Augm. de la durée de cotisation | Augmentation du taux de cotisation | Limitation du renchérissement | Diminution de prestations | Baisse du taux technique | Autres révisions envisagées |
|-------------------------------|----|--------------------------|------------------------------|---------------------------------|------------------|------------------------------|----------------------------------|-------------------------------------|---------------------------------|------------------------------------|-------------------------------|---------------------------|--------------------------|-----------------------------|
| APK | AG | Canton d'Argovie | 96.1% | 100% | | | | | | | | X | X | |
| BLPK | BL | Canton Bâle-Campagne | 80.1% | 100% | X | | X | | X | X | | | X | |
| BVK | ZH | Canton de Zurich | 87.5% | 100% | X | X | | | | | | X | X | |
| CACEB | BE | Enseignants bernois | 83.7% | 100% | X | | X | X | | X | | | X | F |
| CAP | GE | Ville de Genève & SIG | 77.8% | 80% | X | | | | X | | | | X | |
| CEH | GE | Etablis. publ. médicaux | 63% | 62.5% | | | | | X | X | | X | X | F |
| CIA | GE | Canton de Genève | 49.1% | 50% | X | | | | X | X | | X | X | F |
| CIP | VD | Communes vaudoises | 70.0% | 70% | X | | | | X | | | | X | |
| Comunitas | BE | Comunitas | 90.5% | 100% | | | | | | | X | X | X | |
| CP | GE | Police et prison GE | 101.9% | 100% | | | | | | | | | X | |
| CPB | BE | Canton de Berne | 78.8% | 100% | X | | X | | X | X | X | | X | F |
| CPCL | VD | Ville de Lausanne | 62.2% | 61.6% | X | X | | | | | X | | X | |
| CPDS | TI | Canton du Tessin | 64.3% | 80% | X | X | X | | | | X | | X | |
| CPEV | VD | Etat de Vaud | 64.4% | 60% | X | | | | X | X | | | X | |
| CPJU | JU | Canton de Jura | 61.6% | 90% | X | X | X | | | | X | | X | X |
| CPM | VS | Ville de Monthey | 58.6% | 70% | | | | | X | X | | | X | X |
| CPPEF | FR | Etat de Fribourg | 75.1% | 70% | | | | | | X | X | | X | X |
| CPVAL | VS | Etat du Valais | 79.1% | 80% | X | X | X | | | | X | | X | |
| CPVB | FR | Ville de Bulle | 85.0% | 80% | | | | | | X | | | X | X |
| CPVF | FR | Ville de Fribourg | 50.7% | 70% | X | X | | | X | X | X | | X | X |
| CPVS | VS | Ville de Sion | 67.7% | 80% | X | X | | | | X | X | | X | |
| FEOC | TI | Hôpitaux publ. tessinois | 100.4% | 100% | | X | | | | X | | X | X | |
| FPTPG | GE | Transports genevois | 61.5% | 52.3% | | | | | X | X | | | X | X |
| FRED | JU | Ville de Delémont | 92.1% | 100% | | X | | | | | | | X | R |
| KPG | GR | Canton des Grisons | 98.2% | 100% | | | | X | | X | | X | X | X |
| LUPK | LU | Canton de Lucerne | 98.7% | 100% | | X | | | X | | | | X | |
| PKBS | BS | Canton de Bâle-Ville | 99.4% | 100% | R | | | | R | | | | R | R |
| PK Nidwald | NW | Canton de Nidwald | 90.7% | 100% | X | X | | X | | | | X | X | X |
| PKSH | SH | Canton de Schaffhouse | 97.4% | 100% | | X | | | | X | X | X | | |
| PKTG | TG | Canton de Thurgovie | 90.6% | 100% | X | | | X | | X | | X | X | |
| PREV.ne | NE | Fonction publique NE | 57.1% | 85% | X | | X | | X | X | X | | X | |
| PREVIS | BE | Previs | 91.2% | 100% | | | | | | | | X | X | X |
| Profelia | VD | Profelia | 92.8% | 100% | | X | | | | | | | | |
| Publica | BE | Publica | 105.2% | 100% | | | | | | | | X | X | |
| PVK | BE | Ville de Berne | 94.4% | 100% | | | | | X | | | X | X | |
| Symova | BE | Symova | 101.8% | 100% | | | | | | | | X | X | |
| VKStP | SG | Canton de St-Gall | 94.5% | 100% | | | X | X | X | X | | | X | F |
| KLVK | SG | Enseignants St-gallois | 96.7% | 100% | | | X | X | X | X | | | X | F |

R = mesure en cours de réflexion

F = fusion projetée

X = mesure adoptée

Mesures de recapitalisation des caisses de pensions publiques (état au 01.11.2013)

| Année | Caisse | | Canton | Montant en CHF | Mécanisme | Commentaires | Degré de couverture avant recapitalisation | Degré de couverture après recapitalisation |
|-------|--------------|---|--------|--------------------------------|--|--|--|--|
| 2015 | CPB et CACEB | Caisse de pensions bernoise et Caisse d'assurance des enseignants bernois | BE | 1.7 milliard | Reconnaissance de dette avec rémunération | La nouvelle loi sur les caisses de pension cantonales (LCPC) prévoit une reconnaissance de dette du canton correspondant à l'insuffisance de couverture des engagements envers les bénéficiaires de rente de la CPB et de la CACEB. Calculés avec les valeurs à fin 2011 et sur la base d'un taux technique de 3%, celle-ci s'élève à CHF 1.7 milliards pour les deux caisses (le déficit effectif ne sera fixé qu'au 1.1.2015). | - | - |
| 2014 | BLPK | Canton Bâle-Campagne | BL | 2.23 milliards | Reconnaissance de dette avec rémunération | La réforme de la Caisse de pensions de Bâle-Campagne prévoit la recapitalisation intégrale immédiate de la caisse au moyen d'une reconnaissance de dette par le canton. Le coût de cette recapitalisation est estimé à CHF 2.23 milliards, dont 1 milliard supporté par le canton et qui devra être amorti dans les 10 ans. Le solde de CHF 1.2 milliard devra être pris en charge par les autres institutions affiliées à la BLPK, dont les communes. Ces institutions auront différents choix pour financer leur part, tels qu'un paiement unique, un amortissement dans les 10 ans ou les 40 ans par des annuités. | - | - |
| 2014 | CPJU | Canton du Jura | JU | 74 millions | Mécanisme financier de versement-prêt + Recapitalisation par un transfert de fonds | L'apport de recapitalisation de l'Etat se montera à CHF 40 millions et prendra la forme d'un versement à la CPJU, immédiatement réemprunté par l'Etat pour une durée maximale de 30 ans. L'Etat s'acquittera durant cette période d'un intérêt correspondant au taux technique mais au maximum au taux de 3% par an. Le solde de la recapitalisation sera apporté sous forme de liquidités par les autres employeurs affiliés. | - | - |
| 2014 | CAP | Ville de Genève & SIG | GE | 250.1 millions | Recapitalisation par un transfert de fonds ou Reconnaissance de dette avec rémunération | L'abaissement du taux d'intérêt technique prévu au 01.01.2014 va nécessiter un apport financier extraordinaire des employeurs de CHF 250.1 millions. Les méthodes de recapitalisation envisagées sont un versement en espèces (Recapitalisation par un transfert de fonds) ou l'inscription d'une créance à l'actif de la Caisse (Reconnaissance de dette avec rémunération). | - | - |
| 2014 | CPVF | Ville de Fribourg | FR | 56.8 millions | Reconnaissance de dette avec rémunération | La réforme de la Caisse de pensions de la Ville de Fribourg prévoit un apport des employeurs d'un montant de CHF 56.8 millions sous forme d'une créance. Celle-ci portera un intérêt correspondant à l'objectif de rendement, à savoir 4,25 %, et sera amortie en 38 ans par une annuité fixe de CHF 3,04 millions. | - | - |
| 2013 | CIA | Canton de Genève | GE | 800 millions | Recapitalisation par un transfert de fonds + Apports divers d'actifs | La nouvelle loi instituant la Caisse de prévoyance de l'Etat de Genève (LCPEG) prévoit un apport d'actifs à hauteur de CHF 800 millions effectué en faveur de la CIA par les employeurs affiliés à la CIA. L'apport de l'Etat se montera à CHF 763 millions, dont une partie sous forme de liquidités et une autre partie en transferts de terrains. Le solde du montant de la recapitalisation sera apporté sous forme de liquidités par les autres employeurs affiliés. | - | - |
| 2013 | CPDS | Canton du Tessin | TI | 454.5 millions | Reconnaissance de dette avec rémunération | L'apport de recapitalisation du canton du Tessin, d'un montant total de CHF 454.5 millions (intérêts non compris), est inscrit au 01.01.2013 comme créance à l'actif de la Caisse. Cette créance est ensuite amortie par l'Etat du Tessin, par des versements annuels de CHF 21.5 millions (intérêts de 3.5% compris) entre 2013 et 2051. | - | - |
| 2013 | BVK | Canton de Zurich | ZH | 2 milliards | Recapitalisation par un transfert de fonds | Le canton a contribué à l'assainissement de sa caisse de pensions par une contribution extraordinaire sous forme d'une prime unique de CHF 2 milliards. | 87.5% (au 31.12.2012) | 90.9% (au 01.01.2013) |
| 2012 | CPVAL | Etat du Valais | VS | 450 millions + 116 millions | Mécanisme financier de versement-prêt | La deuxième phase de la recapitalisation complémentaire financée par l'Etat a été arrêté au montant de CHF 450 millions. Le mode de financement est quasiment identique à celui de la première phase de recapitalisation, la somme reçue est placée par la caisse auprès de l'Etat du Valais contre paiement d'un intérêt correspondant au taux technique (3.5% en 2012). A cela s'ajoute un montant supplémentaire de CHF 116 millions (également placé auprès de l'Etat du Valais contre paiement d'un intérêt égal au taux technique) consenti comme régime transitoire en faveur de la génération d'entrée suite à l'introduction de la nouvelle primauté. L'élément nouveau de cette seconde phase réside dans l'introduction d'une clause d'amortissement annuel et linéaire sur 40 ans. | 65.4% | 79.1% |
| 2010 | CPVAL | Etat du Valais | VS | 310 millions | Mécanisme financier de versement-prêt | Première phase de la recapitalisation complémentaire et injection par l'Etat du Valais d'un montant de CHF 310 millions. Ce montant est ensuite placé par la caisse auprès de l'Etat du Valais contre paiement d'un intérêt correspondant au taux technique valant pour les rentiers (3.5% en 2012). | 62.8% | 69.4% |

Mesures de recapitalisation des caisses de pensions publiques (état au 01.11.2013)

| Année | Caisse | | Canton | Montant en CHF | Mécanisme | Commentaires | Degré de couverture avant recapitalisation | Degré de couverture après recapitalisation |
|-------------|--------|---|--------|----------------|--|---|--|--|
| 2012 | CPCL | Ville de Lausanne | VD | 220 millions | Mécanisme financier de versement-prêt + Recapitalisation par un transfert de fonds | L'apport de recapitalisation de la ville de Lausanne se montera à CHF 182.5 millions et prendra la forme d'un versement à la CPCL, immédiatement réemprunté par la ville de Lausanne pour une durée de 40 ans au taux de 3.5% (taux technique de la CPCL). Le solde du montant de la recapitalisation sera apporté sous forme de liquidités par les organismes affiliés. | 55.2% (au 31.12.2011) | 62.2% (au 31.12.2012) |
| 2009 | CPCL | Ville de Lausanne | VD | 350 millions | Apports divers d'actifs + Mécanisme financier de versement-prêt + Recapitalisation par un transfert de fonds | La part de la recapitalisation financée par la ville de Lausanne (CHF 288 millions) a été effectuée en trois volets distincts : - un apport d'immeubles et de terrains du patrimoine administratif de la ville de Lausanne, d'une valeur de 47 millions de francs - un apport d'actifs et passifs provenant de la liquidation de la société coopérative Colosa pour 97 millions de francs - un apport en espèce de CHF 144 millions par la ville de Lausanne. La CPCL lui a immédiatement reprêté cette somme pour une durée de 30 ans moyennant le paiement d'intérêts à hauteur de 4% par an. Les 62 millions restant ont été apportés au comptant par les Organismes affiliés. | 38.8% | 55.1% |
| 2010 | PKBS | Canton Bâle-Ville | BS | 795 millions | Recapitalisation par un transfert de fonds | Versement par l'Etat d'un montant de CHF 795 millions. La moitié est mise à la charge des pensionnés et des assurés. Ces derniers devront amortir leur part dans les 12 ans, via une augmentation de leurs cotisations. | 91.1% | 99.5% |
| 2008 | PKBS | Canton Bâle-Ville | BS | 1.38 milliard | Recapitalisation par un transfert de fonds | Recapitalisation complète de la caisse. Le montant de la recapitalisation doit être amorti sur maximum 30 ans, via un fonds d'amortissement interne. L'Etat participe à l'amortissement de ce fonds à hauteur de 50%, le solde est à la charge des assurés et des pensionnés (via la limitation de l'indexation des rentes pour ces derniers). | 81.6% | 85.7% |
| 2009 - 2013 | CPVS | Ville de Sion | VS | 17.5 millions | Recapitalisation par un transfert de fonds | Injection directe de la Ville de Sion d'un montant de CHF 3.5 millions par année, sur une durée de cinq ans, et ceci dès 2009. | 64.9% (au 31.12.2008) | 67.7% (au 31.12.2012) |
| 2008 | APK | Canton d'Argovie | AG | 1.726 milliard | Recapitalisation par un transfert de fonds | Début 2008, recapitalisation de CHF 1.726 milliard, dont CHF 226 mios pour augmenter la RFV à 15%. - Canton : CHF 1'044 mios, via notamment la vente partielle de ses participations suivantes : Aargauische Kantonalbank, AEW Energie AG, Axpo Holding AG. - Communes : CHF 228 mios : certaines pourront acquitter leur dû, les autres devront le faire via refinancement. - Les institutions de droit public (Aargauische Kantonalbank, Aargauisches Versicherungsamt et Sozialversicherungsanstalt) : CHF 372 mios, qui devront exclusivement compter sur leurs propres moyens financiers. - Les organisations avec participation des pouvoirs publics : CHF 82 mios, qui contribueront directement au financement. | 90.0% | 92.9% |
| 2007 | CPPEV | Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat du Valais | VS | 264 millions | Recapitalisation par un transfert de fonds | Injection directe de l'Etat. Paiements effectués de manière échelonnée sur une année. | 61.6% | 75.4% |
| 2007 | CRPE | Caisse de retraite du personnel enseignant du Valais | VS | 341 millions | Recapitalisation par un transfert de fonds | Injection directe de l'Etat. Paiements effectués de manière échelonnée sur une année. | 43.8% | 72.0% |

| Effectifs des caisses | | | | | | | | | | | | | |
|------------------------|----|--------------------------|----------------|----------------|-------------|----------------|----------------|-------------|-----------------------|----------------|-------------|-------------------------|-------------|
| | | | Effectif total | | | Actifs | | | Pensionnés (rentiers) | | | Rapport actifs/rentiers | |
| | | | 2012 | 2011 | Evol. en % | 2012 | 2011 | Evol. en % | 2012 | 2011 | Evol. en % | 2012 | 2011 |
| CACEB | BE | Enseignants bernois | 22'974 | 22'761 | 0.9% | 16'434 | 16'377 | 0.3% | 6'540 | 6'384 | 2.4% | 2.51 | 2.57 |
| CAP | GE | Ville de Genève & SIG | 11'665 | 11'414 | 2.2% | 7'258 | 7'087 | 2.4% | 4'407 | 4'327 | 1.8% | 1.65 | 1.64 |
| CEH | GE | Etablis. publ. médicaux | 22'203 | 21'734 | 2.2% | 15'793 | 15'533 | 1.7% | 6'410 | 6'201 | 3.4% | 2.46 | 2.50 |
| CIA | GE | Canton de Genève | 45'002 | 44'084 | 2.1% | 28'840 | 28'419 | 1.5% | 16'162 | 15'665 | 3.2% | 1.78 | 1.81 |
| CIP | VD | Communes vaudoises | 16'280 | 15'443 | 5.4% | 11'185 | 10'549 | 6.0% | 5'095 | 4'894 | 4.1% | 2.20 | 2.16 |
| CP | GE | Police et prison GE | 2'424 | 2'394 | 1.3% | 1'445 | 1'407 | 2.7% | 979 | 987 | -0.8% | 1.48 | 1.43 |
| CPB | BE | Canton de Berne | 47'164 | 45'759 | 3.1% | 34'614 | 33'686 | 2.8% | 12'550 | 12'073 | 4.0% | 2.76 | 2.79 |
| CPCL | VD | Ville de Lausanne | 10'666 | 10'556 | 1.0% | 6'528 | 6'449 | 1.2% | 4'138 | 4'107 | 0.8% | 1.58 | 1.57 |
| CPDS | TI | Canton du Tessin | 21'573 | 21'073 | 2.4% | 14'571 | 14'365 | 1.4% | 7'002 | 6'708 | 4.4% | 2.08 | 2.14 |
| CPEV | VD | Etat de Vaud | 47'297 | 46'128 | 2.5% | 32'227 | 31'613 | 1.9% | 15'070 | 14'515 | 3.8% | 2.14 | 2.18 |
| CPJU | JU | Canton de Jura | 8'909 | 8'709 | 2.3% | 6'447 | 6'368 | 1.2% | 2'462 | 2'341 | 5.2% | 2.62 | 2.72 |
| CPM | VS | Ville de Monthey | 491 | 475 | 3.4% | 347 | 337 | 3.0% | 144 | 138 | 4.3% | 2.41 | 2.44 |
| CPPEF | FR | Etat de Fribourg | 22'622 | 21'956 | 3.0% | 17'949 | 17'619 | 1.9% | 4'673 | 4'337 | 7.7% | 3.84 | 4.06 |
| CPVAL | VS | Etat du Valais | 15'402 | 15'024 | 2.5% | 10'827 | 10'554 | 2.6% | 4'575 | 4'470 | 2.3% | 2.37 | 2.36 |
| CPVB | FR | Ville de Bulle | 612 | 583 | 5.0% | 442 | 429 | 3.0% | 170 | 154 | 10.4% | 2.60 | 2.79 |
| CPVF | FR | Ville de Fribourg | 909 | 882 | 3.1% | 577 | 561 | 2.9% | 332 | 321 | 3.4% | 1.74 | 1.75 |
| CPVS | VS | Ville de Sion | 1'333 | 1'292 | 3.2% | 895 | 859 | 4.2% | 438 | 433 | 1.2% | 2.04 | 1.98 |
| FPTPG | GE | Transports genevois | 2'788 | 2'646 | 5.4% | 1'888 | 1'747 | 8.1% | 900 | 899 | 0.1% | 2.10 | 1.94 |
| FRED | JU | Ville de Delémont | 390 | 377 | 3.4% | 269 | 266 | 1.1% | 121 | 111 | 9.0% | 2.22 | 2.40 |
| PREV.ne | NE | Fonction publique NE | 25'359 | 24'851 | 2.0% | 17'649 | 17'380 | 1.5% | 7'710 | 7'471 | 3.2% | 2.29 | 2.33 |
| PVK | BE | Ville de Berne | 8'976 | 8'865 | 1.3% | 5'258 | 5'145 | 2.2% | 3'718 | 3'720 | -0.1% | 1.41 | 1.38 |
| Comunitas | BE | Comunitas | 14'416 | 15'594 | -7.6% | 11'858 | 13'103 | -9.5% | 2'558 | 2'491 | 2.7% | 4.64 | 5.26 |
| FEOC | TI | Hôpitaux publ. tessinois | 5'626 | 5'491 | 2.5% | 4'770 | 4'683 | 1.9% | 856 | 808 | 5.9% | 5.57 | 5.80 |
| Previs | BE | Previs | 21'488 | 21'131 | 1.7% | 16'808 | 16'686 | 0.7% | 4'680 | 4'445 | 5.3% | 3.59 | 3.75 |
| Profelia | VD | Profelia | 2'980 | 2'823 | 5.6% | 2'221 | 2'076 | 7.0% | 759 | 747 | 1.6% | 2.93 | 2.78 |
| Publica | BE | Publica | 104'029 | 102'532 | 1.5% | 59'019 | 57'577 | 2.5% | 45'010 | 44'955 | 0.1% | 1.31 | 1.28 |
| Symova | BE | Symova | 10'267 | 10'057 | 2.1% | 6'771 | 6'585 | 2.8% | 3'496 | 3'472 | 0.7% | 1.94 | 1.90 |
| TOTAL / MOYENNE | | | 493'845 | 484'634 | 1.9% | 332'890 | 327'460 | 1.7% | 160'955 | 157'174 | 2.4% | 2.45 | 2.51 |

Prestations au 31.12.2012

| | | | Rente maximale | | Calcul des prestations assurées | | | Notes | |
|-----------|----|--------------------------|---------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|---|-----------------------|--|---|
| | | | Primauté | Age | Années cotisation | Taux de rente (par année d'ass.) | Taux de rente maximal | Retraite anticipée (réduction par année d'assurance) | |
| CACEB | BE | Enseignants bernois | Prestations | 65 | 40 | 1.625% | 65% | Facteur de réduction dépendant du nombre d'années d'anticipation | |
| CAP | GE | Ville de Genève & SIG | Prestations | 58 | 35 | 2.000% | 70% | 5.0% | |
| CEH | GE | Etablis. publ. médicaux | Prestations | 60 | 37.5 | 2.000% | 75% | Réduction de 2% pour chaque année d'anticipation avant 60 ans. Pour un âge de retraite après l'âge de 60 ans, le taux de pension est augmenté de 3% pour chaque année de prorogation. | |
| CIA | GE | Canton de Genève | Prestations | 62 | 38 | 1.974% | 75% | Pour les retraites avant 62 ans, le taux de pension est réduit de 3% pour chaque année d'anticipation. | |
| CIP | VD | Communes vaudoises | Prestations | 58 | 36 | 1.667% | 60% | 5.0% | |
| CP | GE | Police et prison GE | Prestations | 58 | 35 | 2.143% | 75% | Aucune indication au sujet du droit à la retraite anticipée | |
| CPB | BE | Canton de Berne | Prestations | 63 | 38 | 1.711% | 65% | Facteur de réduction dépendant du nombre d'années d'anticipation | 1 |
| CPCL | VD | Ville de Lausanne | Prestations | A : 65 B : 60 | A : 48 B : 43 | A et B : 1.5% | A : 67.5% B : 64.5% | Réduction de 1.5% pour chaque année d'anticipation, max. 7.5% | 2 |
| CPDS | TI | Canton du Tessin | Prestations | 60 | 40 | 1.500% | 60% | 4.8% | |
| CPEV | VD | Etat de Vaud | Prestations | 60 | 37.5 | 1.600% | 60% | Si la retraite est avant l'âge terme sans compter 37.5 années d'assurance : 5%. Si l'assuré prend sa retraite avant l'âge minimum : 6%. Le cas échéant, cette réduction est cumulée avec le premier taux. | |
| CPJU | JU | Canton de Jura | Prestations | 62 | 40 | 1.500% | 60% | Facteur de réduction dépendant du nombre d'années d'anticipation | |
| CPM | VS | Ville de Monthey | Prestations | 62 | 37 | 1.351% | 50% | 7.5% | |
| CPPEF | FR | Etat de Fribourg | Prestations | 62 | 40 | 1.600% | 70% | Possibilités de retraite partielle dès 58 ans révolus (> 60% d'activité) Aucune indication au sujet du droit à la retraite anticipée | 3 |
| CPVAL | VS | Etat du Valais | Cotisations | Cat. 2 et 5 : 60 Cat. 1 et 4 : 62 | Cat. 2 et 5 : 39 Cat. 1 et 4 : 41 | ► Rente de retraite : le montant de la rente annuelle de retraite totale ou partielle résulte de la conversion du capital retraite ou du capital de retraite partielle en rente au taux de conversion défini dans le règlement de prévoyance. | | | |
| CPVB | FR | Ville de Bulle | Prestations | 65 | 44 | 1.600% | 70.4% | Facteur de réduction dépendant du nombre d'années d'anticipation | |
| CPVF | FR | Ville de Fribourg | Prestations | 62 | 37.5 | 1.600% | 60% | 4.8% | |
| CPVS | VS | Ville de Sion | Prestations | A : 62 B : 58 | A : 44 B : 40 | A : 1.5% B : 1.8% | A : 66% B : 72% | 5.0% | |
| FPTPG | GE | Transports genevois | Prestations | 63 | 40 | 1.875% | 75% | Réduction du taux de rente de 2.0% en moyenne par année d'anticipation | |
| FRED | JU | Ville de Delémont | Prestations | 65 | 40 | 1.300% | 52% | 1.3% | |
| PREV.ne | NE | Fonction publique NE | Prestations | 62 | 42 | 1.35135% | 56.75% | 4.8% | |
| PVK | BE | Ville de Berne | Prestations + cotisations | 63 | 36 | 1.700% | 61.2% | 5.4% | |
| Comunitas | BE | Comunitas | Cotisations | 65 | 40 | ► Rente de vieillesse : fixée en fonction de l'avoir de vieillesse disponible pour la personne assurée lorsqu'elle atteint l'âge de la retraite et du taux de conversion en vigueur à ce moment. ► Les taux de conversion actuellement en vigueur pour les différents âges de la retraite figurent en annexe des Statuts. Les taux de conversion sont adaptés en fonction des changements de circonstances et ne sont pas garantis. | | | |
| FEOC | TI | Hôpitaux publ. tessinois | Cotisations | 65 | 45 | ► Rente de vieillesse : correspond au capital de vieillesse constitué au moment du droit aux prestations, multiplié par le taux de conversion figurant dans l'annexe du règlement de prévoyance. ► En cas d'anticipation, le montant annuel de la rente de vieillesse anticipée correspond au capital de vieillesse constitué au moment du droit aux prestations, multiplié par le taux de conversion figurant dans l'annexe du règlement de prévoyance. | | | |

| |
|----------------------------------|
| Prestations au 31.12.2012 |
|----------------------------------|

| | | | Rente maximale | | Calcul des prestations assurées | | | Notes | |
|-----------------|----|----------|---------------------------|-----|---------------------------------|--|-----------------------|--|---|
| | | | Primauté | Age | Années cotisation | Taux de rente (par année d'ass.) | Taux de rente maximal | Retraite anticipée (réduction par année d'assurance) | |
| Previs | BE | Previs | Prestations + cotisations | 65 | 40 | ► Primauté de prestations: ■ Rente de vieillesse : Plan 55 = 55%; Plan 60 = 60% du salaire déterminant donnant droit à une rente ■ Retraite anticipée : réduction de 0.7 % par mois d'anticipation ► Primauté de cotisations: ■ Rente de vieillesse : capital d'épargne disponible × le taux de conversion (selon âge). ■ Si retraite avant 65 ans, le taux de conversion est diminué de 0,16% par année. ■ Si retraite après 65 ans, le taux de conversion est augmenté de 0,16% par année. | | | |
| Profelia | VD | Profelia | Cotisations | 65 | 40 | ► Rente de vieillesse : calculée sur la base de l'avoir de vieillesse acquis lors de l'entrée en jouissance, converti en rente à l'aide des taux de conversion mentionnés en annexe du règlement de prévoyance, en vigueur au moment de la conversion. ► En cas d'anticipation, les prestations de vieillesse sont calculées à l'aide des taux de conversion définis en annexe du règlement de prévoyance et appliqués à l'avoir de vieillesse accumulé à ce moment-là. | | | |
| Publica | BE | Publica | Cotisations | 65 | 40 | ► Rente de vieillesse : déterminée en fonction de l'avoir de vieillesse disponible au moment de la retraite, augmentée d'un éventuel avoir provenant de cotisations d'épargne volontaires, multiplié par le taux de conversion déterminant selon l'âge au moment de la retraite, conformément à l'annexe du règlement de prévoyance. | | | 4 |
| Symova | BE | Symova | Cotisations | 65 | 40 | ► Rente de vieillesse : dépend de l'avoir d'épargne dont dispose la personne assurée au moment de la retraite et du taux de conversion en vigueur pour l'âge de la retraite correspondant. ► Les taux de conversion valables pour les différents âges de retraite sont indiqués à l'annexe 2 du règlement de prévoyance. Le taux de conversion tient compte des hypothèses actuarielles qui servent de base au calcul du montant de la rente à partir d'un avoir d'épargne donné. | | | |

Notes

- 1 : 60 ans, rente maximale pour la police.
 2 : Catégorie B : policiers, pompiers et ambulanciers.
 3 : Retraite possible dès 58 ans révolus. Le taux de pension évolue en fonction l'âge de la retraite, il est de 1.600% à l'âge de 62 ans révolus.
 4 : Ces informations correspondent aux prestations de la Caisse de prévoyance de la Confédération, qui regroupe plus de 60% des assurés de Publica.

Financement au 31.12.2012

| | | | Cotisations en % ^{a)} | | | Déduction de coord. 2012 | | | | |
|------------------|----|--------------------------|---|--|--|---|--|---|---------|-------|
| | | | Employé* | Employeur* | Total* | Salaire assuré | | Méthode de calcul | Montant | Notes |
| CACEB | BE | Enseignants bernois | 9.45 | 11.55 | 21.00 | Salaire annuel déterminant (-) déduction de coordination | | 6% du traitement annuel déterminant (+) montant fixe de 24'480 | - | |
| CAP | GE | Ville de Genève & SIG | 8.00 | 16.00 | 24.00 | Salaire de base (-) 25% ((+) réduction si degré d'activité < 100%) | | au minimum à 25 % du salaire de base, au maximum la rente de vieillesse complète maximum AVS | - | |
| CEH | GE | Etablis. publ. médicaux | 8.00 | 16.00 | 24.00 | Salaire annuel déterminant (-) déduction de coordination | | 40% du traitement déterminant, au max. 29'700 | - | 1 |
| CIA | GE | Canton de Genève | 8.67 | 17.33 | 26.00 | Cat. 1: Salaire annuel déterminant (-) déd. coord. proport. au taux d'activité Cat. 2: Salaire mensuel déterminant (-) déd. coord. = 7/8 de rente mens. max. AVS | | 44.5 % du traitement déterminant, au max. 29'700 et en proportion du taux d'activité | - | 2, 3 |
| CIP | VD | Communes vaudoises | 9.00 8.00 | 15.00 16.00 | 24.00 | Salaire annuel déterminant (-) déduction de coordination | | 100% de la rente AVS minimum complète. | 13'920 | |
| CP | GE | Police et prison GE | 11.00 | 22.00 | 33.00 | Salaire annuel déterminant (-) déduction de coordination | | 53% de la rente simple maximale AVS | 14'755 | |
| CPB | BE | Canton de Berne | 9.20 | 11.80 | 21.00 | Salaire annuel déterminant (-) déduction de coordination | | 6% du traitement annuel déterminant (+) montant fixe de 24'480 | - | |
| CPCL | VD | Ville de Lausanne | A: 9.00 B: 11.5 | A: 17.00 B: 22.50 | A: 26.00 B: 34.00 | Salaire annuel déterminant (y.c. alloc. de renchérissement) (-) déduction de coordination | | 2/3 de la rente maximale de vieillesse fixée par l'AVS | 18'560 | 4 |
| CPDS | TI | Canton du Tessin | 10.50 | 11.60 | 22.10 | Salaire annuel déterminant (-) déduction de coordination | | 2/3 de la rente maximale de vieillesse fixée par l'AVS | 18'560 | |
| CPEV | VD | Etat de Vaud | 9.00 | 15.00 | 24.00 | Salaire annuel déterminant (-) déduction de coordination | | Moitié de la rente AVS maximale (+) 8.5% du salaire annuel brut | - | |
| CPJU | JU | Canton de Jura | 10.10 | 12.90 | 23.00 | Il est égal aux 85% du traitement annuel réduits d'un montant de coordination | | 2/3 de la rente simple maximale AVS | 18'560 | |
| CPM | VS | Ville de Monthey | 7.50 | 13.80 | 21.30 | Salaire annuel déterminant (-) déduction de coordination | | Montant annuel de la rente de vieillesse simple complète minimale de l'AVS | 13'920 | |
| CPPEF | FR | Etat de Fribourg | 9.00 | 12.50 | 21.50 | Salaire annuel déterminant (-) déduction de coordination | | 87.5% de la rente simple maximale de l'AVS | 24'360 | 5 |
| CPVAL | VS | Etat du Valais | Cat. 1: 9.80 Cat. 2: 10.80 Cat. 4: 8.80 Cat. 5: 9.60 | Cat. 1: 5.20-27.20 Cat. 2: 7.30-27.30 Cat. 4: 4.20-24.20 Cat. 5: 5.90-25.90 | Cat. 1: 15.00-37.00 Cat. 2: 18.10-38.10 Cat. 4: 13.00-33.00 Cat. 5: 15.50-35.50 | Salaire annuel déterminant (-) déduction de coordination | | 15% du traitement déterminant | - | |
| CPVB | FR | Ville de Bulle | 8.80 | 13.20 | 22.00 | Salaire annuel déterminant (-) déduction de coordination | | 7/8 de la rente maximale de l'AVS, au minimum de 25'320.- | - | |
| CPVF | FR | Ville de Fribourg | 7.70 | 15.30 | 23.00 | Salaire annuel déterminant (-) déduction de coordination | | 40% du salaire déterminant régulier AVS servant au calcul du traitement assuré. Ce montant ne peut toutefois pas dépasser la rente simple maximale AVS | - | |
| CPVS | VS | Ville de Sion | Cat. A: 9.50 Cat. B: 11.50 | Cat. A: 14.00 Cat. B: 18.00 | Cat. A: 23.50 Cat. B: 29.50 | Salaire annuel déterminant (-) déduction de coordination | | 2/3 de la rente simple complète maximale de l'AVS | 18'560 | 6 |
| FPTPG | GE | Transports genevois | Cat. 1: 8.50 Cat. 2: 6.00 | Cat. 1: 17.00 Cat. 2: 12.00 | Cat. 1: 25.50 Cat. 2: 18.00 | Salaire annuel déterminant (-) déduction de coordination | | Montant annuel maximum de la rente AVS simple, augmenté de 16 2/3 % | - | 7 |
| FRED | JU | Ville de Delémont | 6.40 | 9.60 | 16.00 | 12 fois le salaire mensuel de base | | - | - | |
| PREV.ne | NE | Fonction publique NE | 20-24 ans : 7.50 25-29 ans : 8.50 30-65 ans : 8.70 | 12.00 | 20-24 ans : 19.50 25-29 ans : 20.50 30-65 ans : 20.70 | Salaire annuel déterminant (-) déduction de coordination | | 7/12 du montant de la rente annuelle AVS maximale | 16'240 | 8 |
| PVK | BE | Ville de Berne | 8.25 | 14.25 | 22.50 | Salaire annuel déterminant (-) déduction de coordination | | Rente simple maximale de l'AVS | 27'840 | |
| Comunitas | BE | Comunitas | Les taux de cotisations dépendent du plan de prévoyance choisie | | | Salaire annuel déterminant (-) déduction de coordination | | Le montant de la déduction de coordination dépend du plan de prévoyance | - | |
| FEOC | TI | Hôpitaux publ. tessinois | 8.50 | 8.50 | 17.00 | Salaire annuel AVS (min. 12'000.-, max. 226'000.-) | | - | - | |

| | | | Cotisations en % ^{a)} | | | Salaire assuré | Déduction de coord. 2012 | | |
|-----------------|----|----------|--|--|--|--|--|---|-------|
| | | | Employé* | Employeur* | Total* | | Méthode de calcul | Montant | Notes |
| Previs | BE | Previs | <u>P. prest.</u> : Plan 55: 8.25 Plan 60: 9.00 <u>P. cotis.</u> : en % du salaire assuré selon plan (annexe aux statuts) | <u>P. prest.</u> : Plan 55: 8.25 Plan 60: 9.00 <u>P. cotis.</u> : en % du salaire assuré selon plan (annexe aux statuts) | <u>P. prest.</u> : Plan 55: 16.50 Plan 60: 18.00 <u>P. cotis.</u> : en % du salaire assuré selon plan (annexe aux statuts) | Salaire annuel déterminant (-) déduction de coordination | <u>P. prest.</u> : 20% du salaire annuel, plus 40% de la rente AVS maximale, mais au maximum 100% de ladite rente <u>P. cotis.</u> : 20% du salaire annuel, plus 40% de la rente AVS maximale, mais au maximum 24'360.- | - | |
| Profelia | VD | Profelia | Les taux de cotisations dépendent du plan de prévoyance choisie | | | Salaire annuel déterminant (-) déduction de coordination | Le montant de la déduction de coordination dépend du plan de prévoyance | - | |
| Publica | BE | Publica | | <u>Standard</u> : | <u>Cadre 1</u> : | <u>Cadre 2</u> : | Salaire annuel déterminant (-) déduction de coordination | 30% du salaire annuel déterminant, mais au maximum 24'570.- | 9 |
| Symova | BE | Symova | Les taux de cotisations dépendent du plan de prévoyance choisie | | | Salaire annuel déterminant (-) déduction de coordination | Le montant de la déduction de coordination dépend du plan de prévoyance | - | |

* % du traitement assuré

Notes

a) Les taux indiqués ne comprennent pas des éventuelles cotisations d'assainissement.

1 : Hausse du taux de cotisation total de 21 à 22% au 1er janvier 2010, puis à 23% au 1er janvier 2011, et enfin à 24% au 1er janvier 2012, avec les parts suivantes : 2/3 employeurs et 1/3 salariés.

2 : Cat. 1 : salariés mensualisés, Cat. 2 : autres salariés.

3 : Hausse du taux de cotisation total de 24 à 25% au 1er septembre 2011, puis à 26% au 1er janvier 2012, et enfin à 27% au 1er janvier 2013, avec les parts suivantes : 2/3 employeurs et 1/3 salariés.

4 : Pension de retraite entre 60 et 65 ans pour les assurés de la catégorie A et entre 55 et 60 ans pour les assurés de la catégorie B (policiers, pompiers et ambulanciers).

5 : Hausse du taux de cotisation total de 19.5 à 21.5% au 1er janvier 2012, puis à 22.5% au 1er janvier 2014.

6 : La catégorie B comprend les employés de la Police municipale.

7 : Cat. 1 : employés remplissant les conditions suivantes : être âgés de 23 ans révolus; avoir passé avec succès l'examen médical prévu à l'article 9.

Cat. 2 : personnes n'ayant pas passé avec succès l'examen médical prévu à l'article 9, mais au maximum pour une durée de 5 ans.

8 : Les taux de cotisation sont valables pour l'année 2012 (dispositions transitoires) et ne tiennent pas compte des dispositions particulières en faveur de certaines catégories d'assurés.

9 : Ces informations concernent la Caisse de prévoyance de la Confédération, qui regroupe plus de 60% des assurés de Publica. Les taux de cotisations correspondent au total des bonifications de vieillesse. La prime de risque est payé par l'employeur.

Eléments financiers

| | | | Total du bilan (en 1'000 CHF) | | Placements (en 1'000 CHF) | | Performance nette | | RFV (en 1'000 CHF) | | RFV réel / objectif | RFV, objectif en % ou en valeur (en 1'000 CHF) | Degré de couv. min. statutaire | Degré de couverture | | Taux technique | Frais d'administration (en 1'000 CHF) | | Frais d'admin. par assuré (actifs & pensionnés) | | Notes |
|---------|----|-------------------------|----------------------------------|-----------|------------------------------|-----------|-------------------|--------|-----------------------|---------|------------------------|--|--------------------------------------|---------------------|---------|-------------------|--|-------|---|-----|-------|
| | | | 2012 | 2011 | 2012 | 2011 | 2012 | 2011 | 2012 | 2011 | 2012 | 2012 | 2012 | 2012 | 2011 | 2012 | 2011 | 2012 | 2011 | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| CACEB | BE | Enseignants bernois | 5'590'923 | 5'190'238 | 5'590'923 | 5'190'238 | 8.53% | 1.98% | - | - | 0.00% | 20.50% <i>des capitaux de prévoyance et réserves techniques</i> | 100.0% | 83.71% | 78.81% | 3.50% | 5'800 | 6'167 | 252 | 271 | |
| CAP | GE | Ville de Genève & SIG | 2'809'576 | 2'629'554 | 2'794'653 | 2'614'175 | 8.19% | 0.92% | - | - | 0.00% | 17.50% <i>du total de l'actif</i> | 80.0% | 77.76% | 77.89% | 4.00% | 1'940 | 1'673 | 166 | 147 | |
| CEH | GE | Etablis. publ. médicaux | 2'913'552 | 2'654'920 | 2'900'273 | 2'649'865 | 9.60% | -1.60% | 21'775 | 148'627 | 5.00% | 16.90% <i>des capitaux de prévoyance statutaires</i> | 62.5% | 63.00% | 67.00% | 3.50% | 4'950 | 5'191 | 223 | 239 | |
| CIA | GE | Canton de Genève | 6'184'278 | 5'814'847 | 6'179'013 | 5'809'660 | 9.11% | -0.29% | - | 349'155 | 0.00% | 21.60% <i>du total de l'actif</i> | 50.0% | 49.10% | 53.20% | 3.50% | 8'590 | 8'162 | 191 | 185 | |
| CIP | VD | Communes vaudoises | 2'266'904 | 2'095'026 | 2'266'097 | 2'094'368 | 6.91% | -0.80% | - | - | 0.00% | 11.38% <i>2 écarts types du total des placements</i> | 70.0% | 69.95% | 67.23% | 3.50% | 3'938 | 3'462 | 242 | 224 | |
| CP | GE | Police et prison GE | 1'436'029 | 1'370'776 | 1'442'984 | 1'374'409 | 7.50% | -0.50% | 27'146 | 25'893 | 26.87% | 7.00% <i>des placements nets</i> | 100.0% | 101.90% | 101.90% | 3.75% | 425 | 453 | 175 | 189 | |
| CPB | BE | Canton de Berne | 9'653'559 | 8'858'161 | 9'650'076 | 8'855'123 | 8.66% | 0.92% | - | - | 0.00% | 17.00% <i>des capitaux de prévoyance</i> | 100.0% | 78.80% | 86.11% | 2.50% | 7'631 | 6'697 | 162 | 146 | |
| CPCL | VD | Ville de Lausanne | 1'874'597 | 1'563'461 | 1'872'770 | 1'561'880 | 6.79% | 1.23% | - | - | 0.00% | 10.00% <i>du total de l'actif</i> | 61.6% | 62.20% | 55.20% | 3.50% | 2'123 | 2'129 | 199 | 202 | |
| CPDS | TI | Canton du Tessin | 3'506'703 | 3'306'091 | 3'494'066 | 3'290'976 | 7.97% | 1.13% | - | - | 0.00% | 14.00% <i>de la fortune totale</i> | 80.0% | 64.28% | 62.69% | 4.00% | 1'863 | 1'604 | 86 | 76 | |
| CPEV | VD | Etat de Vaud | 7'846'395 | 7'349'933 | 7'844'255 | 7'347'737 | 7.12% | -0.54% | 532'118 | - | 53.75% | 12.62% <i>du total des placements</i> | 60.0% | 64.39% | 62.26% | 4.00% | 9'318 | 9'097 | 197 | 197 | 1 |
| CPJU | JU | Canton de Jura | 975'968 | 911'182 | 973'255 | 908'611 | 7.30% | -3.90% | - | - | 0.00% | 19.00% <i>de la fortune totale</i> | 90.0% | 61.60% | 59.30% | 4.00% | 1'448 | 1'421 | 163 | 163 | |
| CPM | VS | Ville de Monthey | 43'152 | 39'549 | 42'478 | 39'172 | 6.42% | -0.88% | - | - | 0.00% | 14'259 | 70.0% | 58.60% | 60.20% | 4.50% | 175 | 137 | 357 | 289 | |
| CPPEF | FR | Etat de Fribourg | 3'034'942 | 2'791'174 | 3'028'632 | 2'784'220 | 6.52% | 0.31% | 199'132 | - | 0.00% | 217'200 | 70.0% | 75.10% | 76.70% | 4.25% | 2'110 | 2'145 | 93 | 98 | |
| CPVAL | VS | Etat du Valais | 3'228'046 | 2'429'928 | 3'224'294 | 2'426'047 | 6.63% | -1.72% | - | - | 0.00% | 6.4% 14.5% 23.5% <i>des engagements : horizon 1 an, moyen terme et long terme</i> | 80.0% | 79.10% | 65.40% | 3.50% | 3'332 | 2'947 | 216 | 196 | 2 |
| CPVB | FR | Ville de Bulle | 87'032 | 79'975 | 86'904 | 79'839 | 6.66% | -0.01% | - | - | 0.00% | 17.80% <i>de la fortune totale</i> | 80.0% | 85.03% | 89.59% | 4.00% | 265 | 203 | 434 | 348 | |
| CPVF | FR | Ville de Fribourg | 102'769 | 92'117 | 102'399 | 91'735 | 12.60% | -2.30% | - | - | 0.00% | 14.80% <i>de la fortune nette</i> | 70.0% | 50.74% | 47.23% | 4.50% | 329 | 245 | 362 | 277 | |
| CPVS | VS | Ville de Sion | 180'503 | 165'243 | 180'171 | 164'919 | 7.29% | -1.52% | - | - | 0.00% | 17.30% <i>des engagements actuariels</i> | 80.0% | 67.70% | 68.50% | 3.00% | 375 | 357 | 281 | 276 | |
| FPTPG | GE | Transports genevois | 335'574 | 311'143 | 334'200 | 310'113 | 7.95% | -0.81% | 49'610 | 32'031 | 90.70% | 16.30% <i>de la fortune totale</i> | 52.3% | 61.54% | 58.94% | 4.50% | 607 | 561 | 218 | 212 | |
| FRED | JU | Ville de Delémont | 63'673 | 59'823 | 63'577 | 59'598 | 5.11% | -1.16% | - | - | 0.00% | 15.00% <i>du total des placements</i> | 100.0% | 92.14% | 90.24% | 3.50% | 147 | 131 | 376 | 347 | |
| PREV.ne | NE | Fonction publique NE | 2'919'371 | 2'774'213 | 2'914'218 | 2'769'779 | 5.63% | -3.93% | - | - | 0.00% | 19.00% <i>de la fortune totale</i> | 85.0% | 57.10% | 55.70% | 4.00% | 3'574 | 3'511 | 141 | 141 | 3 |

Eléments financiers

| | | | Total du bilan (en 1'000 CHF) | | Placements (en 1'000 CHF) | | Performance nette | | RFV (en 1'000 CHF) | | RFV réel / objectif | RFV, objectif en % ou en valeur (en 1'000 CHF) | Degré de couv. min. statutaire | Degré de couverture | | Taux technique | Frais d'administration (en 1'000 CHF) | | Frais d'admin. par assuré (actifs & pensionnés) | | Notes | |
|------------------------|----|--------------------------|----------------------------------|------------|------------------------------|------------|-------------------|--------|-----------------------|-----------|------------------------|---|---|---------------------|---------|-------------------|--|--------|---|------|-------|---|
| | | | 2012 | 2011 | 2012 | 2011 | 2012 | 2011 | 2012 | 2011 | 2012 | 2012 | 2012 | 2012 | 2011 | 2012 | 2012 | 2011 | 2012 | 2011 | | |
| PVK | BE | Ville de Berne | 1'829'606 | 1'749'022 | 1'825'689 | 1'743'728 | 7.02% | 1.40% | - | - | 0.00% | 21.90% | des capitaux de prévoyance et des réserves techniques | 100.0% | 94.40% | 93.00% | 4.00% | 1'406 | 1'175 | 157 | 133 | |
| Comunitas | BE | Comunitas | 1'735'773 | 1'758'750 | 1'734'583 | 1'757'577 | 5.25% | -0.25% | - | - | 0.00% | 14.50% | des capitaux de prévoyance et des réserves techniques | 100.0% | 90.48% | 86.76% | 3.50% | 3'070 | 3'215 | 213 | 206 | |
| FEOC | TI | Hôpitaux publ. tessinois | 689'538 | 613'319 | 689'538 | 613'319 | 7.70% | 2.68% | 2'843 | - | 3.66% | 15.00% | du total des placements mobiliers | 100.0% | 100.40% | 94.30% | 3.00% | 859 | 649 | 153 | 118 | |
| Previs | BE | Previs | 2'434'869 | 2'271'126 | 2'428'737 | 2'264'685 | 6.58% | -1.62% | - | - | 0.00% | 15.00% | des capitaux de prévoyance et des provisions techniques | 100.0% | 91.15% | 87.39% | 4.00% | 3'197 | 3'015 | 149 | 143 | |
| Profelia | VD | Profelia | 432'904 | 400'449 | 432'871 | 400'449 | 6.60% | 0.82% | 1'983 | - | 3.69% | 12.40% | du total des placements | 100.0% | 92.79% | 88.66% | 3.50% | 912 | 919 | 306 | 325 | |
| Publica | BE | Publica | 35'069'202 | 33'114'447 | 35'045'351 | 33'091'273 | 7.94% | 1.71% | 1'734'983 | 1'000'904 | 15.90% | 16.10% | des capitaux de prévoyance et des provisions techniques | 100.0% | 105.20% | 103.10% | 3.50% | 21'421 | 22'285 | 206 | 217 | |
| Symova | BE | Symova | 2'054'000 | 1'885'000 | 2'054'000 | 1'885'000 | 6.84% | 1.84% | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | 100.0% | 101.75% | 94.38% | 3.50% | 1'582 | 1'412 | 154 | 140 | 4 |
| TOTAL / MOYENNE | | | 99'299'437 | 92'279'466 | 99'196'009 | 92'178'495 | | | 2'569'589 | 1'556'611 | | | | | | | | 91'388 | 88'964 | 217 | 204 | |

n.a. = non communiqué

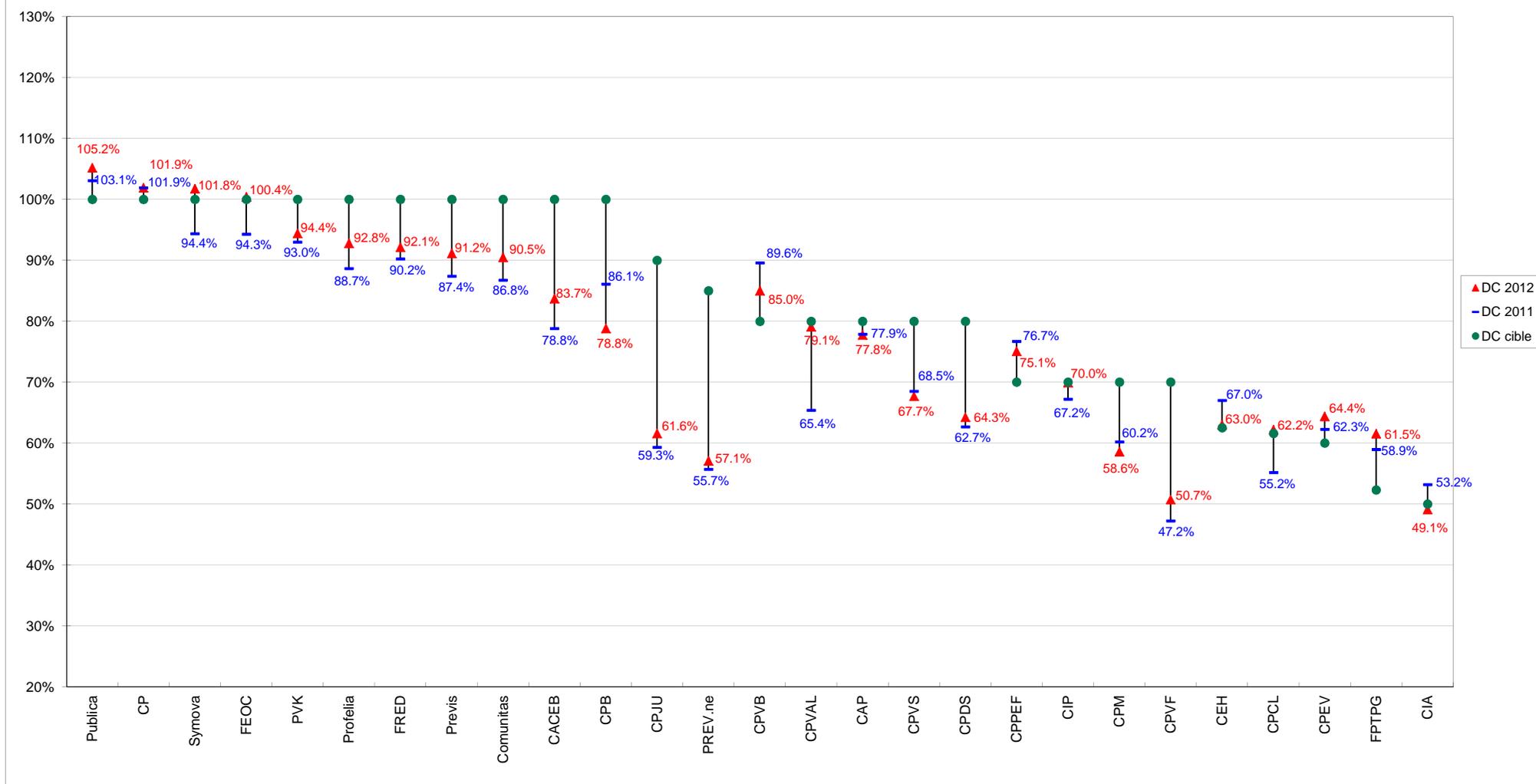
1 = Suite à l'adaptation de la Loi sur la Caisse de pensions de l'Etat de Vaud (LCP), le degré de couverture minimum est ramené à 60% dès le 01.01.2012.

2 = La recapitalisation par l'Etat du Valais de CHF 450 millions au 01.01.2012 a notamment permis d'améliorer le degré de couverture.

3 = Le degré de couverture minimum doit suivre l'évolution suivante : 85% en 2030, 100% en 2040 et 115% en 2050.

4 = Le total du bilan correspond à la fortune de placement de la fondation.

Vue synoptique des degrés de couverture (DC) des caisses de pensions analysées



Remarques

L'amplitude des variations est représentée par le trait vertical, l'écart peut être positif ou négatif par rapport aux deux valeurs comparées.

Seuls 6 caisses de pensions publiques analysées sur 22 possèdent un degré de couverture cible de 100% au 31.12.2012.

Au 31.12.2012, 10 caisses dépassent leur degré de couverture cible, contre 6 à fin 2011 et 7 à fin 2010.

Méthodes de valorisation de l'immobilier à fin 2012

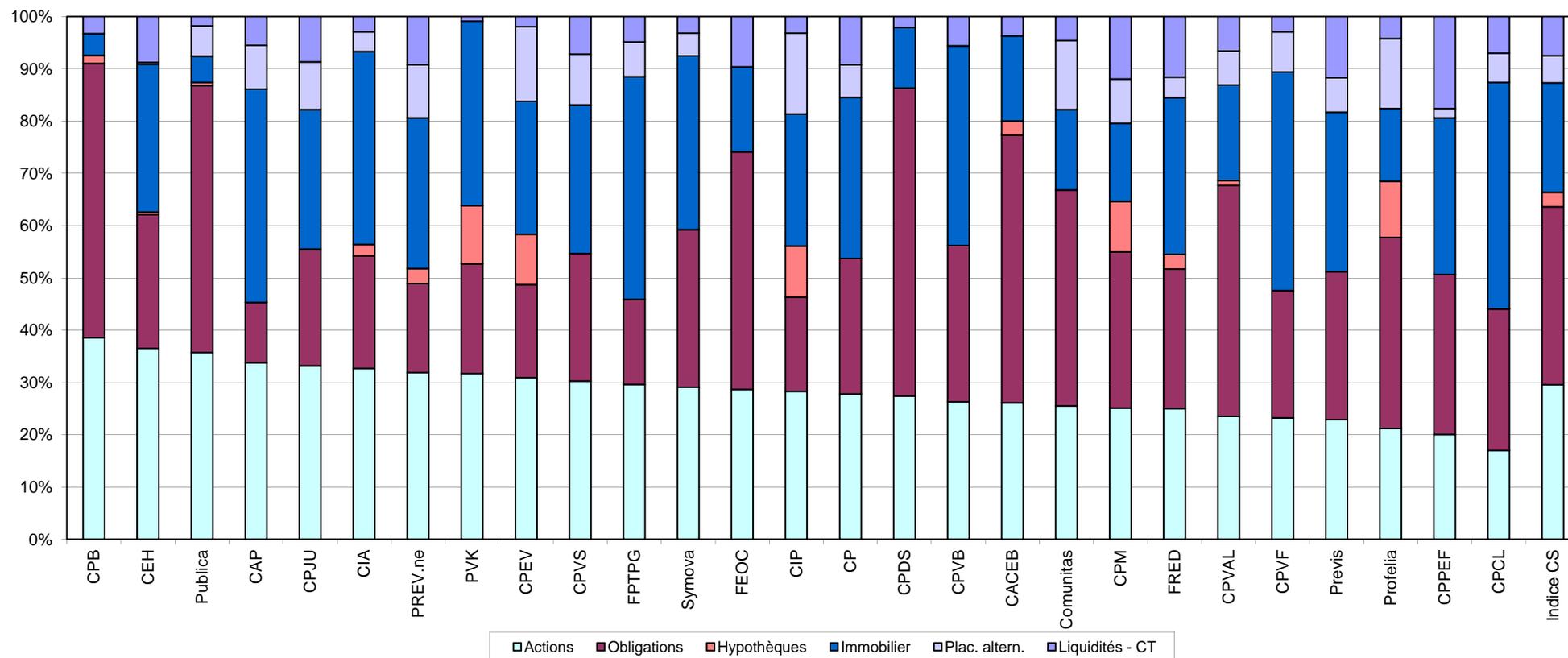
| | | | Nombre d'immeubles (au 31.12.2012) | Immobilier bilan 2012 (en k CHF) | Notes | Méthode | Détails selon rapport de gestion 2012 |
|-----------|----|--------------------------|------------------------------------|----------------------------------|-------|-----------------------------------|--|
| CACEB | BE | Enseignants bernois | 1 | 14'000 | | Discounted Cash-flow | Selon la méthode Discounted Cash-flow (cash flows actualisés). |
| CAP | GE | Ville de Genève & SIG | 195 | 1'147'183 | | Discounted Cash-flow | Les immeubles sont portés au bilan à leur valeur économique. La valeur économique du parc immobilier fait chaque année l'objet d'une estimation réalisée par la caisse. La méthode utilisée est celle des «cash flows actualisés». Cette évaluation interne fait l'objet d'une contre-expertise externe au moins tous les 3 ans. |
| CEH | GE | Etablis. publ. médicaux | 153 | 822'884 | | Valeur de rendement & intrinsèque | Les immeubles sont évalués à leur valeur économique. Cette valeur est fondée sur une approche reconnue constituée par l'agrégation de la valeur de rendement et de la valeur intrinsèque. La valeur de rendement est donnée par l'état locatif théorique capitalisé à des taux variant entre 6.5% et 7.5%, en fonction de la nature et de l'âge de l'immeuble. La valeur intrinsèque est fonction du volume de l'immeuble, du prix moyen de l'opération, du terrain ainsi que de la qualité et de la vétusté de la construction. |
| CIA | GE | Canton de Genève | 181 | 2'275'809 | | Valeur de rendement & intrinsèque | L'estimation de la valeur actuelle des immeubles a été établie sur la base de la formule adoptée par le Service de surveillance des fondations dans le cadre de l'application des Arrêtés fédéraux urgents (AFU du 6 octobre 1989). La valeur de rendement des immeubles en exploitation est calculée en capitalisant l'état locatif théorique de chaque immeuble en fonction de la catégorie et de son âge. La valeur intrinsèque est calculée en multipliant le volume de l'immeuble par le prix moyen de la construction, et en déduisant le degré de vétusté. |
| CIP | VD | Communes vaudoises | 94 | 550'439 | | Valeur de rendement | Les immeubles sont évalués à la valeur actuelle obtenue par la capitalisation des états locatifs au 31 décembre. |
| CP | GE | Police et prison GE | 59 | 444'158 | | Valeur de rendement & intrinsèque | Les immeubles figurent au bilan à leurs valeurs actuelles déterminées par combinaison entre la valeur de rendement et la valeur intrinsèque. Le taux de capitalisation et la vétusté pris en considération dans l'évaluation dépendent de l'âge et de l'état de l'immeuble. |
| CPB | BE | Canton de Berne | 30 | 400'250 | | Valeur de rendement | En 2012, le taux de capitalisation s'est élevé en moyenne à 5,36% (année précédente : 5,41% en moyenne). |
| CPCL | VD | Ville de Lausanne | 102 | 810'245 | | Discounted Cash-flow | Les immeubles sont évalués à la valeur de marché selon la méthode DCF (Discounted Cash-flow). |
| CPDS | TI | Canton du Tessin | 28 | 299'799 | | Discounted Cash-flow | Depuis 2012, les immeubles sont évalués à la valeur de marché selon la méthode DCF (Discounted Cash-flow). |
| CPEV | VD | Etat de Vaud | 262 | 1'922'608 | | Valeur de rendement | Les immeubles sont évalués à leur valeur actuelle obtenue par la capitalisation des états locatifs au 31 décembre. |
| CPJU | JU | Canton de Jura | 52 | 228'893 | | Valeur de rendement | Les immeubles figurent au bilan à leur valeur vénale estimée, déterminée selon la méthode fondée sur la capitalisation de la valeur locative brute, en tenant compte des charges immobilières, de l'ancienneté, de la situation géographique et du degré d'occupation de chaque immeuble. Le taux de capitalisation est fixé à 6.8%. |
| CPM | VS | Ville de Monthey | 2 | 6'440 | | Valeur de rendement | La valeur vénale des immeubles est déterminée en capitalisant le rendement brut moyen obtenu les trois dernières années à un taux fixé selon l'âge de l'immeuble. |
| CPPEF | FR | Etat de Fribourg | 141 | 858'242 | | Valeur de rendement | Valeur de rendement capitalisée sur la base des états locatifs bruts au moyen des paramètres suivants : • objectif de rendement net de 4.5%; • taux de charge déterminé en prenant la moyenne des charges d'exploitation des 5 dernières années; • taux de vacance déterminé sur la moyenne des 5 dernières années; • majoration forfaitaire pour certains immeubles subventionnés; • majoration pour affectation spécifique et prise en compte des besoins de rénovation sur une durée de 10 ans (vétusté). |
| CPVAL | VS | Etat du Valais | 15 | 201'066 | | Valeur de rendement | Les immeubles sont évalués à leur valeur de rendement. Les valeurs locatives théoriques durables au 31 décembre sont capitalisées à un taux qui prend en compte, par objet, les éléments suivants : taux d'intérêt de base de 4% (taux correspondant au taux technique de la Caisse dès 2012 y compris une marge de 0,5%) plus supplément pour macro/micro-localisation, frais d'exploitation, frais d'entretien, frais d'administration, rénovation, risques de loyer, marge d'assainissement. L'évaluation est réactualisée au moins tous les cinq ans. |
| CPVB | FR | Ville de Bulle | 9 | 30'793 | | Valeur de rendement | Les immeubles sont évalués à leur valeur de rendement (ndlr taux de capitalisation non communiqué). |
| CPVF | FR | Ville de Fribourg | 8 | 41'031 | | Valeur de rendement | Valeur de rendement capitalisée sur la base des états locatifs bruts avec les paramètres suivants : a) Taux de capitalisation : • ce taux est obtenu en pondérant l'objectif de rendement net des immeubles et le taux hypothécaire de référence et en ajoutant une prime de risque. Le taux de rendement actuel atteint 3.73%; • taux pour les charges d'exploitation est déterminées sur la moyenne des cinq dernières années; b) Besoins de rénovation : • prise en compte des besoins de rénovation. Les prévisions de rénovation seront intégralement portées en diminution de la valeur de l'immeuble. |
| CPVS | VS | Ville de Sion | 3 | 20'253 | | Valeur de rendement | Les immeubles sont portés au bilan à la valeur de rendement depuis 2010. Les immeubles sont estimés par un expert tous les 3 à 5 ans (la dernière fois en 2010) ou en présence de circonstances particulières. |
| FPTPG | GE | Transports genevois | 16 | 142'996 | | Valeur de rendement | Capitalisation de l'état locatif théorique de chaque immeuble par un taux unique. |
| FRED | JU | Ville de Delémont | 11 | 19'075 | | Valeur de rendement | Les immeubles sont valorisés par capitalisation de l'état locatif, après déduction d'un coefficient de 2.5% pour tenir compte des appartements inoccupés. Les taux de capitalisation retenus se situent entre 6.5% et 7.5% en fonction de la situation propre à chaque immeuble. Le taux moyen brut est de 6.99%. |
| PREV.ne | NE | Fonction publique NE | 227 | 824'433 | | Valeur de rendement | La valeur des immeubles est déterminée sur la base de l'état locatif théorique au 01.12.2012, capitalisé à un taux de capitalisation déterminé au 01.01.2010 par un groupe d'experts issus des trois caisses de pensions existantes avant la fusion. Le taux de capitalisation varie de 6% à 9% selon l'état de vétusté de l'immeuble, la nécessité de rénovation importante, le vacant structurel, les charges d'entretien régulièrement élevées, etc. |
| PVK | BE | Ville de Berne | n.a. | 417'271 | | Discounted Cash-flow | Selon la méthode Discounted Cash-flow. La valeur vénale est calculée chaque année, puis contrôlée tous les 5 ans par un expert indépendant. |
| Comunitas | BE | Comunitas | n.a. | 86'316 | | Valeur de rendement | Méthode de valeur de revenu individuel pour les immeubles en nom propre, puis celle de la méthode selon Discounted Cash-flow pour les immeubles en copropriété. |
| FEOC | TI | Hôpitaux publ. tessinois | 2 | 47'000 | | Valeur d'expert | Les immeubles figurent dans le bilan à leur valeur de marché. La valeur des immeubles est évaluée par un expert tous les 3 à 5 ans ou en présence de circonstances particulières. |
| Previs | BE | Previs | n.a. | 482'467 | | Valeur de rendement | Les placements immobiliers directs sont évalués selon une méthode de la valeur de rendement. |
| Profelia | VD | Profelia | 7 | 60'060 | | Valeur d'expert | Les immeubles en exploitation sont évalués, durant leur première année de possession par l'institution, à leur prix de revient diminué des amortissements jugés nécessaires. Ils sont ensuite portés au bilan à leur valeur vénale déterminée chaque année par les travaux d'experts indépendants. |
| Publica | BE | Publica | 72 | 2'448'228 | | Discounted Cash-flow | Les biens immobiliers détenus directement sont inscrits au bilan à leur valeur actuelle (valeur vénale). La base retenue pour calculer la valeur vénale est la somme des cash-flows nets, escomptés à la date d'évaluation (méthode du Discounted-Cash-Flow ou méthode DCF). |
| Symova | BE | Symova | - | 651'734 | | Fonds de placement immobilier | - |

n.a. = non communiqué

Répartitions des placements au 31.12.2012

| | | | Liquidités, créances à CT et compte de régularisation actif | | Obligations et autres créances en CHF | | Obligations en monnaies étrangères | | Actions suisses | | Actions étrangères | | Hypothèques | | Immobiliers | | Placements alternatifs | |
|----------------|----|--------------------------|---|--------------|---------------------------------------|---------------|------------------------------------|---------------|-----------------|---------------|--------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|------------------------|---------------|
| | | | Réelle | Stratég. | Réelle | Stratég. | Réelle | Stratég. | Réelle | Stratég. | Réelle | Stratég. | Réelle | Stratég. | Réelle | Stratég. | Réelle | Stratég. |
| CACEB | BE | Enseignants bernois | 3.70% | 2.00% | 32.50% | 33.00% | 18.70% | 20.00% | 9.00% | 8.00% | 17.10% | 16.00% | 2.70% | 4.00% | 16.30% | 15.00% | 0.00% | 2.00% |
| CAP | GE | Ville de Genève & SIG | 5.50% | 2.00% | 5.40% | 6.00% | 6.10% | 8.00% | 13.00% | 14.00% | 20.80% | 23.00% | 0.00% | 0.00% | 40.80% | 35.00% | 8.40% | 12.00% |
| CEH | GE | Etablis. publ. médicaux | 8.80% | 2.00% | 6.10% | 13.00% | 19.50% | 15.00% | 9.90% | 10.00% | 26.60% | 30.00% | 0.50% | 0.00% | 28.30% | 30.00% | 0.30% | 0.00% |
| CIA | GE | Canton de Genève | 2.90% | 2.00% | 9.90% | 14.00% | 11.60% | 15.00% | 13.80% | 13.00% | 18.90% | 18.00% | 2.20% | 3.00% | 36.90% | 30.00% | 3.80% | 5.00% |
| CIP | VD | Communes vaudoises | 3.16% | 1.00% | 9.76% | 10.00% | 8.34% | 9.00% | 12.71% | 12.00% | 15.55% | 15.00% | 9.77% | 10.00% | 25.20% | 26.00% | 15.51% | 17.00% |
| CP | GE | Police et prison GE | 9.20% | 2.00% | 16.36% | 18.00% | 9.61% | 12.00% | 11.91% | 11.00% | 15.87% | 16.00% | 0.00% | 0.00% | 30.78% | 35.00% | 6.27% | 6.00% |
| CPB | BE | Canton de Berne | 3.29% | 3.00% | 44.54% | 44.00% | 7.92% | 8.00% | 20.37% | 20.00% | 18.18% | 18.00% | 1.55% | 2.00% | 4.15% | 5.00% | 0.00% | 0.00% |
| CPCL | VD | Ville de Lausanne | 6.97% | 2.00% | 21.37% | 15.30% | 5.70% | 4.00% | 9.10% | 9.50% | 7.87% | 11.50% | 0.08% | 0.00% | 43.27% | 49.70% | 5.64% | 8.00% |
| CPDS | TI | Canton du Tessin | 2.10% | 3.00% | 39.70% | 39.00% | 19.20% | 18.00% | 12.20% | 11.00% | 15.20% | 14.00% | 0.00% | 0.00% | 11.60% | 15.00% | 0.00% | 0.00% |
| CPEV | VD | Etat de Vaud | 1.92% | 1.00% | 7.02% | 6.00% | 10.77% | 10.00% | 12.77% | 12.00% | 18.14% | 18.00% | 9.65% | 9.00% | 25.45% | 27.00% | 14.28% | 17.00% |
| CPJU | JU | Canton de Jura | 8.70% | 2.00% | 9.50% | 20.00% | 12.70% | 11.00% | 14.40% | 10.00% | 18.80% | 19.00% | 0.10% | 0.00% | 26.70% | 28.00% | 9.10% | 10.00% |
| CPM | VS | Ville de Monthey | 11.96% | 2.50% | 19.08% | 17.50% | 10.77% | 10.00% | 15.48% | 15.00% | 9.62% | 10.00% | 9.71% | 10.00% | 14.92% | 25.00% | 8.46% | 10.00% |
| CPPEF | FR | Etat de Fribourg | 17.60% | 3.00% | 21.55% | 27.00% | 9.09% | 10.00% | 10.44% | 10.00% | 9.59% | 10.00% | 0.00% | 0.00% | 29.92% | 37.00% | 1.81% | 3.00% |
| CPVAL | VS | Etat du Valais | 6.60% | 2.00% | 34.80% | 39.00% | 9.40% | 8.00% | 12.40% | 12.00% | 11.10% | 11.00% | 0.90% | 2.00% | 18.30% | 21.00% | 6.50% | 5.00% |
| CPVB | FR | Ville de Bulle | 5.60% | 2.00% | 26.00% | 24.00% | 3.90% | 7.00% | 12.10% | 12.00% | 14.20% | 10.00% | 0.00% | 0.00% | 38.20% | 35.00% | 0.00% | 10.00% |
| CPVF | FR | Ville de Fribourg | 2.90% | | 10.90% | | 13.50% | | 11.60% | | 11.60% | | 0.00% | | 41.80% | | 7.70% | |
| CPVS | VS | Ville de Sion | 7.21% | 2.00% | 15.33% | 20.00% | 9.07% | 10.00% | 14.97% | 15.00% | 15.28% | 15.00% | 0.00% | 0.00% | 28.45% | 28.00% | 9.69% | 10.00% |
| FPTPG | GE | Transports genevois | 4.84% | 2.00% | 8.88% | 10.00% | 7.41% | 10.00% | 12.14% | 12.50% | 17.46% | 17.50% | 0.00% | 0.00% | 42.61% | 40.00% | 6.66% | 8.00% |
| FRED | JU | Ville de Delémont | 11.60% | 5.00% | 15.80% | 15.00% | 10.90% | 15.00% | 11.10% | 15.00% | 13.90% | 15.00% | 2.80% | 5.00% | 30.00% | 27.00% | 3.90% | 3.00% |
| PREV.ne | NE | Fonction publique NE | 9.20% | 5.00% | 8.50% | 13.00% | 8.50% | 10.00% | 13.90% | 15.00% | 18.00% | 20.00% | 2.90% | 4.00% | 28.80% | 25.00% | 10.20% | 8.00% |
| PVK | BE | Ville de Berne | 0.90% | 1.00% | 12.60% | 11.00% | 8.40% | 11.00% | 14.60% | 14.00% | 17.10% | 16.00% | 11.10% | 9.00% | 35.30% | 38.00% | 0.00% | 0.00% |
| Comunitas | BE | Comunitas | 4.60% | 2.00% | 26.20% | 27.00% | 15.10% | 15.00% | 12.30% | 13.00% | 13.20% | 13.00% | 0.00% | 0.00% | 15.40% | 15.00% | 13.20% | 15.00% |
| FEOC | TI | Hôpitaux publ. tessinois | 9.60% | 0.00% | 27.10% | 29.00% | 18.30% | 24.00% | 5.20% | 5.00% | 23.50% | 22.00% | 0.00% | 0.00% | 16.30% | 20.00% | 0.00% | 0.00% |
| Previs | BE | Previs | 11.70% | 3.00% | 23.20% | 18.00% | 5.10% | 14.00% | 7.00% | 10.00% | 15.90% | 15.00% | 0.00% | 0.00% | 30.50% | 34.00% | 6.60% | 6.00% |
| Profelia | VD | Profelia | 4.20% | 1.00% | 22.04% | 11.00% | 14.53% | 12.00% | 10.26% | 12.00% | 10.91% | 15.00% | 10.77% | 10.00% | 13.87% | 18.00% | 13.42% | 21.00% |
| Publica | BE | Publica | 1.80% | 2.00% | 22.50% | 21.00% | 28.60% | 33.00% | 3.10% | 3.00% | 32.60% | 30.00% | 0.60% | 0.00% | 5.00% | 5.00% | 5.80% | 6.00% |
| Symova | BE | Symova | 3.16% | 5.00% | 30.14% | 29.00% | 0.00% | 0.00% | 9.99% | 10.00% | 19.09% | 19.00% | 0.00% | 0.00% | 33.22% | 33.00% | 4.40% | 4.00% |
| Moyenne | | | 6.29% | 2.29% | 19.51% | 20.38% | 11.21% | 12.27% | 11.69% | 11.69% | 16.52% | 16.81% | 2.42% | 2.62% | 26.37% | 26.80% | 5.99% | 7.15% |
| Minimum | | | 0.90% | 0.00% | 5.40% | 6.00% | 0.00% | 0.00% | 3.10% | 3.00% | 7.87% | 10.00% | 0.00% | 0.00% | 4.15% | 5.00% | 0.00% | 0.00% |
| Maximum | | | 17.60% | 5.00% | 44.54% | 44.00% | 28.60% | 33.00% | 20.37% | 20.00% | 32.60% | 30.00% | 11.10% | 10.00% | 43.27% | 49.70% | 15.51% | 21.00% |

Vue synoptique des allocations d'actifs au 31.12.2012 des caisses de pensions analysées



Remarques :

Les caisses de pensions ci-dessus sont classées par ordre décroissant en fonction de la classe d'actif "Actions".

A titre de comparaison, l'indice Crédit Suisse complète ce tableau. Son allocation est en effet proche de l'allocation moyenne de notre univers de référence.

Allocations stratégiques 2012 vs 2011

| | | | Liquidités, créances à CT et compte de régularisation actif | | Obligations et autres créances en CHF | | Obligations en monnaies étrangères | | Actions suisses | | Actions étrangères | | Hypothèques | | Immobiliers | | Placements alternatifs | |
|----------------|----|--------------------------|---|-------|---------------------------------------|--------|------------------------------------|--------|-----------------|--------|--------------------|--------|-------------|--------|-------------|--------|------------------------|--------|
| | | | 2012 | 2011 | 2012 | 2011 | 2012 | 2011 | 2012 | 2011 | 2012 | 2011 | 2012 | 2011 | 2012 | 2011 | 2012 | 2011 |
| CACEB | BE | Enseignants bernois | 2.00% | 2.00% | 33.00% | 33.00% | 20.00% | 20.00% | 8.00% | 8.00% | 16.00% | 16.00% | 4.00% | 4.00% | 15.00% | 15.00% | 2.00% | 2.00% |
| CAP | GE | Ville de Genève & SIG | 2.00% | 2.00% | 6.00% | 6.00% | 8.00% | 8.00% | 14.00% | 14.00% | 23.00% | 23.00% | 0.00% | 0.00% | 35.00% | 35.00% | 12.00% | 12.00% |
| CEH | GE | Etablis. publ. médicaux | 2.00% | 2.00% | 13.00% | 13.00% | 15.00% | 15.00% | 10.00% | 10.00% | 30.00% | 30.00% | 0.00% | 0.00% | 30.00% | 30.00% | 0.00% | 0.00% |
| CIA | GE | Canton de Genève | 2.00% | 2.00% | 14.00% | 10.00% | 15.00% | 19.00% | 13.00% | 13.00% | 18.00% | 18.00% | 3.00% | 3.00% | 30.00% | 30.00% | 5.00% | 5.00% |
| CIP | VD | Communes vaudoises | 1.00% | 1.00% | 10.00% | 10.00% | 9.00% | 9.00% | 12.00% | 12.00% | 15.00% | 15.00% | 10.00% | 10.00% | 26.00% | 26.00% | 17.00% | 17.00% |
| CP | GE | Police et prison GE | 2.00% | 1.00% | 18.00% | 18.00% | 12.00% | 9.00% | 11.00% | 14.00% | 16.00% | 19.00% | 0.00% | 3.00% | 35.00% | 30.00% | 6.00% | 6.00% |
| CPB | BE | Canton de Berne | 3.00% | 6.00% | 44.00% | 43.00% | 8.00% | 6.00% | 20.00% | 19.00% | 18.00% | 19.00% | 2.00% | 3.00% | 5.00% | 4.00% | 0.00% | 0.00% |
| CPCL | VD | Ville de Lausanne | 2.00% | 2.00% | 15.30% | 15.30% | 4.00% | 4.00% | 9.50% | 9.50% | 11.50% | 11.50% | 0.00% | 0.00% | 49.70% | 49.70% | 8.00% | 8.00% |
| CPDS | TI | Canton du Tessin | 3.00% | 3.00% | 39.00% | 39.00% | 18.00% | 18.00% | 11.00% | 11.00% | 14.00% | 14.00% | 0.00% | 0.00% | 15.00% | 15.00% | 0.00% | 0.00% |
| CPEV | VD | Etat de Vaud | 1.00% | 1.00% | 6.00% | 6.00% | 10.00% | 10.00% | 12.00% | 12.00% | 18.00% | 18.00% | 9.00% | 9.00% | 27.00% | 27.00% | 17.00% | 17.00% |
| CPJU | JU | Canton de Jura | 2.00% | 0.00% | 20.00% | 11.00% | 11.00% | 14.00% | 10.00% | 15.00% | 19.00% | 22.00% | 0.00% | 0.00% | 28.00% | 25.00% | 10.00% | 13.00% |
| CPM | VS | Ville de Monthey | 2.50% | 2.50% | 17.50% | 17.50% | 10.00% | 10.00% | 15.00% | 15.00% | 10.00% | 10.00% | 10.00% | 10.00% | 25.00% | 25.00% | 10.00% | 10.00% |
| CPPEF | FR | Etat de Fribourg | 3.00% | 3.00% | 27.00% | 27.00% | 10.00% | 10.00% | 10.00% | 10.00% | 10.00% | 10.00% | 0.00% | 0.00% | 37.00% | 37.00% | 3.00% | 3.00% |
| CPVAL | VS | Etat du Valais | 2.00% | 3.00% | 39.00% | 24.00% | 8.00% | 10.00% | 12.00% | 15.00% | 11.00% | 13.00% | 2.00% | 2.00% | 21.00% | 25.00% | 5.00% | 8.00% |
| CPVB | FR | Ville de Bulle | 2.00% | 2.00% | 24.00% | 24.00% | 7.00% | 7.00% | 12.00% | 12.00% | 10.00% | 10.00% | 0.00% | 0.00% | 35.00% | 35.00% | 10.00% | 10.00% |
| CPVF | FR | Ville de Fribourg | | | | | | | | | | | | | | | | |
| CPVS | VS | Ville de Sion | 2.00% | 2.00% | 20.00% | 20.00% | 10.00% | 10.00% | 15.00% | 15.00% | 15.00% | 15.00% | 0.00% | 0.00% | 28.00% | 28.00% | 10.00% | 10.00% |
| FPTPG | GE | Transports genevois | 2.00% | 2.00% | 10.00% | 10.00% | 10.00% | 10.00% | 12.50% | 12.50% | 17.50% | 17.50% | 0.00% | 0.00% | 40.00% | 40.00% | 8.00% | 8.00% |
| FRED | JU | Ville de Delémont | 5.00% | 5.00% | 15.00% | 15.00% | 15.00% | 15.00% | 15.00% | 15.00% | 15.00% | 15.00% | 5.00% | 5.00% | 27.00% | 27.00% | 3.00% | 3.00% |
| PREV.ne | NE | Fonction publique NE | 5.00% | 5.00% | 13.00% | 13.00% | 10.00% | 10.00% | 15.00% | 15.00% | 20.00% | 20.00% | 4.00% | 4.00% | 25.00% | 25.00% | 8.00% | 8.00% |
| PVK | BE | Ville de Berne | 1.00% | 2.00% | 11.00% | 15.00% | 11.00% | 7.00% | 14.00% | 14.00% | 16.00% | 18.00% | 9.00% | 14.00% | 38.00% | 30.00% | 0.00% | 0.00% |
| Comunitas | BE | Comunitas | 2.00% | 2.00% | 27.00% | 27.00% | 15.00% | 15.00% | 13.00% | 13.00% | 13.00% | 13.00% | 0.00% | 0.00% | 15.00% | 15.00% | 15.00% | 15.00% |
| FEOC | TI | Hôpitaux publ. tessinois | 0.00% | 0.00% | 29.00% | 31.00% | 24.00% | 27.00% | 5.00% | 10.00% | 22.00% | 22.00% | 0.00% | 0.00% | 20.00% | 10.00% | 0.00% | 0.00% |
| Previs | BE | Previs | 3.00% | 3.00% | 18.00% | 18.00% | 14.00% | 14.00% | 10.00% | 10.00% | 15.00% | 15.00% | 0.00% | 0.00% | 34.00% | 34.00% | 6.00% | 6.00% |
| Profelia | VD | Profelia | 1.00% | 2.00% | 11.00% | 18.00% | 12.00% | 14.00% | 12.00% | 8.00% | 15.00% | 8.00% | 10.00% | 10.00% | 18.00% | 25.00% | 21.00% | 15.00% |
| Publica | BE | Publica | 2.00% | 2.00% | 21.00% | 27.20% | 33.00% | 24.00% | 3.00% | 4.00% | 30.00% | 25.00% | 0.00% | 4.80% | 5.00% | 8.00% | 6.00% | 5.00% |
| Symova | BE | Symova | 5.00% | 3.00% | 29.00% | 32.00% | 0.00% | 7.00% | 10.00% | 8.00% | 19.00% | 18.00% | 0.00% | 0.00% | 33.00% | 28.00% | 4.00% | 4.00% |
| Moyenne | | | 2.29% | 2.33% | 20.38% | 20.12% | 12.27% | 12.38% | 11.69% | 12.08% | 16.81% | 16.73% | 2.62% | 3.15% | 26.80% | 26.10% | 7.15% | 7.12% |
| Minimum | | | 0.00% | 0.00% | 6.00% | 6.00% | 0.00% | 4.00% | 3.00% | 4.00% | 10.00% | 8.00% | 0.00% | 0.00% | 5.00% | 4.00% | 0.00% | 0.00% |
| Maximum | | | 5.00% | 6.00% | 44.00% | 43.00% | 33.00% | 27.00% | 20.00% | 19.00% | 30.00% | 30.00% | 10.00% | 14.00% | 49.70% | 49.70% | 21.00% | 17.00% |

Changement d'allocation stratégique